Vol. 4 No. 48 • Du 15 au 21 Juin 2011

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

WIKILEAKS DÉNONCE : LE DÉPLOIEMENT DES MILITAIRES U. S. LORS DU SÉISME

Voir page 4





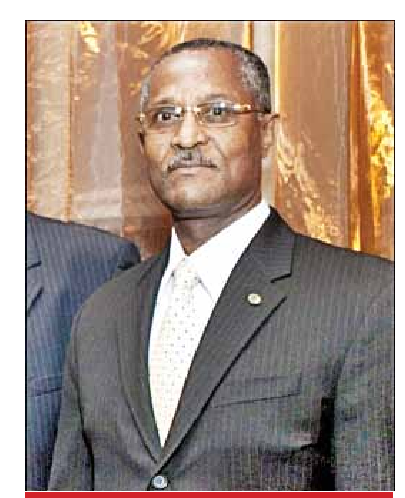
Dans un câble daté du 15 janvier, Hillary Clinton indiquait aux missions diplomatiques et aux centres de commande militaires qu'« environ 4 000 membres de l'armée des É.-U. seraient en Haïti dès le 16 janvier et 10 000 le seraient le 18 janvier

LE CAMP MARTELLY ANNONCE T-IL LA RÉPRESSION ?

Voir page 4



Michel Martelly et l'ambassadeur américain Kenneth Merten, ce dernier est pour autant impatient de voir que le gouvernement de Martelly tarde encore à entrer en fonction pour appliquer les formules et les dictats de l'empire.



Le banquier Guiteau Toussaint abattu à Vivy Mitchel

Page 3



Pozisyon Oganizasyon Popilè Site Solèy yo sou sitiyasyon politik la

Page 6



Haïti : qu'est-ce qui bloque la reconstruction de la Capitale?

Page 10



Chine-Cuba : le vice-président Xi Jinping rencontre Fidel Castro

Page 16

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Appel à nos lecteurs !

La direction du journal vous remercie pour votre fidélité à HAITI LIBERTE, un hebdomadaire résolument progressiste dont les différents articles, particulièrement celui de la page du milieu, vous apportent de lucides analyses, présentations, grilles de lecture et interprétations de la situation politique tant en Haïti qu'à travers le monde.

Au mois de juillet, nous aurons quatre ans d'existence. Tenir un journal, et le bien tenir, par les temps économiques qui courent, relève d'un vrai défi. Si nous avons pu survivre jusqu'à date, c'est **en partie** grâce aux abonnements, à la vente du journal et aux annonces publicitaires. Toutefois, c'est **surtout** et avant tout grâce à la générosité hautement solidaire de progressistes tant haïtiens qu'étrangers engagés aux côtés de la lutte du peuple haïtien, et qui ont eu le bel altruisme politique de mettre à la disposition du journal des moyens financiers appréciables pendant près de quatre ans. Mais il arrive que depuis un certain temps, la crise économique sévissant aux Etats-Unis aidant (ou n'aidant pas), nos bienfaiteurs ne sont plus en mesure de prêter main forte au journal comme auparavant.

Or, Haïti Liberté confronte actuellement une situation extrêmement difficile qui pourrait signifier sa fermeture à brève échéance. Pour vous en faire une idée, signalons entre autres difficultés le non-paiement des loyers depuis ces cinq derniers mois. Une fermeture du journal serait pénible particulièrement à un moment où WIKILEAKS a fait choix de Haïti Liberté comme seul véhicule de presse haïtien valable, pour la publication d'une série d'articles tirés de 1.918 câbles diplomatiques à propos d'Haïti, provenant d'ambassades des États-Unis situées à travers le monde (voir dans ce numéro du journal la troisième série d'articles).

Nous savons comment vous appréciez le journal à sa juste valeur politique d'information et d'analyse et ne sauriez rester indifférents à la présente. Aussi, venons-nous frapper à votre porte pour aider Haïti Liberté à parer au danger qui le menace. Justement, cet appel est pour solliciter votre participation à une levée de fonds qui permettrait au journal de passer un cap très difficile. Votre contribution peut se faire selon l'une des trois modalités suivantes :

- un seul envoi de $100.00.
- un envoi de $ 200.00 réparti en deux tranches, l'une en juin et l'autre en octobre.
- ou un envoi à votre générosité.

Les chèques doivent être émis à l'ordre de **Haïti Liberté** avec comme mention en bas de page : **« S.O.S H-Liberté »** et envoyés à l'adresse suivante **: 1583 Albany Ave Brooklyn, NY 11210**

Nous vous remercions d'ores et déjà de votre patriotique compréhension, généreux engagement et aimable patronage. Inébranlable est notre foi dans la lutte du peuple haïtien.

Au nom du journal, veuillez accepter nos cordiales salutations,

Berthony Dupont
Directeur

Découverte de 8 cadavres à Miragoâne

Dans la localité de Chaussée, près du Wharf de Reynolds à Miragoâne, Nippes, le week-end écoulé, on a découvert 8 cadavres en état de décomposition. En effet, le samedi 11 juin 2011 dernier, 4 corps non identifiés, mais déjà tombés en putréfaction, ont été découverts par des employés d'une firme de construction, travaillant sur la route sud. Ils ont tout de suite averti les autorités policières et judiciaires. Tandis que 4 autres ont été découverts le lundi 13 juin. Une enquête concernant ces 8 cas de décès, s'avérera difficile puisqu' aucune pièce d'identité n'a été trouvée trouvé sur les corps. Le commissaire du tribunal civil de Miragoâne, Henock Pierre Louis qui a été constater les cadavres, demeure persuadé qu'il s'agit d'actes criminels commis quelque part d'autre et dont qu'on a transporté les dépouilles jusqu'à Miragoâne. Les habitants de cette ville, pris de panique, n'ont pas cessé de demander aux autorités de leur fournir des explications.

Ces autorités, dépourvues d'indices, disent-elles, pouvant les aider à mieux conduire l'enquête, ont demandé à tous les haïtiens, où qu'ils vivent sur le territoire dont certains de leurs proches seraient disparus, de contacter en urgence le parquet de Miragoâne.

Scène de suicide et d'homicide au Cap-Haïtien

Le lundi 13 juin dernier, à la Rue 3 A, dans la ville du Cap-Haïtien, un jeune couple originaire de Ouanaminthe, a été trouvé mort dans une modeste demeure. Des sources combinées issues des correspondants de radios de la capitale haïtienne, ont informé qu'une jeune femme aux environs de la vingtaine, non identifiée, a été trouvée morte étranglée. Vêtue d'un jean bleu, d'un chemisier blanc et chaussée de sandales noires, elle était allongée sur un des 2 lits à l'intérieur. Un jeune homme, lui aussi dans la vingtaine, probablement son mari, répondant au nom de Bijoux Auguste, était étendu à même le sol avec de profondes blessures au cou et son abdomen éventré.

Dans un message laissé sur l'un des murs intérieurs de la maison et signé Auguste Bijoux, pouvait se lire ce qui suit : « Je suis conscient avoir commis beaucoup d'erreurs. Ce papier sur la table, remettez le pour moi à mon père et à Lagneau. Je n'ai pas de courage pour partir laissant ma femme derrière. Adieu mon oncle, adieu Lagneau… »

Le juge titulaire du tribunal civil de la section nord de la ville du Cap, Nivrose Alexis, ayant procédé au constat des 2 cadavres, a annoncé l'ouverture d'une enquête dans l'immédiat.

Le banquier Guiteau Toussaint abattu à Vivy Mitchel

Par Jackson Rateau

Dans la soirée du dimanche 12 juin 2011, le banquier Guiteau Toussaint, 56 ans, président du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Crédit (BNC) et ancien directeur général du Ministère de l'Economie et des Finances, a été abattu de 2 balles par des bandits armés.

L'incident s'est produit en début de soirée, quand deux individus, lourdement armés, se sont introduits dans la résidence privée de Monsieur Toussaint dans le quartier de Vivy Mitchel, commune de Pétion-Ville, Est de Port-Au-Prince. Ils l'ont descendu de deux balles dont l'une au visage, après avoir ligoté certains membres de famille et amis présents à la maison. Les voleurs ont rançonné les proches de la victime qu'ils ont contraints à rendre argent et objets de valeur. Monsieur Guiteau Toussaint a été transporté d'urgence à l'Hôpital de la Communauté Haïtienne à Frère où il a rendu l'âme. Le directeur départemental Ouest de la PNH, Michel Ange Gédéon, tout en promettant l'ouverture d'une enquête permettant de faire lumière sur cet acte odieux, a ainsi décrit la scène du crime.

« Nous avons reçu un coup de fil nous informant d'une attaque à main armée sur la personne de Monsieur *Guiteau Toussaint. Rapidement, nous nous sommes rendus sur les lieux du crime, notamment dans sa résidence à Vivy Mitchel. Evidemment, on nous a informés que quelqu'un avait été touché par balles et transporté d'urgence à l'hôpital. Nous nous sommes dépêchés immédiatement afin de recueillir des informations. Il a été confirmé qu'il s'agit de monsieur Guiteau Toussaint. On nous a dit qu'il a succombé à ses blessures une fois admis à l'hôpital.*

Selon les déclarations de ses proches, 2 individus non identifiés introduits subrepticement dans la maison, s'étaient camouflés au milieu des invités, le directeur n'étant pas présent. Ce fut au moment de rentrer chez lui en passant par une porte arrière de la maison, que les 2 voleurs l'ont descendu. D'autres personnes présentes au moment de l'attaque ont été ligotées. Puis, ils ont pris la fuite en escaladant un mur. C'est un cas qui nous a beaucoup préoccupés. Nous avons vite appelé certaines personnalités qui pourraient nous aider à faire la lumière sur ce crime ou même arrêter les criminels. Lors du constat, nous étions accompagnés du chef du parquet de Port-Au-Prince et d'autres personnalités importantes. Les brigands, ils étaient deux à perpétrer ce crime. Nous allons rapidement ouvrir une enquête nous permettant de savoir s'il s'agit d'un simple vol routinier ou si les voyous ont été envoyés par quelqu'un d'autre. Il est trop simple de dire que Monsieur Toussaint est mort accidentellement ».



Guiteau Toussaint, 56 ans, a été abattu de 2 balles par des bandits armés.

Des câbles divulgués par WikiLeaks dénoncent :

Le déploiement des militaires U. S. lors du séisme

Par Ansel Herz

Ndlr. *Nous continuons cette semaine la publication des câbles divulgés par Wikileaks concernant les agissements souterrains et pervers des É-U tout juste après le tremblement de terre du 12 janvier 2010.*

Avant même que le gouvernement haïtien l'ait autorisé, Washington entamait le déploiement de 22 000 militaires en Haïti après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, en dépit des déclarations de représentants de l'ambassade des É.-U. à l'effet qu'il n'existait aucun problème de sécurité majeur, selon les câbles diplomatiques secrets mis à l a disposition d'*Haïti Liberté* par le groupe de défense de la transparence, WikiLeaks.



« Il est certain que l'une des principales raisons du déploiement de troupes des É.-U. en Haïti après le tremblement de terre visait à contrer tout soulèvement révolutionnaire qui risquait d'émerger du quasi effondrement du gouvernement » a dit le militant politique haïtien, Ray Laforest, un membre de l'International Support Haïti Network

La décision de Washington d'envoyer des milliers de soldats en réponse au tremblement de terre de magnitude 7.0, qui a fait trembler la capitale haïtienne et les zones avoisinantes, a suscité de vives critiques de la part de coopérants et de représentants gouvernementaux partout dans le monde. Ils ont qualifié la solution militaire à la crise humanitaire d'Haïti d'inappropriée et de contre-productive, prônant qu'Haïti avait besoin de *« pansements plutôt que d'armes à feu »*. Pour reprendre les mots célèbres du ministre de la Coopération de la France, Alain Joyandet, les efforts de l'aide internationale devraient avoir pour but *« d'aider Haïti, pas d'occuper Haïti »*

Le président vénézuélien Hugo Chavez décriait également ces*« marines armés comme s'ils allaient à la guerre »*, lors de son allocution télévisée hebdomadaire. *« Il n'y a pas de pénurie de canons là-bas, Bon Dieu. Médecins, médecine, carburant, hôpitaux de campagne, voilà ce que les États-Unis devraient envoyer. Ils sont en train d'occuper Haïti en catimini. »*

Les câbles concernant le tremblement de terre montrent que Washington était très sensible aux critiques visant son intervention, et la secrétaire d'État, Hillary Clinton mobilisait son personnel diplomatique pour traquer le *« journalisme irresponsable »* à travers le monde et*« entreprendre des actions »* pour *« bien ficeler la trame de l'histoire »*.

Entretemps, l'ONU en Haïti affirmait que ses 9 000 soldats d'occupation et policiers suffisaient pour assurer la sécurité. Le 19 janvier, avec la Résolution 1908, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé l'envoi en Haïti de plus de 3 500 renforts *« pour appuyer les efforts immédiats pour la reprise, la reconstruction et la stabilité »*, augmentant le nombre de troupes de la MINUSTAH (la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, ainsi nommée) à 12 651.

Mais des responsables de l'administration Obama ont dit que les troupes supplémentaires des É.-U. étaient nécessaires. *« Jusqu'à ce qu'il soit possible de fournir suffisamment d'aliments et d'eaux aux gens, il y a une inquiétude que, dans leur désespoir, certains auront recours à la violence »*, a dit le secrétaire de la Défense, Robert Gates, aux reporters six jours après le tremblement de terre. *« Et nous travail lerons avec l'ONU pour assurer que la situation demeure sécuritaire. »*

Cherchant à éviter l'apparence d'une action militaire unilatérale, les États-Unis ont demandé à Préval de signer un communiqué conjoint avec la secrétaire d'État Hillary Clinton le 17 janvier. Haïti *« demande aux États-Unis d'apporter leur appui tel qu'il est nécessaire pour améliorer la sécurité »* disait le communiqué, offrant une justification pour ce qui deviendrait la troisième intervention militaire des É.-U. en Haïti au cours des 20 dernières années.

Suite à la page (14)

Le camp Martelly annonce t-il la répression ?

Par Berthony Dupont

Le président imposé par les forces impériales des Etats-Unis sous le couvert de l'Onu commence depuis belle lurette à appliquer peu à peu les partitions que lui ont écrites les forces occupantes.

C'est dans l'engagement de sa mission qu'on l'a vu en tant qu'un agent de relations publiques pour les forces impériales, allant de part et d'autres, inaugurant quelques sites qu'avait commencés son prédécesseur René Garcia Préval.

L'ambassadeur américain pour autant est impatient de voir que le gouvernement de Martelly tarde encore à entrer en fonction pour appliquer les formules et les dictats de l'empire. C'est important et même plus que nécessaire d'avoir un nouveau gouvernement, martèle M. Merten en faisant remarquer que le pays a besoin d'un nouveau Premier Ministre. Et il en profite pour commenter à propos du Premier Ministre désigné: « Je le connais, c'est un homme intègre et compétent ». Et en prenant comme prétexte, que son pays entend contribuer au progrès économique et à l'amélioration des conditions de vies de la population. Ce refrain on l'a entendu de la bouche de chaque ambassadeur des Etats-Unis accrédité dans le pays, et pourtant la situation ne cesse de s'empirer.

Par ailleurs, à la suite de l'assassinat du banquier Guiteau Toussaint, Martelly a montré ses couleurs en ordonnant une enquête sérieuse après que le Bureau de la Présidence ait condamné de toutes ses forces l'assassinat. Le Bureau de la Présidence s'est dit indigné de voir comment l'insécurité recommence à semer le deuil dans le pays. En cette occasion, le Chef de l'État a rencontré les autorités de la Justice comme le Commissaire du Gouvernement Me Harrycidas Auguste et la DCPJ [Direction Centrale de la Police Judiciaire] et a ordonné qu'une enquête sérieuse soit commencée et poussée jusqu'à ce qu'ils trouvent les coupables pour les traduire en justice.



Yvon Antoine, alias Yvon Zapzap



Le chef de cabinet de Martelly, Thierry Mayard Paul

Voyez comment Martelly et sa clique ont accouru pour condamner l'acte criminel perpétré sur le banquier. On ne peut que dire Bravo au Président, mais pourquoi jusqu'à nos jours, il n'a encore rien dit sur le grave incident arrivé à l'Aéroport international Toussaint Louverture, incident au cours

Suite à la page (19)

Des câbles divulgués par WikiLeaks révèlent :

« Une ruée vers l'or » pour les contrats en Haïti après le tremblement de terre

Par Ansel Herz et Kim Ives

Les capitalistes de désastre affluaient en Haïti comme pour une *« ruée vers l'or »* pour l'obtention des contrats de reconstruction du pays après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, écrit l'ambassadeur actuel des États-Unis, Kenneth Merten, dans un câble secret daté du 1er février 2010 obtenu par WikiLeaks et examiné par *Haïti Liberté*.

« LA RUÉE VERS L'OR » COMMENCE! » titrait Merten dans l'une des sections de son rapport sur la situation de 18 heures à l'intention de Washington. *« Pendant qu'Haïti s'extirpe des décombres, différentes entreprises* [des É.-U.] *se positionnent pour vendre leurs concepts, produits et services »*, écrit-il. *« Le président Préval a rencontré le Général Wesley Clark, samedi* [le 30 janvier], *et a eu droit à une présentation de vente pour une maison à couche centrale en mousse résistante aux ouragans et aux séismes. »*

L'ancien candidat à la présidentielle des É.-U. et ancien général, Wesley Clark, agissait à titre de porte-parole avec la star du basketball professionnel, Alonzo Mourning, pour le compte d'InnoVida Holdings, LLC, une entreprise basée à Miami, qui s'était engagée à donner 1 000 maisons construites avec des panneaux à couche centrale en mousse pour les sans-abris haïtiens.

L'entreprise de service de reprise après sinistre de Pompano Beach, en Floride, *« AshBritt a parlé à diverses institutions d'un plan national pour la reconstruction de tous les bâtiments du gouvernement »*, poursuit Merten dans sa dépêche. *« D'autres entreprises proposent leurs solutions pour les logements ou d'aménagement de l'espace, ou d'autres concepts de construction. Chacune cherche à avoir l'oreille du président. »*



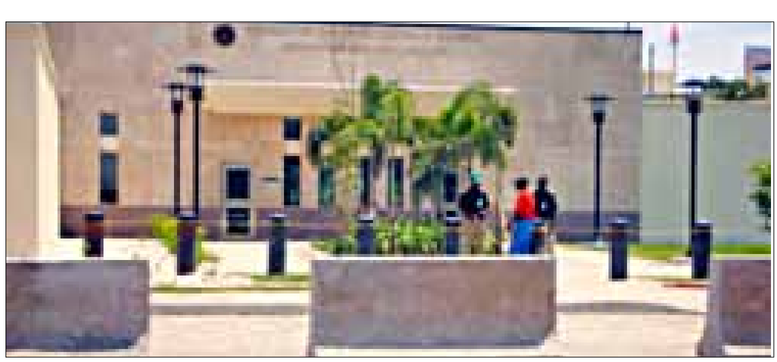
De gauche à droite René Préval, l'ancien général US Wesley Clark et Elisabeth Débrosse Préval

L'une des personnes qui avait l'oreille du président Préval, probablement plus que quiconque, était Lewis Lucke, le « coordonnateur de l'aide et des secours unifiés » de Washington, responsable de l'ensemble des efforts d'aide des É.-U. en Haïti. Il a rencontré René Préval et le Premier ministre Jean-Max Bellerive, une semaine après le tremblement de terre, et au moins une fois par la suite, d'après les câbles. Lucke, un vétéran de 27 ans de l'Agence des États-Unis pour le développement International (USAID), avait supervisé plusieurs milliards de dollars de contrats pour Bechtel et d'autres sociétés à titre de directeur de la mission de l'USAID en Irak après l'invasion.

Lucke a démissionné de son poste de coordonnateur des secours pour Haïti en avril 2010, après seulement trois mois, déclarant dans une interview au journal de sa vile natale, *The Austin-American Statesman* : *« Il est devenu évident pour nous que si nous procédions comme il le faut, le séisme représentait autant une occasion qu'une calamité... Tellement de pots cassés, que nous avons là l'occasion de tout remettre en état, espérons-le,*

Suite à la page (19)

L'ambassade a pressenti la vulnérabilité d'Haïti aux séismes



L'ambassade des Etats Unis en Haiti

Par Dan Coughlin

Des responsables des É.-U. en Haïti ont signalé que le gouvernement haïtien serait incapable de gérer un tremblement de terre catastrophique, cinq ans avant qu'une secousse dévastatrice détruise de larges pans de la capitale haïtienne et des villes environnantes, tuant des milliers de gens et détruisant des centaines d'immeubles, d'après un câble secret des É.-U., mis à disposition par l'organisation médiatique WikiLeaks.

« La dernière chose dont Haïti a besoin aujourd'hui est un tremblement de terre », disait un câble du 25 mai 2005, rédigé deux semaines après qu'une secousse de magnitude 4,3 ait fait trembler la capitale haïtienne, Port-au-Prince, le 11 mai. Aucun blessé n'a été signalé et les dommages étaient très mineurs, selon le câble.

L'avertissement concernant le séisme se trouvait dans une mine de documents de 1 918 câbles mis à la disposition d'*Haïti Liberté* par WikiLeaks.

« Un séisme plus grave aurait des conséquences catastrophiques, étant donné que le gouvernement d'Haïti n'est en mesure de gérer aucune catastrophe naturelle », poursuit le câble, avertissant qu'une secousse importante exacerberait les problèmes d'instabilité politique, de pauvreté et de dégradation de l'environnement.

« Une équipe de l'OFDA [Bureau d'intervention en cas de catastrophe] *viendra à Port-au-Prince en juin* [2005] *pour aider l'ambassade à coordonner les préparatifs en cas de catastrophe, et essayer d'amorcer la coordination entre* [le gouvernement d'Haïti] *et les bailleurs de fonds »*, conclut le câble.

Néanmoins, il semble que le tremblement de terre du 12 janvier 2010 ait pris par surprise le gouvernement haïtien, les ONG internationales, et la force militaire de 9 000 hommes de l'ONU, qui

Suite à la page (7)

Ala kote w tande !

Par Fanfan La Tulipe

A écouter divers intervenants à la radio, à lire la grande presse traditionnelle, c'est à se demander si jamais certaines gens s'écoutent ou se lisent. C'est à se demander si jamais alentour il n'y a personne pour leur dire : ma parole, vous ne faites que radoter, déparler. C'est à se demander si le mot autocritique fait partie de leur vocabulaire, car ce sont les mêmes répétitions, les mêmes rabâchages, les mêmes rengaines, les mêmes refrains, les mêmes ritournelles, pour ne pas dire les mêmes platitudes, les mêmes médiocrités, les mêmes banalités, les mêmes poncifs qui ne riment, ne mènent à rien et n'expliquent rien.

Pour un petit cric ou un gros crac, il se trouve un écrivassier, un journalassier, un politichien pour nous rappeler qu'Haïti est un pays au passé glorieux, illustre, comme si c'était une nouvelle découverte d'Amérique, comme si quelque mystérieux virus encéphalotrope nous avait ramolli la substance grise au point qu'il faut à tout prix, et à tout instant nous rappeler qu'à un moment de notre histoire il y a eu une grosse déblosaille guerrière sur la butte Charrier, comme si c'était le mec lui-même qui avait aidé Capois à se relever (ainsi que le cheval) *epi ou menm menm se nan dòmi ou te ye*.

Pour ce passé glorieux on va laisser faire, mais le corollaire obligé de cette gloriosité c'est la risée que nous sommes devenus aux yeux du monde qui ne veut plus nous faire des risettes d'amitié. On s'attendrait à une dissection, une analyse bien *chita* du pourquoi de cette risée. Pas du tout. Les méninges, c'est pas fait pour penser. Un autre constat itératif, répétitif, fréquentatif venant d'individus galeux, gringaleux et gringalets nous tombe dessus de temps à autre en nous assurant et nous rassurant que le pays plus que jamais a besoin que ses fils, ses filles aussi (pourquoi pas ?) s'occupent de lui. Comment ? Quelle proposition rationnelle, intelligente, dialectique nous apporte monsieur l'écrivaillon, madame l'écrivaillonne, monsieur le politichon, madame la politichonne ? Aucune.

Pardon. Je me suis trompé. Il y en a une, sous forme de constat, à savoir que le pays est en butte à toutes sortes de problèmes, de tourments, de corvées, de maux pour lesquels on ne trouve plus les mots qu'il faut pour les dire, bien les dire. Une autre est exprimée sous forme de vœu pieux, double: d'une part, il est temps que nos dirigeants prennent des mesures d'urgence (sic), concrètes, tangibles pour combattre ces dérives, ces problèmes, ces fikiltés ; d'autre part, il y a une urgente nécessité (sic, encore) de faire un front commun, une *menkontre* pour garantir au pays un meilleur avenir, et *fòk li* digne de son histoire (une lapalissade, en fait). Un docteur dont je tairai le nom diagnostiquerait une situation d'urgentite sub-aiguë sur fond de maladie chronique remontant au 29 février 2004 ou même avant. *Ala kote w tande* !

Jamais depuis la création du drapeau, il n'y a eu une telle pulsion pathologique à plonger dans les eaux de «l'union fait la force», pour en sortir essoufflé, parce qu'à chaque fois les politichiens, les politichiennes, les plumitifs et les plumitives manquent de se noyer dans un flot de formules vidées de leur sens originel, dans les eaux turbulentes d'un slogan qui n'avait vraiment servi que lorsque Bonaparte s'était mis en tête de rétablir l'esclavage et à une époque où l'histoire était chevauchée par un titan du nom de Jean-Jacques Dessalines. Mais aujourd'hui bourgeois et féodaux repus de richesse, corrompus jusqu'à la moelle, tremblant de subir de la part de l'ambassade cinquante-étoilée la révocation de leurs visas de séjour dans un pays devenu leur Pérou, leur Golconde et leurs Indes, ne savent même plus l'orthographe du mot union, d'où leur faiblesse caractérisée à joindre leur force. C'est même leur désunion qui fait la force de l'ennemi commun.

Pour les nostalgiques d'un passé raconté à la J.C. Dorsainvil dans notre «Histoire d'Haïti» préfacée par le Frère Archange (édition 1958), avec la collaboration des Frères de l'Instruction Chrétienne, c'est devenu un rituel de ressasser l'existence de cette nation bouleversée par des convulsions politiques depuis 1804, bouleversements qui «rongent» la nation et l'enfoncent davantage dans l'abîme tandis qu'elle n'arrête pas de rouler de *bim* en *banm*. C'est une fatalité que ces messieurs et dames de la haute, sociale, politique et intellectuelle semblent avoir bien intériorisée et apparemment acceptée. Lutte de classes ? Luttes entre deux factions de la classe dirigeante pour s'accaparer tout le pouvoir ? Collusion avec l'étranger ? Ne réveillons pas le chat bolchevique. Ça fait bien presque 60 ans que le petit Père des Peuples dort du sommeil du «juste».

Parfois je lis et je me demande si je ne dois pas faire un petit tour chez l'opticien. Quel astigmatisme aberrant me fait lire des redites surannées du genre : «il est temps de nous mettre ensemble pour le bien de ce patrimoine commun». Coup d'Etat en 1991, bien sûr il faut nous mettre ensemble. Déstabilisation de 2003 à 2004. Des étudiants sont cooptés, achetés pour un visa, une bourse d'études, un séminaire au pays de la démocratie suprême, une cinquantaine de dollars. Ça s'appelle très certainement l'union fait la force.

Dominique de Villepin mande Régis Debray en Haïti pour signifier à Aristide qu'il doit déguerpir, n'empêche, «il est temps de mettre de côté nos différences, nos rancoeurs, de cesser de nous attarder sur ce qui nous divise et de considérer ce qui nous unit». D'ailleurs ce qui est passé est déjà passé, l'essentiel c'et ce qui nous unit et «ce qui nous unit c'est le drapeau», autour duquel allègrement féodaux, bourgeois, arrivistes, patatistes, toutistes se sont mis de mèche avec la diabolique trinité trônant au plus haut des cieux de la communauté internationale pour écarter des récents scrutins électoraux le parti politique le plus populaire du pays. Et nos messieurs et dames s'étonnent et s'indignent même que le pays soit «décrié, divisé, meurtri». *Ala kote w tande* !

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on entend parler de «grande mobilisation nationale», de *fòk gen* «prise de conscience». De la part de qui ? De ce ramassis de prédateurs qui gravitaient autour de l'ex-président Préval et s'emplissaient les poches et les panses en toute quiétude et désinvolture ? D'une minorité qui a repris le pouvoir après avoir voulu faire avaler la couleuvre d'un candidat à la présidence, électron libre hors du «système», outsider par rapport à la politichiennerie traditionnelle ? De médias menteurs et complices qui ont abreuvé le public d'une victoire de Michel Martelly à hauteur de 67% du scrutin, tout en sachant la réalité absolument autre. Et je cite Le Nouvelliste : « 716.986 citoyennes et citoyens [qui ont voté Martelly] parmi les 1.061.089 qui avaient décidé d'aller voter, sur les plus de 4.000.000, théoriquement, inscrits sur les listes électorales». Moins de 18% de l'électorat. Où est la légitimité ? *Ala kote w tande* !

Derrière les micros des stations de radio, maints énergumènes s'égosillent à faire appel à la «conscience citoyenne». D'entendre ces égosillements de la part de parlementaires qui ont offert à Clinton sur un plateau de trahison la co-présidence du pays à travers la CIRH, c'est à se demander s'il n'y en a pas qui sont tombés sur la tête. Et assurément qu'ils se sont fait une fracture du crâne avec dommage cérébral qui les porte à divaguer, délirer, élucubrer, dérailler et rabâcher la ritournelle de «cette terre que nos ancêtres nous ont laissée comme héritage au prix de leur sang». Héritage galvaudé, gaspillé, vilipendé par ces mêmes vendeurs de patrie qui aujourd'hui veulent jouer aux moralisateurs et donneurs de leçons. *Apa pito*.

Politichiens ou politichat mimi, ils ne s'embarrassent pas de dénoncer l'Etat, l'absence de l'Etat comme si eux autres ne font pas partie de cet Etat. *Moun Gonayiv neye nan siklòn*, c'est parce que l'Etat ne s'est pas présenté à temps pour arrêter du ciel les furies cycloniques, un peu comme Josué avait arrêté le soleil. Un de ces mecs est maire de la ville, un autre est sénateur de l'Artibonite, les deux montent au créneau pour pester, fulminer, tempêter, s'emporter contre l'Etat qui «doit prendre ses responsabilités», alors qu'eux, par irresponsabilité, négligence, inconscience, ignorance, manfoubinisme, comportement *agripa*, ils ont négligé de prendre les leurs et n'ont œuvré qu'au bénéfice de leurs «réserves» personnelles où s'engloutissent – en partie du moins – les entrées d'argent censées aller à l'Etat; jusqu'à «35 pour cent», raconte-t-on, pour un parlementaire au surnom, justement, de «Monsieur 35 pour cent».

Alors, comme l'Etat a foutu le camp, comme l'Etat ce n'est plus moi, comme au temps de Louis XIV, comme l'Etat *pa ni prezidan, ni majistra, ni senatè*, comme l'Etat est une entité nébuleuse, vaporeuse, vague, une entité folle, comme l'Etat c'est personne, comme l'Etat n'a plus de prise sur quoique que ce soit, comme l'Etat est une sorte d'insaisissable feu follet, comme il n'existe que sous forme d'ombre, une ombre au tableau solaire de la nation, alors, le premier rastquouère venu, le premier *tèt kale* (aucune allusion au *preyidan*) en tête du peloton d'audacieux, le premier *santipise* qui commence à peine à téter le pis de la vache à millions a trouvé la solution miracle : «restaurer l'autorité de l'Etat». Hélas ! On en parle depuis *dikdantan*. Ma parole, *ala kote w tande*!

On prête à Martelly de s'être «*essentiellement attaqué au système. Tout le problème d'Haïti est là en effet. Le système*». Quel système ? Système D ? Système de mendiant, des «de moitié», de malveillance, d'exploitation ? Système sclérosé, système de névrosés ? *Ti sistèm* ? Système de presser et sucer ? *Ki sistèm* ? *Twa fwa pase la*, c'est le plus fort qui restera. Il sera le dernier sans doute, mais tout de suite pour prendre d'assaut la première place. Le système aussi c'est comme l'Etat: une entité vague, une nébuleuse ; une galaxie de coquins en fait, où chaque gredin, dans les coulisses ou à découvert, s'est taillé une place qu'il défend bec et ongles, depuis un certain 17 octobre de la honte et du déshonneur. *Zafè zòt*. Justement, le journaleux a raison :« *Tout le problème d'Haïti est là en effet*». Comme j'ai le cerveau lent !

Pour compléter ce beau tableau mystifiant, il ne manquait que l'ingrédient religieux, ce dernier coup de pinceau apportant le relief des couleurs souhaité par l'artiste. Je l'ai découvert dans ces propos de Monseigneur Kébreau, officiant lors de la cérémonie de prestation de serment du 56e président :« *Durant votre tournée du pays, vous avez constaté la coupe à laquelle s'abreuve ce peuple meurtri, humilié et bafoué, coupe remplie de souffrances physiques, morales et spirituelles, coupe de la privation, de la solitude, de l'exclusion de l'abandon et de l'angoisse, une coupe remplie d'amertume*...»

Bien sûr la haute hiérarchie catholique, depuis le Concordat, n'y est pour rien. Elle ne s'occupe que des âmes laissant aux gens d'armes le soin de *krazebrize* les corps rebelles et les esprits récalcitrants qui troublent la paix sociale et l'ordre établi, deux expressions soit dit en passant chères aux tenants du statu quo et des discours insipides, plats, fades, surannés. Lisez donc le bavardage, le verbiage, le blablabla *andaki* du prélat :

«*Durant votre tournée du pays, vous avez constaté la coupe à laquelle s'abreuve ce peuple meurtri, humilié et bafoué, coupe remplie de souffrances physiques, morales et spirituelles, coupe de la privation, de la solitude, de l'exclusion, de l'abandon et de l'angoisse, une coupe remplie d'amertume... Comment transformer cette coupe de chagrin et de tristesse en espérance, en vérité, en amour et en joie* ?»

Meurtri, humilié, bafoué et... rejeté durant l'infâme campagne des «*rejete*». Qui ose parler de meurtrissure ? Le clergé s'en souvient bien qui n'a pas encore demandé pardon pour les *souffrances physiques, morales et spirituelles* causées au peuple souffrant qui pourtant s'était reconnu et se reconnaît encore dans le Granmèt de la chrétienté, dans plusieurs des saints et saintes du catholicisme qui rejette avec arrogance et violence toute pratique religieuse qui ne porte pas le sceau d'une religion «révélée».

Chaque jour, Monseigneur boit du bon vin venu de France, et *li bwè diven chak dimanch*, tandis que la coupe du peuple n'est remplie, tous les jours, que d'amertume. D'autres prélats avant Kébreau ont accouché des mêmes balivernes, et le même *koutbaton* continue : «*privation, solitude, exclusion, abandon, angoisse, amertume*» débordant depuis trop longtemps la coupe de malheur du peuple. Te Deum après Te Deum, Sursum corda après Sursum corda (nous sommes *anba kòd*), Agneau de Dieu qui effacez les péchés du monde (*ki* péché *n fè* ?) après Agneau, on continue de sacrifier les masses sur l'autel de Monseigneur Kébreau, *san pèp la pa gentan di bè* ! Pas seulement les masses. Ceux-là aussi qui les défendent. L'autel qui n'a pas réagi quand la soldatesque attaché-macoutarde a assassiné Antoine Izméry sur les parvis de l'église du Sacré Cœur. Et aucun cœur n'a saigné. *Ala kote w tande* !

Et Monseigneur Kébreau de s'interroger et d'interroger la nouvelle clique au pouvoir : *Comment transformer cette coupe de chagrin et de tristesse en espérance, en vérité, en amour et en joie* ?» Il devrait le savoir : ça bouge depuis 50 ans à Cuba qui nous a offert l'aide la plus précieuse que nous ayons jamais connue ; ça bouge au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua. Kébreau le sait mais il se tait… Il était une fois un certain Monseigneur Oscar Romero. Justement, il essayait de «*transformer cette coupe de chagrin et de tristesse* [du peuple salvadorien] *en espérance, en vérité, en amour et en joie*». Personne ne demande à Kébreau de se sacrifier. Au moins qu'il prêche l'Evangile de la Libération. Mais il ne le fera pas, exactement parce qu'il est du système et justement, «*tout le problème d'Haïti est là en effet. Le système*…». Et tout le problème de la haute hiérarchie catholique c'est qu'elle est macornée avec l'Etat. *Rat konnen, chat konnen…*

Ala kote w tande !



Monseigneur Kébreau et Sweet Micky au cours de la campagne électorale

Pozisyon Oganizasyon Popilè Site Solèy yo sou sitiyasyon politik la

Nou menm Oganizasyon Popilè, nou salye tout medya ki toujou akonpaye mas pèp la nan batay l ap mennen pou chanje kondisyon lavi l. Se nan sans sa a Oganizasyon sa yo : Mas Popilè Site Solèy, Wayòm, Bourik la rele/Chwal ponpe, k ap feraye nan Site Solèy rele medya yo la a pou n enfòme opinyon nasyonal ak entènasyonal sou:

1) Sitiyasyon mas yo nan Site a, kote Kolera ap fè ravaj.

2) Pou mande prezidan Michel Martelly poukisa li wete sekirite palè nasyonal yo kay prezidan Aristide.

3) E sou sitiyasyon politik la anjeneral.

Nou menm dirijan òganizasyon popilè nan Site Solèy konstate depi sòlda Nasyonzini yo, nan Minustah, te fin lage maladi Kolera a nan peyi Dayiti, se moun nan mas pèp la l ap touye chak jou, kote plis pase 6 mil moun gentan fè vwèl pou peyi san chapo. Nan Site Solèy moun kontinye ap mouri anba Kolera/Minustah. Se chak jou y ap resevwa plizyè dizèn ka Kolera nan lopital Bon Samariten nan Site a. Fòk pèp ayisyen an jwenn jistis ak reparasyon nan men Minustah, espesyalman pèp Site Solèy la, ki pa janm sispann viktim anba men sòlda Nasyonzini yo, e sa dwe fèt anvan yo kite peyi a.

Nou konstate tou Prezidan Michel Martelly ki fèk pran mayèt peyi a koumanse poze yon seri aksyon antidemokratik, ki sanble tèt kale ak zak tonton makout Duvalier yo. Lè l voye majistra Delma a Wilson Jeudy al kraze tant moun ki te viktim anba tranblemanntè 12 janvye a, nan kafou ayewopò, Delma 3 ak Delma 5. Martelly wete sekirite palè nasyonal ki lakay prezidan Aristide, li di l ap kraze 3 Ministè : Ministè Fanm yo, Anviwonnman ak Ministè Ayisyen k ap viv lòtbò dlo yo. Nou di zak sa yo pa kadre ak demokrasi ni ak Letadedwa l ap pale a. Nou lage lavi prezidan Aristide nan men Martelly, nou swete yon branch cheve nan tèt lidè nou an pa rache. Nenpòt sa ki rive prezidan Aristide, Martelly ap pote responsabilite a.

Nou menm nan Site Solèy, rete ak je nou byen kale ap gade kijan kominote entènasyonal la ak nouvo ekip Martelly a ap mennen bak peyi a. Nou deja ap konstate jan y ap pase konstitisyon peyi a anba pye yo. Rezilta maskarad elektoral yo pa janm ka fin pibliye, prezidan KEP a sove, 3 branch pouvwa yo ap goumen pou pouvwa, pandan Kolera, inondasyon, grangou, ensekirite elatriye, ap touye mas pèp la nan katye popilè yo. Nan tout sa k ap fèt nan peyi a, se mas pèp la ki toujou viktim : se mas pèp la yo toujou bay koudeta, se mas pèp la k ap viv anba tant aprè 16 mwa tranblemanntè te fin pase, se mas pèp la k ap mouri anba Kolera/Minustah, se mas pèp la inondasyon ap touye epi pote ale tout sa yo posede. Se pitit Mas Pèp la ki pa ka al lekòl, ki pa ka jwenn laswenyay, k ap mouri anba grangou.

Nou menm nan Site Solèy, nou di sa se twòp atò, fòk kondisyon lavi mas yo chanje. Nou pap tolere okenn pouvwa rasis, makout mete ak kominote woulemdebò entènasyonal a ap vin imilye nou nan Site a menm jan sòlda Minustah yo sot imilye travayè ladwàn ayisyen ki nan peyi yo dimanch 5 jen 2011 lan nan Ayewopò entènasyonal Toussaint Louverture.

Se poutèt sa nou mete tèt nou ansanm pou n goumen kont tout pouvwa reyaksyonè ak sousou kominote entènasyonal la fòje an Ayiti.



Manifestasyon viktim tranblemanntè 12 janvye a, majistra Delma a Wilson Jeudy te kraze tant yo nan kafou ayewopò, Delma 3 ak Delma 5.



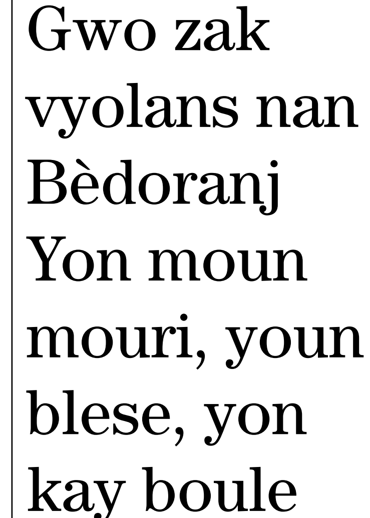
Nan Site Solèy moun kontinye ap mouri anba Kolera/Minustah. Se chak jou y ap resevwa plizyè dizèn ka Kolera nan lopital Bon Samariten nan Site a.

2 moun mouri sasinen nan vil Okap

Lendi 13 jen pase a, nan ri 3-A, nan vil Okap, yo jwenn 2 jenn moun mouri nan yon ti kay. 2 moun sa yo, yon jenn fi ak yon jenn gason, se moun Wanament. Jenn fi sa ki sanble gen 20tan, te mouri toufe e li te kouche sou youn nan kabann ki te nan tikay la. Jenn gason an, ki rele Auguste Bijou, ki sanble nan menm laj la, te kouche atè ak yon gwo blesi nan kou l, vant li pèse epi trip li ap trennen.

Nan yon mesaj yo jwenn li te ekri sou yon mi kay la, li di konsa : « *Mwen konnen mwen fè anpil erè. Papye nou jwenn sou tab la, tanpri remèt li pou mwen bay papa m ak Lagneau. M pa gen kouraj pou m pati kite madanm mwen dèyè. Tonton mwen, Lagneau, male* ».

Jijdepè tribinal seksyon Nò a nan Okap Nivrose Alexis ki te al fè konsta kadav yo anonse li pral louvri yon ankèt prese prese.



Gwo zak vyolans nan Bèdoranj Yon moun mouri, youn blese, yon kay boule

Nan lannuit dimanch 22 pou louvri lendi 23 me 2011 lan, nan lokalite Bèdoranj, premye seksyon kominal Bèlans, 3 èdkazèk touye yon peyizan ki rele Lexius Louis. 3 kriminèl sa yo, ki se Gesner Elfont, Sanon Joseph ak Raymond Jean, te maltrete malere a ak kout baton jouk yo touye l. Madanm li, Marie Yolene Joseph, yon manman 5 pitit, te resevwa anpil kout rigwaz nan men mesye sa yo ki apre te boule kay li.

Marie Yolène voye yon gwo kout rèl bay otorite yo nan peyi a ak òganizasyon yo pou mande jistis : « *Mwen te mande yo pou yo akonpaye m lakay mwen pou m t al chanje rad mwen, yo pat dakò. Mari m pote rad la pou mwen. Yo mare nou. Yo mennen nou nan biwo a, yo fèmen m, yo kite men m tou menote nan prizon an, yo pati ak mari m. Se jouk dimanch apremidi lè yo pran m pou yo mennen m kay Kazèk Geneus, yo di m mari m mouri... Yo te arete m nan jaden m. Yo akize m vòlè pwawo yo*".

Yo dekouvri 8 kadav nan Miragwàn

Samdi 11 jen pase a, nan lokalite Chose, tou pre waf Reynolds la, nan Miragwàn, kèk anplwaye yon konpayi konstriksyon k ap travay sou wout Sid la te dekouvri 4 kadav ki se moun yo pa rekonèt nan zòn nan. Kadav sa yo te menm kòmanse gate. Anplwaye yo te kouri rele otorite lapolis ak lajistis.

2 jou apre, nan lendi 13 jen an, yo te jwenn menm kote a 4 lòt kadav. Komisè Pakè Miragwàn nan Hénock Pierre Louis, pandan li t ap fè konsta kadav yo fè konnen kòmkwa se moun lòt kote yo touye epi yo vin jete yo nan Miragwàn.

Otorite nan Miragwàn fè konnen l ap difisil anpil pou yo mennen ankèt paske yo pa jwenn okenn idantite sou moun sa yo ki ta kapab ede yo nan travay idantifikasyon an. Antretan, abitan zòn nan mande pou otorite yo ba yo eksplikasyon sou 8 kadav sa yo yo sote sou yo nan lokalite "Chaussée".

Jean-Claude Duvalier et la Commission Interaméricaine des droits de l'homme

2ème partie

Déclaration de la Commission Interaméricaine des droits de l'homme concernant le devoir de l'Etat haïtien d'enquêter sur les graves violations des droits humains commises sous le régime de Jean-Claude Duvalier


Jean-Claude Duvalier

III. Les lois d'amnistie

15. Conformément à la jurisprudence consolidée du système interaméricain, les lois portant amnistie de violations graves des droits humains sont incompatibles avec la Convention américaine [17].

16. La Commission interaméricaine s'est prononcée pour la première fois à propos des lois d'amnistie dans son Rapport annuel pour les années 1985-1986[18]. De même, en 1992, dans le contexte de plusieurs affaires individuelles, la Commission a rendu une série de décisions dans lesquelles elle a indiqué, pour la première fois, que ces lois sont incompatibles avec la Convention américaine [19]. Ultérieurement, la CIDH ainsi que la Cour interaméricaine ont eu l'occasion de développer leur jurisprudence en la matière.

17. Les États qui adoptent des lois qui ont pour effet de soustraire une personne à la protection judiciaire et à l'exercice du droit à un recours simple et efficace commettent une infraction aux articles 8 et 25, en concordance avec les articles 1.1 et 2 de la Convention américaine. Ce type de lois laisse sans défense les victimes, empêche l'identification des auteurs de violations des droits humains et perpétue l'impunité. C'est pourquoi, comme conséquence de l'incompatibilité manifeste entre les lois d'amnistie et la Convention américaine, ces lois sont dépourvues d'effets juridiques et ne peuvent constituer un obstacle à la réalisation d'enquêtes sur des violations graves des droits humains ni à l'identification et au châtiment de leurs auteurs[20].

18. Pour ce qui est des crimes contre l'humanité, ils engendrent la violation d'une série de droits non soumis à dérogation, reconnus dans la Convention américaine, qui ne peuvent rester impunis. À cet égard, l'adoption et la mise en application de lois qui accordent l'amnistie pour de tels crimes empêchent les États de s'acquitter de leur obligation d'enquêter sur les personnes accusées d'avoir commis des crimes contre l'humanité et de les punir [21]. À ce sujet, la Cour interaméricaine a établi que « l'obligation, aux termes du droit international, de juger, et s'ils sont déclarés coupables, de punir les auteurs de certains crimes internationaux, parmi lesquels se trouvent les crimes contre l'humanité, découle de l'obligation de garantie, consacrée à l'article 1.1 de la Convention américaine »[22].

19. La contradiction entre les amnisties de violations graves des droits humains et le droit international a été confirmé également par les tribunaux et les organes de tous les systèmes régionaux de protection des droits humains. De même, plusieurs États membres de l'Organisation des États Américains, par le truchement de leurs tribunaux suprêmes, ont incorporé les normes mentionnées ci-dessus et observent de bonne foi leurs obligations internationales [23].

20. Dans l'Affaire Gelman, comme l'avait demandé la Commission interaméricaine dans ses observations finales, la Cour interaméricaine a déterminé que le fait qu'une loi d'amnistie ait été ratifiée par une consultation populaire ne lui confère pas une légitimité en droit international. À ce sujet, elle a établi que « la protection des droits humains constitue une limite infranchissable à la règle des majorités, c'est-à-dire, à la sphère de ce qui « est susceptible d'être décidé » par les majorités dans les instances démocratiques »[24].

21. Enfin, il convient de souligner que, lorsque le Pouvoir législatif vote des lois contraires à la Convention américaine, le Pouvoir judiciaire continue à être tenu de respecter le devoir de garantie établi à l'article 1.1 de la Convention américaine et il doit, par conséquent, s'abstenir d'appliquer toute norme contraire à celle-ci[25].

A Suivre

Suite de la page (4)

occupait Haïti depuis le renversement de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide en 2004.

Les efforts de secours et de reconstruction ont été – et continuent d'être – lents et chaotiques, marqués par un manque de coordination et la libre concurrence entre les divers gouvernements et organismes internationaux.

« Je ne comprends tout simplement pas » s'est exclamée la présentatrice *d'ABC News*, Diane Sawyer, six jours après le tremblement de terre, remettant en question la lenteur des efforts de secours des É.-U. *« Je ne comprends pas : six jours et en plus ils ne sont qu'à 90 minutes de Miami »*.

« Avec chaque jour qui passe dans la boue et les décombres d'Haïti, les échecs des efforts de secours sont désespérants », a renchéri le *New York Times* dans un éditorial deux mois plus tard.

Encore aujourd'hui, 16 mois après le tremblement de terre, à peine 37 % des 4,6 milliards de dollars, à l'appui de promesses de dons, ont effectivement été décaissés, une question cruciale, étant donné le rôle dominant que joue la communauté internationale en Haïti. Quelques 65 % du budget du gouvernement haïtien, et toutes ses dépenses en immobilisations, proviennent de sources internationales.

Un rapport commandé par l'USAID daté du 13 mai et intitulé « *Building Assessments and Rubble Removal in Quake-Affected Neighborhoods in Haiti* [Évaluation des immeubles et enlèvement des décombres dans les quartiers touchés par le tremblement de terre en Haïti] » estime que de 141 000 à 375 000 personnes demeurent sans abri. L'étude, réalisée et rédigée principalement par le statisticien et critique de l'aide humanitaire des É.-U., Timothy Schwartz, a calculé que le tremblement de terre a fait entre 46 000 à 85 000. Le nombre de morts précédemment accepté, avancé par le gouvernement haïtien, se chiffrait à 312 000.

Haïti se situe entre deux lignes de faille importantes qui traversent le pays, l'une sous la capitale, l'autre sous la deuxième plus grande ville, Cap Haïtien, au Nord. Les sismologues considèrent les deux failles *« vraiment dangereuses »*, remarque le câble.

« La faille du Nord, en particulier, n'a pas vraiment libéré d'énergie depuis plus de 800 ans », met en garde le câble. *« Selon les experts, environ 4 à 8 mètres de dérapage latéral vers la gauche a déjà été accumulé qui, s'il venait à se libérer, risquerait d'atteindre 8,0 ou plus sur l'échelle de Richter, sans avertissement. »*

« Les conditions de sol en Haïti sont telles qu'un tremblement de terre n'importe où dans le pays pourrait entraîner une importante liquéfaction, où le sol se transforme en un liquide semblable aux sables mouvants, ce qui représente une menace considérable pour l'infrastructure comme les bâtiments, les barrages, les ponts et les routes », ajoute le câble.

Traduit de l'anglais par Guy et Camilo Roumer

NOTE DE PRESSE

Curriculum Galilée-Montaigne a le plaisir d'inviter le grand public et les travailleurs de la Presse à la 9ème édition de la Journée du livre et de la lecture **le dimanche 26 Juin de 11 heures á 18heures au centre communautaire de Bérée sis á l'angle Glenwood road/east 76 dans les parages de South Shore High School á Brooklyn (Bus 6,47).**

La Journée du livre et de la lecture a essentiellement pour vocation de travailler au redressement du recul de la lecture et d'entretenir la part francophone de l'identité haïtienne : deux objectifs de formation humaine et d'épanouissement intellectuel. Le programme est ainsi charpenté : lecture de florilèges de textes, exposition par le centre haïtien du livre, éloge du livre et de la lecture, présentation d'auteurs suivie de discussion, signature-vente de nouveaux titres.

En première partie à 11heures, des invités spéciaux rendront un vibrant hommage à la mémoire du grand écrivain et théoricien Edouard Glissant qui a laissé pour les lettres francophones, et même pour la littérature mondiale, un legs esthétique et éthique considérable á la mesure des enjeux complexes de la globalisation . En deuxième partie, seront face au public, entre autres auteurs, les écrivains suivants : Jeanie Bogart, Carmelle St Gérard Lopez, Josaphat Robert Large. Le débat ensuite synthétisera les thèmes des différentes communications figurant au programme de la journée. Faites du dimanche 26 Juin un de vos meilleurs moments de l'été.

Pour information composez le 516 352-1065

Sous les regards des héros
Les sans-abri du Champ de Mars laissés sans espoir

Par Ayiti Kale Je

NDLR. *Le texte qui suit illustre s'il en était besoin le laxisme, le manque d'intérêt, l'absence de coordination, la confusion et l'irresponsabilité des instances tant nationales (gouvernement) qu'internationales (ONG), qui devraient être concernées par la situation des sans-abri.*

Ils font tout – manger, se coiffer, se baigner, aller aux toilettes et vendre de tout – des craquelins jusqu'à leur dignité – sous les regards des héros nationaux : Henri Christophe, Alexandre Pétion, Jean Jacques Dessalines. Bientôt 17 mois depuis le séisme du 12 janvier 2010 qui a ravagé la capitale haïtienne faisant peut-être 230,000 morts et plus d'un million de sans abri, les réfugiés du Champ de Mars, situé à proximité du Palais National, ne sont pas encore relogés.

« *Des agents sont venus recueillir nos noms en promesse d'assistance dont on sait de quelle nature* » a déclaré Harold Joseph, père d'une famille nombreuse de six enfants qui vivent tous dans son abri de fortune sur la place Henri Christophe. « *On nous oublie, personne ne se soucie de nous. Ils ne sont que des bluffeurs et des profiteurs, ces dirigeants et ces organisations.* »

Cependant les recherches menées par Ayiti Kale Je (AKJ) et des étudiants du Laboratoire du Journalisme à l'Université d'Etat d'Haïti montrent que des autorités nationales et internationales n'oublient pas Joseph et sa famille, ou du moins pas au départ. Mais les objectifs contradictoires et le manque apparent de « leadership » et de prise de décision signifient que des milliers de familles sont condamnés à résister à la pluie et aux inondations de la dernière semaine dans des abris fragiles, insalubres et carrément dangereuses.

Un bon plan

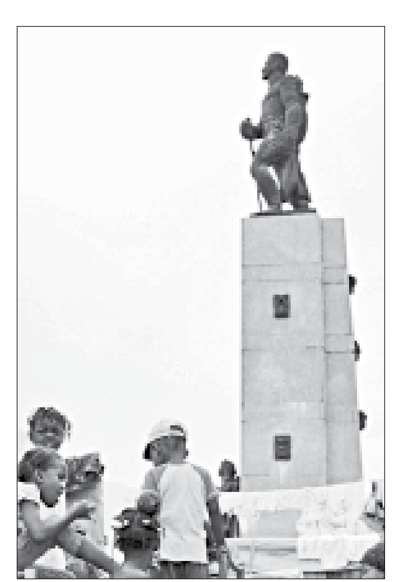
L'an dernier, peu de temps après le séisme, des organisations, des agences, des ministres voire le président René Préval se rencontraient quasi quotidiennement sur la délocalisation des sinistrés du Champ de Mars. Ils ont voulu faire un projet pilote pour les autres – plus que 1 300 – centres d'hébergement des zones affectées par le tremblement de terre.

Au cours du mois de mai 2010, l'Organisation internationale de la migration (OIM), La Croix Rouge, l'Agence américaine pour le développement international (USAID), l'organisation Caritas (CRS), et autres instances se réunissaient dans une salle utilisable du palais présidentiel qui a été pour la plupart en ruines pour discuter d'un plan qui était à une phase « assez avancée » en vue de la relocalisation des réfugiés selon un courrier électronique obtenu par AKJ le 17 mai 2010.

Ce message évoque une série d'actions en faveur des rescapés comme :

- Le ramassage des déblais
- La campagne pour encourager les sinistrés à retourner dans les maisons estimées non dangereuses
- La démolition des maisons irrémédiablement endommagées
- L'installation d'abris provisoires à la place des maisons à démolir

S'agissant d'un projet pilote « c'est sûr que les médias s'y intéresseront beaucoup », a écrit Gerhard Tauscher, auteur de la correspondance et un employé de la Croix Rouge, dans le courrier électronique.



Des enfants sans abri sur la place Pétion au Champ de Mars.

Les «tweets» de Gehard Tauscher, mai 2010.

A l'époque, Taucher a été coordonnateur de «Cluster Logement» – un groupement où des agences humanitaires, ONG et autres institutions travaillant sur la problématique du logement tentent de coordonner leurs activités.

Pourtant plus d'un an après, les médias n'ont pas encore couvert le plan pilote qui n'a jamais commencé, et les sinistrés sont encore dans l'enfer des tentes au cœur de cet espace qui était auparavant le plus grand centre de loisirs de Port-au-Prince.

Contrairement à la situation dans d'autres camps visibles, les sinistrés du Champ de Mars ne bénéficient d'aucun programme de relogement. Pourquoi ?

Est-ce parce que les interventions des instances concernées ne sont pas coordonnées ? Pourquoi aucune autorité n'assume pas la responsabilité de gérer cet aspect fondamental de la situation post-séisme ?

La vie sous les regards des héros

Depuis le lendemain de la catastrophe, des milliers de familles vivent dans la promiscuité la plus humiliante dans 15 places et espaces auparavant verts autour du Palais National. Il est difficile de calculer la taille exacte de cette population mais le dernier recensement de l'OIM, datant d'octobre 2010, a accusé 6 000 familles ou à peu près 30 000 personnes.



Une vue du Camp du Champ de Mars

Ces familles habitent dans des tentes épuisées et des maisons aux toits de bâches. Artisanaux ou plus ou moins professionnels, leurs abris sont trop chauds pour les protéger du soleil mais ne peuvent non plus les couvrir contre les eaux de pluie qui viennent fréquemment au cours de cette saison cyclonique.

Environ 172 toilettes mobiles installées par l'organisation Action Contre la Faim desservent toute cette populace. Elles dégagent une odeur pestilentielle dans cette aire du centre ville où le président de la république, les différents ministres et autres autorités passent tous les jours – bien que ces hommes et femmes habituellement font leurs incursions dans la ville protégés dans leurs véhicules climatisés.

Avec 172 toilettes pour 30,000 familles – **ça fait en moyenne une cellule pour 174 résidents, soit en dessous de la moyenne pour les autres camps de Port-au-Prince disposant d'une cellule pour 148 résidents, ce qui est en soi une violation du standard international. (L'ONU et les normes « Sphère » recommandent 20 personnes par latrine, maximum.)**

Et pourtant une grande partie de ces toilettes mobiles, exposées comme des cadeaux de valeur, ne sont plus fréquentées. Les sinistrés refusent d'y aller à cause de l'insalubrité qui les caractérise.« *Nous ne fréquentons plus les toilettes d'ici, elles sont trop sales. Les gens préposés au nettoyage des cellules ne le font que rarement car on ne les paie pas régulièrement* » a fait savoir un badaud qui n'a pas dit son nom.

Une femme d'une vingtaine d'années de renchérir : « *Nous faisons nos besoins dans des sachets ou des assiettes en carton et on les jette dans les poubelles, certains le font à coté des cellules, on est fatigué de vivre comme cela* ».

La crise du logement ne date pas du tremblement de terre

Nombreuses sont les organisations internationales à avoir répondu à la situation provoquée par la catastrophe du 12 janvier 2010. Cependant, le problème du logement n'a fait que s'aggraver au lendemain du séisme. Il existait donc bien avant et est à la base de ce qu'on appelle à juste titre, la bidonvilisation de Port-au-Prince.



Les sans-abri sont les vrais héros. Chaque jour ils luttent pour leur survie contre les pluies, le choléra, le manque de toilettes, attendant maisons, écoles, emplois et peut-être même de l'espoir.

Ce phénomène s'explique par un ensemble de facteurs dont la crise structurelle de l'économie haïtienne, notamment l'agriculture en milieu rural qui engendre l'exode [et est] à la base de la forte concentration de la population dans les grandes villes. (La croissance de Port-au-Prince Source: Rapport UN-HABITAT «Strategic City-Wide Spatial Planning," 2009).

En effet, une unité du Ministère des Affaires Sociales est dédiée au logement social. Après la catastrophe, les agences internationales opérant dans le secteur des abris se manifestent beaucoup plus en Haïti. Selon les informations recueillies par Ayiti Kale Je (AKJ) et la Laboratoire du Journalisme des procès verbaux de réunions de travail et autres document du «Cluster Logement» – qui regroupe toutes les agences et organisations œuvrant dans le secteur – les zones touchées par le séisme sont subdivisées en plusieurs régions. A Port-au-Prince 18 agences et organisations travaillent dans ce domaine.

Ces dernières disent projeter de construire 26,594 abris provisoires, réhabiliter 2,174 maisons et de construire 155 abris permanents à Port-au-Prince. Mais cela est loin d'être suffisant. Selon un rapport de l'Organisation Internationale de la Migration (OIM) datant de mars, 47,059 familles vivant dans des camps de Port-au-Prince sont en attente de logement.

Malgré les planifications et une prétendue division de tâches au sein des organisations humanitaires et du gouvernement, aussi paradoxal que cela puisse paraître, aucune agence du secteur logement n'opère dans les camps du Champ de Mars.

L'un des facteurs pouvant expliquer ce fait est que la localisation des agences dans des zones déterminées n'est pas le résultat d'une répartition de tâches ou d'une coordination assurée par une instance suprême. Il n'y a pas de « ministre au Logement », de plus pendant des mois, les réunions nationales du Cluster Logement n'ont bénéficié de la présence d'aucun représentant gouvernemental. Le coordonateur du Cluster, pour sa part, ne peut que suggérer la zone d'intervention d'une agence.

Suite à la page (15)

WikiLeaked Cables Reveal:

U.S. Worried about International Criticism of Post-Quake Troop Deployment

by Ansel Herz

Even before the Haitian government authorized it, Washington began deploying 22,000 troops to Haiti after the Jan. 12, 2010 earthquake, despite U.S. Embassy officials saying there was no serious security problem, according to secret U.S. diplomatic cables provided to *Haïti Liberté* by the media organization WikiLeaks.

Washington's decision to send thousands of troops in response to the 7.0 earthquake that rocked the Haitian capital and surrounding areas drew sharp criticism from aid workers and government officials around the world. They criticized the militarized response to Haiti's humanitarian crisis as inappropriate and counterproductive, claiming Haiti needed "*gauze not guns.*" French Cooperation Minister Alain Joyandet famously said that international aid efforts should be "*about helping Haiti, not about occupying Haiti.*"

Venezuelan President Hugo Chavez also decried "*Marines armed as if they were going to war,*" in his weekly television address. "*There is not a shortage of guns there, my God. Doctors, medicine, fuel, field hospitals, that is what the United States should send. They are occupying Haiti in an undercover manner.*"

The earthquake-related cables show that Washington was very sensitive to international criticism of its response, and U.S. Secretary of State Hillary Clinton mobilized her diplomatic corps to ferret out "*irresponsible journalism*" worldwide and "*take action*" to "*get the narrative right.*"



Kim Ives/Haïti Liberté

On Jan. 19, 2010, U.S. 82nd Airborne troops provided "security" in front of Haiti's General Hospital by closing the front gate to Haitians who needed to get in.

Meanwhile, the UN in Haiti claimed its 9,000 occupation troops and policemen were sufficient to ensure security. On Jan. 19, with Resolution 1908, the UN Security Council unanimously approved sending more than 3,500 reinforcements to Haiti "*to support the immediate recovery, reconstruction and stability efforts,*" increasing MINUSTAH (UN Mission to Stabilize Haiti, as the occupation force is called) to 12,651.

But Obama administration officials said the additional U.S. troops were necessary.

"*Until we can get ample supplies of food and water to people, there is a worry that in their desperation some will turn to violence,*" Secretary of Defense Robert Gates told reporters six days after the quake. "*And we will work with the UN in trying to ensure that the security situation remains good.*"

Seeking to avoid the appearance of a unilateral U.S. military action, the U.S. asked Préval to issue a joint communique with U.S.

Suite à la page (13)

U.S. Embassy Foresaw Haiti's Earthquake Vulnerability


Kim Ives/Haïti Liberté

A victim from Haiti's 2010 earthquake. After a mild temblor in 2005, the U.S. Embassy wrote: "*A more severe earthquake would be catastrophic, as the government of Haiti is unprepared to handle a natural disaster of any magnitude.*"

by Dan Coughlin

U.S. officials in Haiti warned that the Haitian government would be unable to handle a catastrophic earthquake five years before a devastating tremor ended up destroying large swathes of the Haitian capital and surrounding towns, killing tens of thousands and destroying hundreds of buildings, according to a secret U.S. cable obtained by the media organization WikiLeaks.

"*The last thing Haiti needs now is an earthquake,*" said a May 25, 2005 cable, written two weeks after a 4.3 magnitude tremor shook the Haitian capital, Port-au-Prince, on May 11. There were no reported injuries and only very minor damage, according to the cable.

The earthquake warning was in a trove of 1,918 cables that WikiLeaks made available to *Haïti Liberté*.

"*A more severe earthquake would be catastrophic, as the government of Haiti is unprepared to handle a natural disaster of any magnitude,*" added the cable, warning that any large tremor would compound problems of political instability, poverty and environmental degradation.

"*On [sic] OFDA [Office of Foreign Disaster Assistance] team will come to Port-au-Prince in June [2005] to help the embassy coordinate its disaster preparations, and to try to jump-start [Government of Haiti] and donor coordination and planning,*" concluded the cable.

continued on p(17)

WikiLeaked Cables Reveal:

After Quake, a "Gold Rush" for Haiti Contracts

by Ansel Herz and Kim Ives

Disaster capitalists were flocking to Haiti in a "*gold rush*" for contracts to rebuild the country after the Jan. 12, 2010 earthquake, wrote the current U.S. Ambassador Kenneth Merten in a secret Feb. 1, 2010 cable obtained by WikiLeaks and reviewed by *Haïti Liberté*.

"*THE GOLD RUSH IS ON!*" Merten headlined a section of his 6 p.m. situation report – or Sitrep – back to Washington. "*As Haiti digs out from the earthquake, different [U.S.] companies are moving in to sell their concepts, products and services,*" he wrote. "*President Préval met with Gen Wesley Clark Saturday [Jan. 30] and received a sales presentation on a hurricane/earthquake resistant foam core house designed for low income residents.*"

Former U.S. Presidential candidate and retired General Wesley Clark was promoting – along with professional basketball star Alonzo Mourning – InnoVida Holdings, LLC, a Miami-based company, which had pledged to donate 1,000 foam-core panel built house for Haiti's homeless.

The Pompano Beach, Florida-based disaster recovery company "*AshBritt has been talking to various institutions about a national plan for rebuilding all government buildings,*" Merten continued in his dispatch. "*Other companies are proposing their housing solutions or their land use planning ideas, or other construction concepts. Each is vying for the ear of President in a veritable free-for-all.*"

One man who had the ear of President Préval, perhaps more than anyone else, was Lewis Lucke, Washington's "Unified Relief and Response Coordinator," heading up the entire U.S. earthquake relief effort in Haiti. He met with Préval and Prime Minister Jean-Max Bellerive within a week of the quake, and at least one more time after that, according to the cables. Lucke, a 27-year veteran of the U.S. Agency for International Development, had overseen multi-billion contracts for Bechtel and other companies as USAID Mission Director in post-invasion Iraq.

Lucke stepped down as Haiti relief coordinator in April 2010, after only three months, telling his hometown newspaper, *The Austin-American Statesman,* in an interview: "*It became clear to us that if it was handled correctly, the earthquake represented as much an opportunity as it did a calamity... So much of the china was broken that it gives the chance to put it together hopefully in a better and different way.*"

But in December 2010, Lucke sued AshBritt and its Haitian partner, GB Group (belonging to Haiti's richest man, Gilbert Bigio) for almost $500,000. He claimed the companies "*did not pay him enough for consulting services that included hooking the contractor up with powerful people and helping to navigate government bureaucracy,*" according to the Associated Press. Lucke had signed a lucrative $30,000 per month agreement with AshBritt and GB Group within eight weeks of stepping down, helping them secure $20 million in construction contracts.

Before the lawsuit was settled, Lucke had already joined masonry product supplier MC Endeavors. The firm sent out another of many press releases last month advertising its ability to build homes and applauding Haiti's newly-inaugurated President Michel Martelly's declaration: "*This is a new Haiti that is open for business now.*"

AshBritt and Lucke weren't the only gold-seekers to end up in lawsuits. Just over a year after his benevolent gesture, Innovida's CEO Claudio Osorio was in court being sued by another NBA star, Carlos Boozer, for having "*intentionally, maliciously, fraudulently*" squandered a $1 million investment by the basketball player in InnoVida Holdings, reported the Chicago Sun-Times of Apr. 24,



USAID

Lewis Lucke(left), at first Washington's earthquake response coordinator in Haiti, became a lobbyist for disaster recovery firm AshBritt in Haiti's "*gold rush.*"

2011. The article quotes Boozer's attorney as saying that Osorio misrepresented his business record, lied, and "*promised 1,000 percent returns from projects that benefitted disaster-stricken areas*" like Haiti. "*InnoVida is a defendant to at least 14 known lawsuits, including a blanket lien on the operating factory's assets,*" the suit states. InnoVida was taken over by a court-ordered receiver Mar. 3.

Ambassador Merten's announced "*gold rush*" began as Haitians were still being pulled from the rubble. Since then, USAID has doled out nearly $200 million in relief and reconstruction contracts. By this April, just 2.5% of the money had gone to Haitian firms, according to the Center for Economic and Policy Research.

Lucke, for one, justifies making money off of disasters. "*It's kind of the American way,*" he told *Haïti Liberté*. "*Just because you're trying to do business doesn't mean you're trying to be rapacious. There's nothing insidious about that... It wasn't worse than Iraq.*"

HAITI :
CE QUI BI
RECONSTR
LA CAP

Par Ayiti Kale Je

NDLR. L'article qui suit est intéressant non seulement du point de vue des informations détaillées fournies par ses auteurs mais aussi parce qu'il montre, sans même le vouloir, que le «blocus» vient du fait que personne ne voit encore trop bien combien de marrons il va pouvoir tirer du feu de dollars de cette reconstruction. Le maire Jason l'a bien confirmé : « Qu'on ne se le cache point, la reconstruction est d'abord et avant tout une affaire d'argent…»

Si la capitale haïtienne pouvait être reconstruite à partir de documents seulement, on en serait aux travaux de finition.

Les présentations en PowerPoint, les PDF's, les documents stratégiques, les rapports superbement schématisés et les discussions à n'en plus finir sur la « mixité sociale », les « villages urbains » et la « vision commune » circulent sur l'Internet ou s'empilent sur les bureaux et sur les tables. Des centaines de millier de dollars ont été dépensés dans l'organisation de conférences et réunions en Haïti et à l'étranger – Boston, Montréal, San-Juan… Mais à date, point de plan, ni, semble t-il, de vision commune.

En lieu et place, il y a des discussions interminables, une concurrence farouche, des désaccords voire des contradictions… mais, très peu de reconstruction.

Une enquête de deux mois, menée en collaboration avec des étudiants en journalisme de l'Université d'Etat d'Haïti et Ayiti Kale Je (AKJ) a révélé ce qui suit :

• Il y a au moins deux et peut-être trois propositions différentes pour les travaux à réaliser pour le centre ville de Port-au-Prince et pour la grande région métropolitaine.

• Au moins deux d'entre-elles sont le résultat de contrats payés par les caisses, déjà maigres, de l'Etat haïtien.

• La Mairie de Port-au-Prince – qui, en principe, est « financièrement et administrativement autonome » – a accusé le gouvernement central et ses différents ministères de l'écarter de toute planification, ce dans le but de « faire de l'argent sur le dos des victimes », selon le Maire Muscadin Jean-Yves Jason.

• Même au sein du gouvernement central, il semblerait qu'il existe deux plans concurrents, patronnés par deux ministères différents.

Le « SOS » des grands propriétaires

« *Nous ne pouvons plus attendre! C'est un super projet, nous en avons participé depuis le début et nous vous félicitons, mais nous ne pouvons plus attendre* ! » s'est exclamée Michelle Mourra, une femme d'affaires, fondatrice du groupe « SOS Centre-ville » pour représenter les intérêts des propriétaires du bas de la ville.

Mourra s'exprimait à l'occasion d'une réunion organisée le mois dernier par le Maire Muscadin Jean-Yves Jason, à laquelle prirent part plus d'une centaine de propriétaires du centre-ville. Les participants ont pu entrevoir un plan mis au point par la municipalité de Port-au-Prince avec l'assistance technique de deux firmes haïtiennes. (AKJ détient une cassette vidéo de la réunion).

Mais la réunion ne s'est pas tenue au local de la Mairie, détruit lors du séisme du 12 janvier 2010. Elle a eu lieu au sixième étage du tout nouvel édifice de la Digicel, immeuble le plus élevé d'Haïti. Construit par une compagnie multinationale de téléphonie mobile il y a tout juste deux ans, la structure a résisté aux secousses alors que pratiquement tout s'écroulait aux alentours.

Que le Maire Jason et ses collègues travaillent depuis plus d'un an dans un immeuble climatisé en dit long sur l'état de l'administration publique et sur le processus de reconstruction en général. Très peu a été fait du point de vue de la reconstruction, plus de 17 mois après le séisme catastrophique qui a détruit ou sérieusement endommagé des maisons, entreprises, institutions et infrastructures telles que routes, ponts, réseaux d'eau et d'électricité, pour une valeur estimée à 4.3 billions de dollars US.

Dans certaines zones, les débris on été enlevés et quelques terrains nettoyés et nivelés. Mais dans l'ensemble, le bas de la ville n'est que légèrement amélioré ; et dans certains cas la situation s'est même détériorée en raison de l'établissement de nombreux camps de réfugiés, de l'apparition de nouveaux bidonvilles, une augmentation du nombre de marchands de rue, des dommages aux fils électriques, etc.



Si la capitale haïtienne pouvait être reconstruite à partir de documents seulement, les présentations en PowerPoint, les PDF's, les documents stratégiques, les rapports superbement schématisés et les discussions à n'en plus finir sur la « mixité sociale », on en serait aux travaux de finition.

Il y a de cela cinq mois, Jason a finalement posé la « première pierre » du nouveau bâtiment de la Mairie. Mais, ainsi que le titrait le quotidien haïtien Le Nouvelliste, « Quand sera posée la deuxième pierre? »

Comme Mourra a insisté cet après-midi, « Port-au-Prince ne peut plus attendre ! » La salle, remplie des représentants des plus grandes entreprises haïtiennes et des familles les plus riches – qui ont contrôlé l'économie du pays pendant des décennies – Mevs, Mourra, Baboun, D'Adesky, Berhman, Helmke, etc, a vivement applaudi.

Frédéric Baboun s'est penché en avant en implorant: « *Vous êtes le premier citoyen de cette ville ; nous ne savons plus à qui d'autre nous adresser! Vous devez prendre vos responsabilités car nous sommes fatigués de voir nos immeubles du centre-ville détruits… Cela fait déjà 15 mois qu'on est à l'écoute d'experts*! »

En effet, le tremblement de terre n'a fait qu'accélérer la spirale descendante de la capitale haïtienne. Les voleurs ont profité de ce chaos créé par le séisme - volant les lampadaires, les portes, et mêmes les toilettes des bâtiments endommagés. De grandes parcelles de terrain endommagés ou détruits demeurent, le trafic dans le centre-ville souvent arrêté pendant que les camionnettes et voitures essaient de contourner des amoncellements d'ordures, des tas de gravats et une explosion de vendeurs de rues.

Faisant le constat que le centre-ville pourrait bientôt devenir une " ville fantôme", les entreprises se sont relocalisées plus haut, sur les collines de Delmas et de Pétion-ville. Mourra a fait un plaidoyer pour faire pousser de l'avant le plan de reconstruction.

Mais il y a plus d'un plan en question pour la capitale haïtienne, et celui dont les Mourra et les autres propriétaires en discutent, n'est ni le premier, ni le dernier.

Prince Charles en Haïti?

Il y a un an, le 28 juillet 2010, le Ministre des Finances Ronald Baudin a déclaré, lors d'une des nombreuses réunions sur la reconstruction, « que la première étape de la reconstruction de la capitale commencerait au centre-ville et la Fondation Prince Charles (Prince's Foundation for the Built Environment) de Londres aurait à proposer un plan».

« *Faisons du centre-ville un modèle qui préfigurera la zone métropolitaine de demain* » a dit Baudin, qui préside le Conseil de Facilitation pour la Reconstruction du Centre-ville.

Environ six semaines plus tard, le 2 septembre, le gouvernement central définissait une zone de 200 hectares et le déclarait d' « utilité publique » à la grande indignation des propriétaires de terrain dont certains avaient participé à la réunion du 19 mai.

La zone désignée «d'intérêt public.»

Une fois qu'un plan final sera défini, l'Etat pourrait exproprier les biens, en remboursant les propriétaires à un prix « juste et équitable » comme cela avait été déclaré. Entretemps personne ne pourra ni vendre, ni louer ou modifier leurs biens. Les propriétaires d'entreprises ont fait savoir à AKJ qu'ils ont du mal à obtenir des prêts bancaires depuis, parce que les banques ne veulent pas prendre de risques sur des propriétés qui n'ont pas une valeur sûre.

Une semaine après la déclaration, sans un appel d'offre, le gouvernement haïtien a signé un contrat de $295,000.00 dollars US avec la Fondation Prince Charles. Les fonds provenaient des trésors publics. « *Nous avons choisi la Fondation car elle est à but non-lucratif* » a dit Beaudin à AKJ. « Nous *nous sommes dits : ' faisons un choix là où un appel à la concurrence n'est pas nécessaire* ' ».

Selon Baudin, le prix du marché pour une étude similaire serait de presque $1 million de dollars US. La Fondation a choisi un partenaire – la société de planification urbaine américaine Duany-Plater-Zyberk (DPZ) – et a eu des réunions de consultations en automne dernier puis en janvier, pour entendre le point de vue des autorités, des gens d'affaires et des résidents de Port-au-Prince. « *C'est la première fois qu'il y a autant de consultations dans le cadre d'un programme gouvernemental* » a dit Baudin.

A la fin d'avril, selon Baudin, les recommandations – une série d'options pour les 200 hectares – étaient « presque terminées ». La Fondation n'attendait que les commentaires du gouvernement nouvellement élu, a dit Baudin. (Initialement le document final a[vait] été promis pour la mi-février).« *Je dirais que nous sommes à une phase très satisfaisante* » a noté Baudin « *mais ce n'est pas tout le monde qui est satisfait* ».

Mais tous ne sont pas satisfaits.

Tout le monde n'est pas satisfait du plan de reconstruction du centre-ville basé sur la proposition de la Fondation Prince Charles / Duany-Plater-Zyberk (DPZ) et soutenu par le Ministre des Finances Ronald Baudin et le Conseil de Facilitation pour la Reconstruction du Centre-ville.

Dès que la déclaration d'utilité publique a été faite, les propriétaires ont protesté au travers d'entrevues et une pétition déplorant l'acte d'expropriation de leurs biens.

Dans une lettre publiée dans Le Nouvelliste en novembre dernier, ils ont demandé au gouvernement de ne pas créer un « petit oasis » au cœur de Port-au-Prince en ignorant « les urgences de la zone métropolitaine dans son ensemble ».

D'autres ont demandé plus de transparence sur la façon dont la Fondation et DPZ avaient été choisis. AKJ a demandé à la Fondation de répondre à des questions simples, ce qu'elle a accepté. Cependant quand Joanna Hindley, la responsable de la communication, a vu les questions – dont certaines étaient liées au contrat, les consultations et au choix de DPZ – elle a répondu qu'elle ne serait pas en mesure de « répondre à toutes les questions en raison de la clause de confidentialité du contrat » et après a cessé tout contact avec les journalistes.

Le plan de la Fondation se fonde sur des « villages urbains » pour gens de la « classe moyenne » – ce qui pourrait être des condos avec leurs parcs, eau et électricité privés, selon Hank Dittmar, directeur général de la Fondation, cité dans une colonne du Washington Post daté du 13 mars et repris par la presse un peu partout aux Etats-Unis.



La plupart des zones endommagées sont toujours en ruines



BU Enrique Silva (à gauche), Jean Lucien Ligondé, Elisabeth Coicou et l'ex- président haïtien René Préval regardent des cartes de Port-au-Prince par l'équipe de BU.



Une vue de "l'avenue des ministères," présentée par le Groupe Trame / CHRAD le 19 mai.

Un des exemples d'une «village urbain».

Dans la même colonne, Andres Duany (Le "Z" de la DPZ) a déclaré que le plan d'ensemble permettrait aux gens de Port-au-Prince de « *circonvenir… l'incompétence notoire de la municipalité de Port-au-Prince*».

Les commentaires de Duany ont irrité au plus haut point le « premier citoyen » de la ville qui doutait déjà de la proposition de la Fondation/DPZ. « *La municipalité de Port-au-Prince a suspendu toutes les relations avec la Fondation il y a de cela 2 mois* » selon les propos du Maire Jason dans une entrevue par courriel du mois dernier.

S'exprimant lors de la réunion du 19 mai avec les propriétaires, le maire a noté qu'il était fatigué de la domination étrangère dans le processus de reconstruction. « *J'ai cessé de faire le compte de tous les forums et de toutes les conférences internationales sur Haïti et en particulier ceux sur la reconstruction* » a-t-il indiqué.

« *Quelle a été l'implication réelle des Haïtiens, et surtout des citoyens haïtiens dans ce processus? Ils disent toujours qu'Haïti est présente par l'intermédiaire des représentants du gouvernement. Peut-être ? Mais quelle est la proportion des acteurs haïtiens, en comparaison avec les autres* ?», a-t-il poursuivi.

Un Plan Haïtien

Même avant ses différends avec le plan de la Fondation, Jason avait demandé à un cabinet d'architectes, Groupe Trame de Pétion-Ville et un groupe associé, Centre Haïtien de Recherche en Aménagement et Développement (CHRAD), de commencer à travailler sur un plan du centre-ville qui

QU'EST-
LOQUE LA
UCTION DE
ITALE ?



Michelle Mourra (à droite) et le ministre des Finances Ronald Baudin

ferait éventuellement parti d'un « Schéma de Cohérence Territoriale » (SCOT).

Selon Jason et le président du CHRAD, Jean Lucien Ligondé, les travaux effectués à date sont gratuits. (Toutefois, le Groupe Trame est dans la course pour le contrat de $11 millions de dollars US pour la construction du nouveau complexe de la Mairie de Port-au-Prince selon Jason et Le Nouvelliste).

Lors de la réunion du 19 mai, Jason a dit aux propriétaires que le plan de la Fondation avait de nombreuses lacunes, comme indiqué dans l'évaluation du Groupe TRAME/CHRAD obtenu par le AKJ.

Entre autres critiques, « *la proposition d'aménagement a été élaborée… sans que rien ne laisse supposer qu'il y a eu une enquête de terrain et ne peut en aucune façon être considérée comme une base de réflexion voire d'aménagement… pour le centre-ville de la capitale* » signale le document.

En revanche, Trame et CHRAD affirment que leur plan est basé sur des centaines de pages de rapports de diagnostic (sociologiques, économiques, drainage) qui prend en compte des réunions participatives.

Au cours de la réunion du 19 mai, la Directrice du Groupe Trame, Elisabeth Coicou a montré des diapositives et a parlé de leur proposition qui garantirait



Le maire de Port-au- Prince Muscadin Jean-Yves Jason s'exprimant lors d'une réunion du 19 mai avec les propriétaires du centre-ville



Une vue des propriétaires présents à la réunion du 19 mai dans la salle de conférence de Digicel.



Rue typique proche du centre ville, près de gravats et d'ordures bloquant une intersection. (C'était avant la saison des pluies.) Crédit: Timo Luege, UN Inter-Agency Standing Committee

la « mixité » des logements (bas et moyens revenus), zones d'aménagement touristiques (quartiers d'artistes), et une revalorisation du bord de mer.

S'adressant à AKJ à la fin de mai, Ligondé du CHRAD a déclaré que son salaire et celui de ses collègues provenaient d'autres projets ou via TRAME, qui avait travaillé inlassablement sur la proposition relative à Port-au-Prince parce que « *nous voulons montrer qu'il y a des haïtiens capables de réfléchir sur la reconstruction du pays* ».

Trame/CHRAD et la Municipalité ont demandé aux participants à la réunion du 19 mai – représentants des plus grandes entreprises d'Haïti et des familles de l'élite, qui ont dominé le pays pendant des décennies – de former des commissions qui considéreraient 5 défis associés au plan des propriétaires fonciers, la sécurité, le financement, le zonage et le déplacement du port commercial loin dans le nord du centre-ville.

Coicou a expliqué a Ayiti Kale Je : « *Nous voulons qu'ils participent: quelle est votre vision, comment voyez-vous la nouvelle capitale* ? » Mais il y a d'autres visions en cours de planification. Et qui a le droit de participer? Si deux propositions concurrentes ne suffisaient pas, Ayiti Kale Je (AKJ) a récemment appris l'existence d'un autre document stratégique d'aménagement très semblable à celui de la Fondation Prince Charles.

Il est peut être normal qu'un client – comme le gouvernement haïtien – paie plusieurs firmes pour avoir diverses propositions et options ? Mais 17 mois après le séisme on se pose la question, on en est à se demander est-ce normal, s'il est normal d'avoir deux plans concurrents et toujours pas de décisions ?…cela parait, pour le moins, assez inefficace.

La firme canadienne de développement urbain, Daniel Arbour et Associés (DAA), est l'un des secrets les mieux gardés dans le processus de reconstruction.

Selon de multiples sources, DAA travaille actuellement sur une série de projets pour le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, même si les projets et les contrats sont jusqu'ici bien dissimulés.

Contactée par AKJ, une personne de haut niveau du personnel du Ministère de la Planification et qui a demandé de ne pas être cité – étant donné qu'aucun fonctionnaire haïtien n'est censé autorisée à parler aux medias sans approbation du ministère compétent – a confirmé que DAA travaille en effet sur un document de « stratégie nationale » de planification urbaine et sur une étude d'une « nouvelle orientation spatiale dans le contexte du relèvement ».

Selon l'officiel haïtien, le travail de DAA n'est pas une duplication de celui réalisé par la Fondation. « Vous parlez de deux choses différentes » a-t-il dit.

Mais n'ayant pas accès à plus de détails et sans informations concrètes, il nous est impossible de vérifier ces renseignements.

Comme la Fondation Prince Charles, DAA est payé par le gouvernement haïtien. Le fonctionnaire ne sait pas si DAA a été sélectionné par un appel d'offre et il ne connaissait pas le montant exact du contrat.

Sollicité de confirmer la rumeur, circulant dans le milieu des firmes concurrentes, selon laquelle, le contrat aurait couté $ 2 millions de dollars, il a seulement déclaré : « *le coût peut être de plus ou moins $2 millions* ».

Questionné sur la communication et la coordination entre les ministères et la mairie, le fonctionnaire a admis qu'il y avait des problèmes de communication, en ajoutant « *que ce type de problèmes de communication existait aussi à l'intérieur même du ministère*. »

En dépit des nombreux appels téléphoniques et des messages électroniques, le Ministre des finances Ronald Baudin n'a pas répondu aux demandes d'éclaircissements, si oui ou non il y a avait eu appel d'offre et si la stratégie de planification et d' « orientation spatiale » de la DAA représentait une duplication du travail précédemment fait par la Fondation Prince Charles.

Le bureau québécois de DAA a transféré toutes les demandes à un représentant en Haïti au moment où cet article était écrit – René Hubert – mais Hubert n'a pas répondu aux nombreux messages électroniques d'Ayiti Kale Je.

Jason, le maire Port-au-Prince, a dit qu'il était au courant du projet de la DAA mais « *personne de la direction de la compagnie n'avait contacté la municipalité* ».

« *Je suis ouvert à toute discussion* » a poursuivi Jason, « *mais il y a un jeu pour affaiblir le bureau du maire qui veut assumer le rôle principal qui est le sien dans la ville* ».

Il y a certainement d'autres raisons à tous ces plans concurrents et cette bataille pour contrôle, particulièrement la question des contrats éventuels. « *Qu'on ne se le cache point, la reconstruction est d'abord et avant tout une affaire d'argent et d'investissements. Beaucoup d'argent*, » admettait Jason.

Reconstruction de qui? Port-au-Prince pour qui?

Pendant que les ministres et les maires discutent et promeuvent différents plans, Port-au-Prince continue sa spirale descendante. Chaque après-midi les pluies amènent leur lot de bouteilles en plastique, les carcasses d'animaux, terre, bois, charbon, déchets fécaux, débris et à peu près tout ce que l'on peut imaginer dans les rues défoncées, encombrées et dans les ravines qui se déversent dans la baie.

Un magasin sur deux est fermé ou peut-être davantage. Certains ont été remis en état par leur propriétaire. D'autres ont été rasés. Mais, il y a très peu de reconstruction car personne ne sait quel plan suivre. Et même pas les planificateurs eux-mêmes.

UN-HABITAT a écrit le document « Strategic City-Wide Spatial Plan » pour l'agrandissement spatial de la ville relative à la Capitale en 2009. Les résultats – qui recommandaient que les municipalités prennent le contrôle de leur destin – ne surprendront personne. Les auteurs ont dit :

«Port-au-Prince est à bien des égards une ville qui fonctionne mal et mal dirigée qui a une capacité insuffisante pour offrir à ses résidents les services urbains les plus élémentaires…. L'Etat haïtien et les autorités municipales sont incapables de planifier et de gérer la métropole de Port-au-Prince. En plus d'un manque de ressources financières… les 8 municipalités partagent la responsabilité de la gestion de la ville avec de nombreuses entités du gouvernement central avec des responsabilités et des mandats flous qui se chevauchent sans système de coordination».

Les résultats de 2009 sont plus que pertinents en 2011.

UN-HABITAT est impliqué aujourd'hui dans la planification stratégique également. Selon le directeur national pour Haïti, Adrian Jean-Christophe, UN-Habitat va assister la DAA et le Ministère de la Planification dans leur plan stratégique. « Nous sommes en train de préparer un grand forum » a-t-il déclaré.

Interrogé sur les autres plans, Adrian a déclaré *: « ils font tous partie de la discussion ».*

« *L'idée est d'avoir le leadership nécessaire pour mettre tout cela ensemble*, a-t-il dit. Nous essayons de créer un espace de dialogue ».

La Fondation et l'équipe GroupeTrame / Centre Haïtien de Recherche en Aménagement et Développement (CHRAD), prétendent, les deux, avoir déjà favorisé le dialogue.

Les activités de la Fondation Prince Charles ont été tenues à l'hôtel de luxe du Montana, sur la colline au-dessus de Port-au-Prince. La rencontre du magistrat et Trame/CHRAD du 19 mai – au sixième étage de l'immeuble Digicel – a été « invitation-only » (« sur invitation seulement »). Pas étonnant qu›elle a été un « who›s who » de l›élite haïtienne. Une première réunion du Trame/CHRAD – d'à peu près 50 personnes – a eu lieu encore plus haut sur la colline de Pétionville, au Karibe Convention Center. (Quoique, Ligondé est prompt à souligner deux sans-abri dans la photo de groupe du l'évènement.)

La plupart des résidents, propriétaires de petites entreprises, refugiés, et vendeurs de rue n'ont pas été invités aux sessions sur les plans concurrents qui se tiennent le plus souvent à porte fermée.

Maggy Duchatelier Gaston vit et travaille à la Rue de la Réunion depuis plus de 25 ans. La vieille boulangère a déjà mis de ses propres fonds $5,000 dollars US dans la réparation de la boulangerie / bar / école de cuisine Princesse.« Aucune autorité n'est jamais venue ici. Personne », déclarait Gaston, même si la boulangerie est située dans une zone d'« intérêt public ».

Gaston met quelques pâtisseries dans une boîte à livrer. Une des rares ventes de la journée. La vitrine géante était presque vide, avec seulement un gâteau coupé en tranches. Elle a rouvert il y a trois mois de cela, mais les affaires vont mal. Les grandes entreprises, le bureau de la Direction Générale des Impôts en face, n'ont pas été reconstruits, il y a donc très peu de piétons.

La boulangère n'a jamais entendu parler de « SOS Centre-ville », le groupe de puissants propriétaires et commençants, et n'a jamais été invitée à aucune rencontre avec personne.« *Je n'ai jamais rien entendu de ce qui était planifié. Nous mourrons probablement avant que rien ne soit fait* » a-t-elle déclaré.

Pourtant, Gaston n›a pas abandonné l'espoir. Le gâteau solitaire en témoigne. Mais un gâteau ne fait pas une boulangerie. Et quelques lots dégagés des décombres n›est pas la reconstruction.

Les étudiants du Laboratoire du Journalisme, de l'Université d'Etat d'Haïti, ont collaboré à cette série.

Port-au-Prince, 9 juin 2011

Crise et mobilisations de masse en Grèce

Par Alan Woods

La panique s'empare de nouveau des dirigeants européens. Leur dernière recette, pour trouver de l'argent, consiste à privatiser à une échelle massive. Le gouvernement espagnol vend les bijoux de famille. Il veut privatiser la loterie nationale et des aéroports. La vente de la loterie nationale est censée rapporter entre 6,5 et 7,5 milliards d'euros. Mais l'Etat espagnol perdrait près de 3 milliards d'euros de recettes annuelles, qui tomberaient dans les poches d'un grand groupe privé. C'est un excellent exemple du pillage de l'Etat : on nationalise les pertes et on privatise les profits.

Mais leur souci principal vient de la Grèce. Les dirigeants européens ne se contentent plus de l'accord portant sur 50 milliards d'euros de privatisations. Et ils ne font pas confiance au gouvernement grec pour les mener à terme. Ils veulent qu'une « commission indépendante » fasse le sale boulot.

« Faire payer les Grecs ! »

Lorsque l'état des finances grecques a été rendu public, en 2010, le tabloïd allemand Bild titrait : « Grecs ruinés, vendez vos îles – et l'Acropole ! ». Cela sonnait comme une exagération typique de la presse réactionnaire. Mais un an plus tard, les ministres de finances de l'UE adressent le même message aux Grecs. Et comme nous l'avions anticipé, le « plan de sauvetage » du Portugal n'a pas permis d'empêcher la crise de se propager à l'Espagne, à la Belgique et à l'Italie. Désormais, tout le monde parle de contagion.

La crise de l'Union Européenne entre dans une phase particulièrement dangereuse. Les « plans de sauvetage » ont échoué à relever l'économie grecque, qui poursuit sa chute. En Allemagne, l'ambiance se tend. Ce n'est pas seulement parce qu'Angela Merkel est soucieuse d'être réélue. Le problème est que les ressources de la Bundesbank ne sont pas illimitées – et ne peuvent pas servir à couvrir les dettes de toute l'Europe. La Bundesbank – qui tire les ficelles de l'UE – a prévenu que si les politiciens s'engagent dans une restructuration de la dette grecque, la BCE couperait ses apports en liquidités à la Grèce, quitte à plonger l'économie du pays dans le gouffre.



Plus de 150 000 personnes sont descendues dans les rues d'Athènes.



Le ministre des finances grec, George Papaconstantinou, ressemblant à un agneau qui, mené à l'abattoir, remercie le boucher pour son sourire accueillant

Les dirigeants européens pensent que des privatisations massives, en Grèce, permettraient de lever bien plus de fonds que l'objectif initial de 50 milliards d'euros. La valeur des biens publics grecs est estimée à plus de 250 milliards d'euros. Cela représente la quasi-totalité de la dette grecque. On a affaire à des bandits prêts à vendre la peau de leur victime pendant que celle-ci vit encore. Mais ils ont un petit problème. Ils ne font pas confiance au gouvernement grec, qui n'est pas allé assez vite et assez loin, selon eux.

Pragmatiques, les dirigeants Hollandais proposent une mesure radicale : la création d'une agence extérieure, dirigée par l'UE, qui aurait pour mission de vendre les avoirs grecs. C'est une violation flagrante de la souveraineté nationale grecque, qui provoquera une résistance féroce. On se demande ce que diraient les Français si une agence bruxelloise leur demandait de vendre la Tour Eiffel et le Louvre, pour éponger leur dette. Mais la Grèce est un petit pays. Personne ne se soucie de ménager sa susceptibilité.

Mais les Grecs ne peuvent pas payer…

Ces deux dernières années, nous avons régulièrement expliqué que la Grèce ne pourrait pas payer sa dette, qui s'élève désormais aux alentours de 150 % du PIB. A présent, un nombre croissant d'économistes bourgeois le reconnaît. Mais ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur ce qu'il faut faire. Certains sont favorables à une profonde « restructuration », ce qui signifie que des créditeurs perdraient beaucoup d'argent. Or, la plupart des créditeurs étant allemands, cette solution ne suscite pas l'enthousiasme du gouvernement allemand. Il préfère l'option d'un rééchelonnement plus « doux » de la dette grecque. Plus « doux » pour les banquiers allemands, bien sûr, mais pas pour le peuple grec.

George Papaconstantinou, le ministre des finances grec, a déclaré que les dirigeants européens ne sont pas si durs qu'on le prétend. Après tout, ils ont reconnu que la Grèce avait réduit son déficit budgétaire à 7 % du PIB, cette année. « En même temps », poursuit le ministre grec, « ils disent que nous devons faire davantage d'efforts. Nous sommes d'accord ». Papaconstantinou ressemble à un agneau qui, mené à l'abattoir, remercie le boucher pour son sourire accueillant.

Quelle que soit l'option choisie, les conséquences seront les mêmes : la Grèce connaîtra une de coupes budgétaires drastiques et période de chute du niveau de vie des masses – le tout accompagné d'une extrême instabilité politique et d'une intensification de la lutte des classes.

Protestations massives

Le peuple grec a commencé à répondre au chantage des dirigeants européens. Le week-end dernier, il y a eu la plus importante manifestation depuis le début de la crise de la dette grecque. Plus de 150 000 personnes sont descendues dans les rues d'Athènes. D'autres grandes villes du pays ont connu des mobilisations massives. Des milliers de Grecs – jeunes et vieux, en couple ou seuls, travailleurs ou chômeurs – ont investi la place Syntagma, à Athènes. Cette foule pacifique est constituée de gens ordinaires, dont certains sont même venus avec leurs enfants. Ils sont en colère contre les politiciens qui ne sont jamais punis pour leurs actes de corruption, contre les banquiers qui ont provoqué la crise et sont récompensés à coup de milliards, et contre les bureaucrates sans visages qui, de Bruxelles, leur imposent des plans d'austérité drastiques. Bref, ils sont en colère contre l'ensemble du système économique et politique.

Suite à la page (15)

Le dilemme politique de Barack Obama

Par Immanuel Wallerstein

Le président des Etats-Unis est tenu pour être la personne la plus puissante du monde moderne. Ce que Barack Obama découvre à son vif regret, c'est qu'il dispose toujours d'un énorme pouvoir pour faire du mal. Mais il ne dispose pratiquement plus de pouvoir pour faire le bien. Je pense qu'il s'en rend compte et qu'il ne sait pas comment y remédier. Le fait est qu'il ne peut pas y faire grand chose.

Prenons par exemple son plus gros dossier du moment, la deuxième révolte arabe : ce n'est pas lui qu'il l'a lancée ; elle l'a pris par surprise, comme presque tout le monde ; sa réponse immédiate fut de penser, à juste titre, qu'elle mettait grandement en péril l'ordre géopolitique déjà instable de la région. Les Etats-Unis cherchèrent autant qu'ils le purent à limiter les dégâts, à maintenir leur propre position et à rétablir l'« ordre ». On ne peut pas dire qu'ils y soient vraiment réussi. Chaque jour qui passe démontre de toutes les façons possibles que la situation devient plus désordonnée et échappe à leur contrôle.

Barack Obama est par conviction et par caractère le centriste par excellence. Il recherche le dialogue et le compromis entre les « extrêmes ». Il agit après mûre réflexion et ne prend ses grandes décisions qu'avec prudence. Il est favorable à un changement lent et ordonné, un changement qui ne menace pas les fondements d'un système dont il fait non seulement partie mais dont il est la figure centrale consacrée et l'acteur individuel le plus puissant.

On le pousse de toutes parts à sortir de ce rôle. Il continue néanmoins à vouloir le jouer. Il se dit évidemment en son for intérieur : que puis-je faire d'autre ? Le résultat est que d'autres acteurs (y compris ceux qui furent jadis ses alliés obéissants) le défient ouvertement, sans vergogne et sans risquer de sanction, diminuant ce faisant encore son pouvoir.

Nétanyahou s'adresse au Congrès américain et celui-ci applaudit à tout rompre aux absurdités dangereuses et intéressées du Premier ministre israélien comme s'il était George Washington réincarné. Obama a reçu une gifle en pleine figure même si, de fait, en s'adressant auparavant devant le Comité américain pour les affaires publiques d'Israël (AIPAC), il avait déjà retiré de la table sa timide proposition de retenir les frontières israélo-palestiniennes de 1967 comme base d'une solution.

Le gouvernement saoudien a fait très clairement comprendre qu'il ferait tout ce qui est en son pouvoir pour défendre les régimes en place dans le monde arabe. Il est très remonté contre les concessions qu'Obama fait occasionnellement à la rhétorique des « droits de l'homme ». Le gouvernement pakistanais dit très clairement à Obama que si d'aventure ce dernier décidait de durcir sa position, le Pakistan trouverait un ami plus solide en Chine. Les gouvernements russe, chinois et sud-africain ont tous fait savoir très clairement à Obama que si d'aventure les Etats-Unis cherchait à obtenir une action du Conseil de sécurité contre la Syrie, ils ne pourraient compter sur leur soutien ni sans doute même obtenir une majorité simple, écho à l'échec de Bush en 2003 sur la seconde résolution sur l'Irak. En Afghanistan, Karzaï appelle l'OTAN à cesser les attaques lancées par ses drones. Et le Pentagone est mis sous pression pour qu'il se retire d'Afghanistan au motif que cette présence coûte trop cher.



Barack Obama découvre à son vif regret, c'est qu'il dispose toujours d'un énorme pouvoir pour faire du mal

Pour qui craindrait que cet affaiblissement ne concerne que le Moyen-Orient, qu'il se tourne vers le Honduras. Les Etats-Unis avaient quasiment avalisé le coup d'Etat contre l'ancien président Manuel Zelaya. A cause du putsch, le Honduras fut suspendu de l'Organisation des Etats américains (OEA). Les Etats-Unis se démenèrent pour que ce pays retrouve la pleine jouissance de ses droits dans cette organisation au motif qu'un nouveau président avait été officiellement élu. Les gouvernements latino-américains résistèrent à cette idée, Zelaya n'ayant pas été autorisé à revenir et les accusations bidon n'ayant pas été abandonnées.

Que s'est-il ensuite passé ? La Colombie, censée être le meilleur ami des Etats-Unis en Amérique latine, et le Venezuela, réputé être leur bête noire dans la région, se sont rapprochés et ont convenu avec le gouvernement hondurien au pouvoir un retour de Zelaya aux conditions de Zelaya. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a eu un sourire blême devant cette rebuffade de fait pour la diplomatie américaine.

Pour terminer, Obama connaît des soucis avec le Congrès américain sur la guerre en Libye. Selon les dispositions de la loi sur les « pouvoirs de guerre » (War Powers Act), Obama était censé pouvoir engager, sans aval explicite du Congrès, des troupes en Libye pour soixante jours seulement. Les soixante jours sont maintenant passés et il n'y a toujours pas eu de décision du Congrès. La poursuite de l'engagement en Libye est donc clairement illégale mais Obama est incapable d'obtenir l'aval du Congrès. Et pourtant, Obama reste engagé en Libye. Et l'engagement américain pourrait connaître une escalade. Preuve qu'Obama peut faire du mal mais pas le bien.

Pendant ce temps-là, Barack Obama se concentre sur sa réélection. Il a de bonnes chances d'y parvenir. Les Républicains dérivent de plus en plus à droite et, politiquement, il ne fait plus guère de doute qu'ils vont trop loin. Mais une fois réélu, le président des Etats-Unis aura encore moins de pouvoir qu'aujourd'hui. Le monde avance d'un pas rapide. Dans un monde caractérisé par autant d'incertitudes et d'acteurs imprévisibles, l'« élément incontrôlable » (« loose gun ») le plus dangereux se révèle être les Etats-Unis.

Immanuel Wallerstein *Sociologue au Centre Fernand Braudel à l'Université de Birmigham, chercheur au département de sociologie de l'université de Yale*

Mémoire des luttes 14 juin 2011

continued from p(9)

Secretary of State Hillary Clinton on Jan. 17.

Haiti "*requests the United States to assist as needed in augmenting security,*" said the communiqué, providing the rationale for what would be the third U.S. military intervention of Haiti in the last 20 years.

The revelations that US officials in Port-au-Prince did not believe there was, in fact, a security threat to justify a military intervention come in a trove of 1,918 cables made available to *Haïti Liberté* by WikiLeaks.

Deployment First, Authorization Later

After the quake, Haiti's capital Port-au-Prince resembled a warzone. Bodies lay strewn, collapsed buildings spilled into dust-filled streets, while Haitians frantically rushed to dig out survivors crying out from under hills of rubble. Several flattened neighborhoods looked as if they had been destroyed by bombing raids.

But the one element missing from this apocalyptic scene was an actual war or widespread violence. Instead, families sat down in the street, huddled around flickering candles with their belongings. Some wept, some sat in shell-shocked silence, while others sang prayers, wailing for Jesus Christ in Kreyòl, "*Jezi!*"

In the quake's chaotic aftermath, Haitian President René Préval and his prime minister, Jean-Max Bellerive, were out of touch with U.S. government officials for about 24 hours. When they did connect, the Haitian leaders held a 3 p.m. meeting on Jan. 14 with U.S. Ambassador Kenneth Merten, the Jamaican Prime Minister, the Brazilian and EU ambassadors, and UN officials.

President Préval laid out priorities: "*Re-establish telephone communications; Clear the streets of debris and bodies; Provide food and water to the population; Bury cadavers; Treat the injured; Coordination*" among groups amidst the catastrophic destruction, a Jan. 16, 2009 cable explains. Préval did not mention insecurity as a major concern. He did not ask for military troops.

But the same cable reports that "*lead elements of the 82nd Airborne Division arrived today, with approximately 150 troops on the ground. More aircraft are expected to arrive tonight with troops and equipment.*"

The U.S. government had already initiated the deployment of considerable military assets to Haiti, according to the secret State Department cables. At its peak, the U.S. military response included 22,000 soldiers -- 7,000 based on land and the remainder operating aboard 58 aircraft and 15 nearby vessels, according to the Pentagon. The U.S. Coast Guard was also flying spotter aircraft along Haiti's coast to intercept any refugees from the disaster.

A Jan. 14 cable from Secretary of State Hillary Clinton to U.S. embassies and Pentagon commands worldwide said that the U.S. Embassy in Haiti "*anticipates significant food shortages and looting in the affected areas.*" But subsequent dispatches from Ambassador Merten in Haiti repeatedly describe only "*sporadic*" incidents of violence and looting.

In those early post-quake hours, it appears that Préval was reluctant to call in U.S. troops . A Jan. 19 cable reported that a "*radio talk show host blasted President Préval on Signal FM on January 18 for hesitating to authorize the U.S. military to deploy.*"

But Washington wasn't waiting for authorization apparently. In a Jan. 15 cable, Clinton told diplomatic posts and military commands that "*approximately 4,000 U.S. military personnel will be in Haiti by January 16 and 10,000 personnel by January 18.*" However, not until two days later, on Jan. 17, did Clinton and Préval issue the "*joint communique*" in which Haiti requested the U.S. "*to assist as needed in augmenting security.*"

Aware that there would be international dismay about U.S. troops playing a security role, Clinton outlined a series of "*talking points*" for diplomats and military officers in her Jan. 22 cable. She said they should emphasize that "*MINUSTAH, has the primary international responsibility for security,*" but that "*in keeping with President Préval's request to the United States for assistance to augment security, the U.S. is providing every possible support... and is in no way supplanting the UN's role.*"

UN Says It Should Provide Security

In the Jan. 18 meeting between Préval and international officials in Santo Domingo, former Guatemalan diplomat Edmund Mulet, MINUSTAH's new chief, said that his troops "*were capable of providing security*" in the country. (Mulet had flown into Haiti on a Pentagon plane to take over from MINUSTAH chief Hédi Annabi, who was killed with 101 other UN personnel when the Hotel Christopher, which acted as UN headquarters, collapsed in the quake.) Mulet "*insisted that MINUSTAH be in charge of all security in Haiti, with other foreign military forces limited to humanitarian relief operations.*"

In fact, many Haitians looked on in disbelief as heavily armed UN soldiers, after rushing to rescue their own personnel, resumed driving through the devastated capital and its suburbs in armored troop carriers, bristling with the guns. Many Haitians have long resented and denounced the MINUSTAH as a flagrant violation of Haiti's 1987 Constitution and an affront to Haitian sovereignty. The UN troops brandishing guns in front of devastated earthquake victims added insult to injury.

Even before the earthquake, President Préval had called on the UN to change its mission from costly, mostly pointless, and sometimes repressive military patrols to building desperately needed infrastructure. "*Turn your tanks into bulldozers*" Préval pleaded in his 2006 inaugural speech. UN and U.S. officials repeatedly and dismissively rebuffed the request.

After the quake, Brazilian Defense Minister Nelson Jobim and Organization of American States (OAS) Representative to Haiti Ricardo Seitenfus echoed Préval's call. Even Mexico "*sought an unproductive debate on reviewing MINUSTAH's mandate*" at the UN Security Council, a proposal which was thankfully "*avoided,*" a Feb. 24, 2010 cable from the U.S. Mexican Embassy reported.

Even though the UN boosted its force, US troops in and around Haiti eventually outnumbered it by almost 2-to-1, and they remained for six months. Those troops poured into Haiti as U.S. officials fretted about the Haitian police force's ability to reorganize itself and maintain order, the cables show. (At the same time, the cables reported no marked increase in violence.)

But following her boss' "*talking points,*" Cheryl Mills, Clinton's Chief of Staff, "*assured Préval... that the [U.S.] military was here for humanitarian relief and not as a security force,*" explains a Jan. 19 cable.

But that's not what journalists on the ground saw.

On Jan. 19, 2010, *Democracy Now*'s crew along with *Haïti Liberté*'s Kim Ives arrived at the General Hospital around 1 p.m., shortly after troops from the 82nd Airborne Division. There, they found the soldiers, guns in hand, standing behind the hospital's closed main gate. The troops had orders to provide "*security"* by denying entrance to a crowd of hundreds, including injured earthquake victims and family members of patients bringing them food or medicine. "*Watching the scene in front of the General Hospital yesterday said it all,*" said Ives in a *Democracy Now!* interview the next day. "*Here were people who were going in and out of the hospital bringing food to their loved ones in there or needing to go to the hospital, and there were a bunch of... U.S. 82nd Airborne soldiers in front yelling in English at this crowd. They didn't know what they were doing. They were creating more chaos rather than diminishing it. It was a comedy, if it weren't so tragic... They had no business being there.*"

The journalists finally managed to get into the hospital and alerted the hospital's interim director, Dr. Evan Lyon, about the problem. He immediately sent word down that the soldiers should stand down and open the gate. They did, but then assumed positions in the hospital's driveway, continuing to act, among the injured hobbling into the hospital, as a completely unnecessary and unrequested "*security force,*" contrary to what Mills had promised Préval.

The entry point for much of the military personnel and equipment was the capital's Toussaint L'Ouverture Airport. Timothy Schwartz, an anthropologist who has consulted for USAID, rushed into Port-au-Prince the day after the quake to help. "*Ben and I are at the airport, on the tarmac, helping soldiers of the 82nd Airborne load thick, heavy metal plates into the back of my pickup truck,*" he writes in a forthcoming book. "*Then it occurs to me, 'what the hell are these things?'*"

"*'Body armor,' Ben says.*"

Schwartz reflected: "*Fear must be the reason why all this military hardware and these soldiers around us are setting up base camp behind a ten foot fence. Fear must be why they are walking around in the near sweltering heat with 80 pounds of gear strapped to their bodies and machine guns swung over their shoulders.*"

One doctor from Colorado who flew in with colleagues (at their own expense) on Jan. 17 to help the injured was shocked by the military deployment he saw at the airport. "*We need gauze, not guns,*" he told the *Democracy Now* crew.

The enormous influx of U.S. military personnel, weapons and equipment into the airport prompted a chorus of protest from mid-level French, Italian, and Brazilian officials, as well as the aid group Doctors Without Borders. They were outraged that planes carrying vital humanitarian supplies were prevented from landing, or delayed, sometimes for days.

"*We had a whole freaking plane full of the friggin' medicine!*" Douglas Copp, an American rescue worker, exclaimed outside a UN base not long after the quake. The U.S. military, which had taken over the Port-au-Prince airport, would not give clearance for the Peruvian military plane to land. It had to divert to the Dominican capital, 150 miles away. "*In Santo Domingo, we got a bus, and we came into Haiti with just the things we could fit in the bus,*" he said.

Getting the Narrative "Right"

Secretary Clinton brooked no criticism, which was growing worldwide, of the U.S. military's role in the relief effort."*I am deeply concerned by instances of inaccurate and unfavorable international media coverage of America's role and intentions in Haiti,*" she wrote in a stern Jan. 20 message to embassies across the globe. "*It is imperative to get the narrative right over the long term.*"

She asked that Embassies report back to her, "*citing specific examples of irresponsible journalism in your host countries, and what action you have taken in response.*"

In countries all over the world, from Luxembourg to Chile, diplomatic officials scrutinized the media and hit back against criticism of the U.S. military's build-up in Haiti, sending back dozens of detailed reports.

For example, a Jan. 20 cable from Doha describes an Al Jazeera English report on the relief effort's militarization which compared the US-run airport to a "*mini-Green zone.*" This report resulted in a phone call "*during the early morning hours of January 18*" from the U.S. Embassy in Doha to Tony Burman, managing director of Al Jazeera English.

But the airport story was accurate. "*They had taken over the place,*" said Jeremy Dupin, 26, about the U.S. "*joint coordination*" of the airport. After his home had collapsed, Dupin, a Haitian journalist, had wandered the streets for a day until linking up with an Al Jazeera English crew to work as a producer.

"*There were 20,000 soldiers so this was a big move,*" Dupin said. "*We pointed out there were serious problems, and that's why the U.S. didn't like the news, but we told the truth. And if we had to say it again, we would say it again... This wasn't something we just said, it's something we showed with images and footage. I mean, this was the truth.*"

Many cables reported generally positive coverage in their countries. But any instance of negativity towards the United States, no matter how small, was flagged and dealt with. In Colombia, for example, "*the only negative coverage*" was from a newspaper cartoonist who drew "*a colonial soldier planting a U.S. flag on the island of Haiti,*" the Bogota Embassy reported on Jan. 26. "*Post will meet with the cartoonist this week to discuss this cartoon with him and provide information refuting its inference, as well as engage with El Espectador's editor to express our strong concerns.*"

The Buenos Aires Embassy reported on Jan. 26 that the "*pro-government, left-of-center Pagina 12 protests the excessive U.S. troop deployment, noting that ALBA (Bolivarian Partnership for the Americas) voiced its 'concern over the excessive presence of foreign troops without any reason, purpose, venues or time of permanence,' in veiled reference to the U.S. troops.*"

Factory Owners Demand "Security at All Levels"

Back in Haiti, Embassy officials worried that only 30-40% of the police were showing up for duty, while some 4,000 prisoners had escaped from the National Penitentiary. There were "*numerous gang member/leaders*" among the escapees, a Feb. 16 cable noted, but "*many were not hardened criminals and were being held in lengthy pre-trial detention, never having been sentenced.*"

"*The security situation is worsening,*" said a Jan. 18 cable issued just after midnight. "*[E]scaped inmates have formed gangs to kidnap and perpetuate [sic] other crimes.*"

Only nine hours later, however, another dispatch: "*Embassy Port-au-Prince reports security is 'pretty good,' with 'sporadic outbreaks' of violence, despite news stories of a growing number of looters roaming the streets of Port-au-Prince and of gunfire and police using tear gas to disperse crowds.*"

A Jan. 23 cable shows the situation unchanged: "*Embassy Port-au-Prince reports the security situation on the ground remains relatively calm.*"

Many news stories dishonestly described a sensational and imaginary eruption of violence in Haiti. "*Gangs Rule Streets of Haiti,*" CBS reported the day after the quake. On Jan. 19, CNN.com's lead headline was "*Security fears grow in Haiti's tent cities,*" and the caption below, "*with 4,000 convicted criminals on the loose, nothing and no one is safe.*"

But the U.S. Embassy was reporting the opposite. One Jan. 19 cable said that the "*security situation in Haiti remains calm overall with no indications of mass migration towards North America.*" Another Jan. 19 cable said: "*Despite hardships in devastated neighborhoods, residents appear to be calm and civil, though isolated reports of roving armed gangs continue.*" It continued: "*Residents were residing in made-shift [sic] camps in available open areas, and they had not yet received any humanitarian supplies from relief organization. Nonetheless, the residents were civil, calm, polite, solemn and seemed to be well-organized while they were searching for belongings in the ruins of their homes. However, isolated reports continue of roving armed gangs engaged in looting and robbery.*"

The U.S. moved aggressively to beef up the Haitian police (PNH), giving police chief Mario Andrésol "*command and control advice and mentoring*" from Drug Enforcement Agency (DEA) and FBI agents while trying to ensure that Haitian police officers were paid and well-equipped. The DEA advisor was Darrel Paskett, whose first post-quake priority was directing his "*well-armed*" bulletproof-vested DEA agents to guard the U.S. Embassy from "*huge crowds*" of desperate Haitians that might overrun it, FOX News reported. The crowds never materialized. [*http://www.foxnews.com/politics/2010/02/05/law-enforcement-plays-critical-role-haiti-relief-efforts-1485071597/*]

Before the end of the month, three separate State Department cables relayed that "*Canadian Embassy contacts in Port-au-Prince report verbal orders were allegedly given by police leadership to shoot escaped prisoners on sight. UN Civilian Police officers close to prison authorities also heard unconfirmed reports of extra-judicial killings by police.*"

The cables do not identify what action, if any, the PNH's U.S. advisors took to investigate or stop the unlawful killings. Nor is there any mention of the numerous so-called "*looters*" in downtown Port-au-Prince's rubble-filled commercial district who were shot on sight by the Haitian police, like 15-year-old Fabienne Cherisma, who grabbed some paintings from a collapsed structure. [*http://www.guardian.co.uk/world/2010/jan/20/haiti-earthquake-teenager-shot-police*].

Not surprisingly, Haitian business owners were the most worried about security, especially for their factories. Five days after the quake, Ambassador Merten met with representatives of Haiti's business sector, who said "*their major concern is security at all levels, to include security of goods, at marketplaces, and for ports of entry.*" Later, they asked the UN occupation troops "*to provide security for reopened factories, and pledged to reopen in weeks.*" Embassy officers met again with Haitian business leaders one week later.

In a Jan. 26 cable, Merten commented that "*apparel manufacturers in Haiti operate on a high volume, thin margin, low capitalization basis where cash flow is extremely important for the business to survive.*" He relayed a factory owner's suggestion for a $20 million loan to the sector. Days later, he applauded the introduction of legislation in the U.S. Senate "*intended to provide short-term relief to Haiti's apparel sector*" by extending trade preferences.

continued on p(17)

Suite de la page (4)

Les révélations que les représentants des É.-U, sur le terrain à Port-au-Prince, indiquant qu'ils ne croyaient pas qu'il y avait, effectivement, une menace pour la sécurité justifiant une intervention militaire se retrouvent dans une mine de documents constituée par les 1 918 câbles mis à la disposition d'*Haïti Liberté* par WikiLeaks.

Déploiement d'abord, autorisation plus tard

Après le tremblement de terre, la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, avait l'allure d'un champ de bataille. Des corps jonchant le sol, des immeubles écroulés dans les rues envahies par la poussière, tandis que les Haïtiens se précipitaient frénétiquement au secours des survivants qui appelaient à l'aide sous des montagnes de débris. Plusieurs des quartiers dévastés semblaient avoir été détruits par des raids aériens.

Cependant, l'élément manquant à cette scène apocalyptique était une véritable guerre ou une flambée de violence. Au lieu de cela, des familles s'asseyaient dans la rue, regroupées autour de la flamme vacillante d'une bougie avec leurs possessions. Certains pleuraient, ou restaient assis en silence, en état de choc, pendant que d'autres entonnaient des prières, invoquant le nom de Jésus-Christ, en créole *« Jezi ! »*

Dans le chaos qui a suivi le tremblement de terre, le président René Préval, et son Premier ministre, Jean-Max Bellerive, n'ont pas eu de communication avec les responsables du gouvernement des É.-U. pendant environ 24 heures. Lorsqu'ils ont réussi à communiquer, les dirigeants haïtiens ont tenu une réunion à 15 heures le 14 janvier avec l'ambassadeur des É.-U., Kenneth Merten, le Premier ministre jamaïcain, les ambassadeurs brésilien et de l'Union européenne, et des responsables de l'ONU.

Le président Préval a établi ses priorités : *« Rétablir les communications téléphoniques; dégager les rues des débris et des corps; fournir de la nourriture et de l'eau à la population; enterrer les cadavres; soigner les blessés; coordonner »* les groupes au sein de la destruction catastrophique, explique un câble du 16 janvier 2009. Préval n'a pas mentionné l'insécurité comme étant une préoccupation pressante. Il n'a pas demandé d'envoyer de troupes.

Mais le même câble rapporte que *« des éléments avancés de la 82e division aéroportée sont arrivés aujourd'hui, avec environ 150 militaires sur le terrain. D'autres avions doivent arriver ce soir avec des troupes et du matériel »*.

Le gouvernement des É.-U. avait entamé le déploiement de moyens militaires considérables vers Haïti, d'après les câbles secrets du département d'État. À son apogée, la contribution militaire des É.-U. comprenait 22 000 soldats – 7 000 à terre et le reste opérant à bord de 58 avions et 15 vaisseaux à proximité, selon le Pentagone. Plusieurs pilotaient également des appareils de détection pour intercepter tout réfugié du désastre.

Un câble de la secrétaire d'État Hillary Clinton du 14 janvier, destiné aux ambassades des É.-U. et aux centres de commande du Pentagone à travers le monde, dit que l'ambassade des É.-U. en Haïti *« prévoit d'importantes pénuries d'aliments et des pillages dans les zones touchées »*. Cependant, les dépêches subséquentes de l'ambassadeur Merten en Haïti constamment n'indiquent que des incidents de violence et de pillages *« sporadiques »*.

Durant les premières heures qui ont suivi le tremblement de terre, Préval hésitait à faire appel aux troupes des É.-U. Un câble du 19 janvier rapporte qu'*«un animateur de radio a admonesté le président Préval sur les ondes de Signal FM le 18 janvier, pour avoir hésité à autoriser le déploiement militaire des É.-U. »*

Toutefois, Washington n'avait apparemment pas l'intention d'attendre cette autorisation. Dans un câble daté du 15 janvier, Hillary Clinton indiquait aux missions diplomatiques et aux centres de commande militaires qu'*« environ 4 000 membres de l'armée des É.-U. seraient en Haïti dès le 16 janvier et 10 000 le seraient le 18 janvier »*. Cependant, ce n'est que le 17 janvier, après une rencontre tenue le 16 janvier, que Clinton et Préval ont diffusé le *« communiqué conjoint »* dans lequel Haïti demandait aux É.-U. *« d'apporter leur aide pour augmenter la sécurité »*.

Consciente que, sur la scène internationale, les militaires des É.-U. seraient mal perçus dans le rôle de gardiens de la paix, Clinton a décrit une série de *« points de discussion »* à l'intention des diplomates et des officiers militaires dans son câble daté du 22 janvier. Elle leur communiquait que l'accent devrait être mis sur le fait que c'est *« la MINUSTAH qui a en priorité la responsabilité internationale de la sécurité »*, mais que *« pour répondre à la demande du président Préval auprès des É.-U. pour l'envoi de troupes pour aider à améliorer la sécurité, les É.-U. souhaitent apporter tout le soutien possible ... et ne supplantant d'aucune façon le rôle de l'ONU »*.

L'ONU souhaite fournir la sécurité

Lors de cette première réunion du 18 janvier entre Préval et des fonctionnaires internationaux , l'ancien diplomate du Guatemala, Edmond Mulet, nouveau chef de la MINUSTAH, a dit que ses troupes *« étaient en mesure d'assurer la sécurité »* dans le pays (Mulet venait d'arriver à bord d'un appareil du Pentagone le jour précédent pour remplacer le chef de la MINUSTAH, Hédi Annabi, mort enseveli sous les décombres de l'Hôtel Christopher avec 101 autres employés de l'ONU lors du tremblement de terre). Mulet *« a insisté pour que la MINUSTAH ait la responsabilité de toute la sécurité en Haïti, limitant la tâche des autres militaires aux secours humanitaires »*.

Effectivement, de nombreux Haïtiens furent stupéfaits de voir les soldats de l'ONU poursuivre leur promenade dans la capitale et ses banlieues, à bord de blindés bardés d'armes à feu, après avoir volé au secours de leurs propres employés. Nombreux sont les Haïtiens qui, depuis longtemps, ne supportent pas la présence de la MINUSTAH et la dénoncent comme une violation flagrante de la Constitution de 1987 d'Haïti et un affront à la souveraineté haïtienne. Les troupes de l'ONU brandissant des armes à feu face aux victimes désemparées du tremblement de terre, ont ajouté l'insulte à l'injure.

Même avant le tremblement de terre, le président Préval avait appelé l'ONU à délaisser l'aspect de sa mission qui a trait aux patrouilles coûteuses, pour la plupart vaines et parfois répressives, au profit des besoins criants en matière d'infrastructure. *« Transformez vos tanks en bulldozers »* suppliait Préval lors de son discours d'inauguration en 2006. Des responsables de l'ONU et des É.-U. ont systématiquement balayé cette demande du revers de la main.

Après le tremblement de terre, le ministre brésilien de la Défense, Nelson Jobim, et le diplomate de l'Organisation des États américains (OEA), Ricardo Seitenfus, ont fait écho à la demande de Préval. Même le Mexique *« souhaitait un débat inutile sur l'examen du mandat de la MINUSTAH »* au Conseil de sécurité de l'ONU, une proposition qui, heureusement, *« a été évitée »* rapporte un câble du 24 février de l'ambassade des É.-U. au Mexique.

Bien que l'ONU ait augmenté sa force, les soldats des É.-U. postés en Haïti ou à proximité l'ont finalement supplantée au nombre de près de 2 pour 1, et ils sont restés pendant six mois. Ces troupes ont afflué en Haïti au moment où les fonctionnaires des É.-U. doutaient de la capacité de la force de police haïtienne à se réorganiser et à maintenir l'ordre, démontrent les câbles. (Au même moment, les câbles ne font état d'aucune augmentation marquée de la violence).

Par, contre, pour respecter les *« arguments »* de son patron, Cheryl Mills, chef de cabinet de Clinton, *« a assuré à Préval... que l'armée [des É-U.] était sur place pour l'aide humanitaire et non pas dans le rôle d'une force de sécurité »*, explique un câble du 19 janvier.

Mais ce n'est pas ce que les journalistes ont observé sur le terrain. Le 19 janvier 2010, l'équipe de *Democracy Now*, accompagnée de Kim Ives d'*Haïti Liberté*, est arrivée à l'Hôpital général vers 13 heures, peu après les militaires de la 82e division aéroportée. Là, ils ont aperçu les soldats, armes à la main derrière les portes fermées de l'entrée principale. Les troupes avaient eu pour instruction d'assurer la *« sécurité »* en barrant le chemin à une foule de centaines de personnes, dont des victimes blessées du tremblement de terre et des membres des familles des patients transportant des vivres et des médicaments. *« La scène observée devant l'Hôpital général hier veut tout dire »*, a dit Ives dans une entrevue accordée à *Democracy Now!* le jour suivant. *« Il s'agissait de gens qui entraient et sortaient de l'hôpital, apportant des vivres à leurs proches qui se trouvaient à l'intérieur ou qui avaient besoin de soins, et il y avait ce groupe de... soldats de la 82e division aéroportée à l'avant, qui criaient en anglais vers la foule. Ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient. Ils contribuaient plus au chaos qu'ils n'y remédiaient. Il aurait pu s'agir d'une comédie, si ce n'était pas si tragique... Ils n'avaient pas d'affaire là »*.

Les journalistes ont finalement réussi à entrer dans l'hôpital pour avertir le directeur intérimaire, Dr. Evan Lyon, de ce problème. Il a immédiatement fait demander que les soldats suspendent leur siège et ouvrent le portail. Ils ont obtempéré, puis, allant à l'encontre de la promesse de Mills à Préval, ont immédiatement repris position dans l'allée d'entrée des véhicules de l'hôpital, maintenant leur rôle de force de sécurité parfaitement inutile parmi les blessés qui entraient dan l'hôpital en claudiquant.

Le point d'entrée pour une grande partie du personnel militaire et du matériel a été l'aéroport Toussaint Louverture, le seul aéroport de la ville. Timothy Schwartz, un anthropologue qui a offert des conseils à l'USAID, s'est précipité à Port-au-Prince le jour après le séisme pour aider. *« Ben et moi étions à l'aéroport sur l'aire de trafic, nous aidions les soldats de la 82e division aéroportée à charger des plaques métalliques épaisses et lourdes à l'arrière de ma camionnette »*, écrit-il dans un livre à paraître. *« Puis je me suis demandé, 'qu'est-ce que c'est que ces trucs ?' »*.

« 'Du blindage corporel' » dit Ben ». Schwartz se dit que c'est : *« probablement la peur qui pousse les soldats à établir leur camp avec tout ce matériel militaire derrière une clôture de dix pieds. Ce doit être la peur qui les motive à se promener dans la chaleur étouffante avec près de 80 livres de matériel sur eux, mitraillettes à l'épaule »*.

Un médecin du Colorado qui s'est rendu sur place avec des collègues (à leurs frais), le 17 janvier, pour aider les blessés, a été choqué par le déploiement militaire dont il a été témoin à l'aéroport. *« Il nous faut des pansements, pas des armes à feu »*, a-t-il dit à l'équipe de *Democracy Now.*

L'afflux massif de personnel, d'armes et de matériel militaires des É.-U., a provoqué de vives protestations de la part de responsables intermédiaires français, italiens et brésiliens, et du groupe d'aide humanitaire Médecins sans frontières. Ils ont été outrés que des avions transportant des fournitures humanitaires essentielles aient été empêchés d'atterrir ou retardés, parfois pendant des jours.

*« Nous avions tout un bordel d'avions rempli de putains de médicaments ! »*a dit Douglass Copp, un secouriste des É.-U., à l'extérieur d'une base de l'ONU, peu après le tremblement de terre. Les militaires des É.-U., qui avaient pris le contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince ne voulaient pas donner l'autorisation d'atterrir à l'avion militaire péruvien. Celui-ci a dû être redirigé vers la capitale de la République dominicaine, 250 km plus loin. *« À Santo Domingo, nous avons pris un bus, puis nous sommes entrés en Haïti uniquement avec ce que nous avons pu transporter dans le bus »*, s'est-il exclamé.

Bien ficeler la trame de l'histoire

Face à la réprobation mondiale croissante, la secrétaire d'État Clinton n'admettait cependant aucune critique du rôle des soldats des É.-U. dans le cadre des efforts humanitaires. *« Je suis profondément préoccupée par des exemples de couverture médiatique internationale inexacts et défavorables quant au rôle et aux intentions de l'Amérique en Haïti »* a-t-elle écrit dans un message intransigeant daté du 20 janvier et destiné aux ambassades partout dans le monde. *« Il importe de bien ficeler la trame de l'histoire sur le long terme »*.

Elle a exigé des ambassades qu'elles lui rapportent des *« exemples spécifiques de journalisme irresponsable dans vos pays hôtes, et les actions entreprises en réponse »*.

De par le monde, du Luxembourg au Chili, les représentants diplomatiques ont minutieusement examiné les médias et riposté contre les critiques concernant l'alignement des forces militaires des É.-U. en Haïti, faisant parvenir des douzaines de rapports détaillés.

Par exemple, un câble daté du 20 janvier provenant de Doha raconte la façon dont un reportage percutant de la section en anglais d'*Al Jazeera* décrit la militarisation de l'effort humanitaire et compare l'aéroport sous contrôle des É.-U. à une *« mini Zone verte »* (comme à Bagdad). Ce rapport a donné lieu à un coup de fil *« aux petites heures du matin le 18 janvier »* de l'ambassade des É.-U. de Doha à Tony Burman, directeur chez Al Jazeera.

Le récit de l'aéroport était véridique. *« Ils avaient pris le contrôle de l'endroit »* a dit Jeremy Dupin, 26 ans, en parlant de la *« coordination conjointe »* de l'aéroport. Après l'écroulement de sa maison, Dupin, un journaliste haïtien, a erré dans les rues jusqu'à ce qu'il rencontre une équipe d'*Al Jazeera* et se mette à travailler comme producteur.

« Il y avait 20 000 soldats, alors c'était, vous savez, une grosse affaire » a dit Dupin. *« Je crois que nous avons indiqué qu'il existait d'importants problèmes, et c'est là la raison pour laquelle les É.-U. n'ont pas apprécié la couverture, mais nous avons dit la vérité. Et, si c'était à refaire, nous le referions »*.

« Impossible de dire pourquoi c'était à ce point militarisé, mais c'était totalement militarisé » a-t-il conclu. *»Il ne s'agit pas là d'une simple affirmation, nous en avons fourni la preuve par les images. Je veux dire que c'était la vérité. »*

Plusieurs câbles ont signalé une couverture presque universellement favorable dans les pays hôtes des ambassades des É.U. Mais tout témoignage négatif à l'encontre des É.-U, même le plus insignifiant, était signalé et les mesures nécessaires étaient mises en œuvre. En Colombie, par exemple, *« la seule couverture négative »* provenait du caricaturiste d'un journal qui a dessiné *« un soldat colonial hissant le drapeau des É.-U. sur Haïti »*, a rapporté l'ambassade à Bogota le 26 janvier. *« La mission rencontrera le caricaturiste cette semaine* pour *discuter de cette caricature avec lui et fournir des informations pour réfuter son insinuation, et s'entretiendra également avec le rédacteur d'*El Espectador *pour lui faire part de nos fortes préoccupations. »*

L'ambassade de Buenos Aires a rapporté le 26 janvier que le quotidien *« pro-gouvernemental de centre gauche, Pagina 12, dénonçait le déploiement excessif de troupes des É.-U., notant que l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les Amériques) a exprimé son 'inquiétude quant à la présence en nombre excessif de troupes étrangères sans raison, sans but, sans lieux spécifiques ou durée de mandat', en faisant une allusion à peine voilée à la présence militaire des É.-U. »*.

Protéger les manufactures

En Haïti, les responsables de l'ambassade s'inquiétaient de ce que seulement 30 à 40 % des policiers se présentaient au travail, alors que quelques 4 000 prisonniers s'étaient évadés du Pénitencier national. De *« nombreux membres et chefs de gangs »* étaient du nombre, a remarqué un câble du 16 février, mais *« la plupart ne sont pas des criminels endurcis et étaient soumis à une détention préventive prolongée, sans jamais avoir été condamnés »*.

« La situation sécuritaire s'aggrave » dit un câble du 18 janvier envoyé peu après minuit. *« Des prisonniers évadés ont formé des gangs pour s'adonner au kidnapping et commettre d'autres crimes. »*

À peine neuf heures plus tard, une autre dépêche : l'*« ambassade de Port-au-Prince rapporte que la sécurité 'est assez bonne', avec des 'flambées de violence sporadiques', malgré les nouvelles concernant un nombre croissant de pillards arpentant les rues de Port-au-Prince, les coups de feu et les policiers recourant au gaz lacrymogène pour disperser les foules »*.

Un câble du 23 juin montre que la situation n'a pas changé : *«L'ambassade de Port-au-Prince rapporte que la situation sécuritaire sur le terrain demeure relativement calme. »*

De nombreux reportages ont décrit de façon malhonnête une éruption sensationnelle et imaginaire de violence en Haïti. *« Les gangs règnent dans les rues d'Haïti »*, a rapporté CBS le jour après le tremblement de terre. Le 19 janvier, *CNN.com* titrait en 'une'que *« les craintes quant à la sécurité augmentent dans les camps de tentes en Haïti »*, accompagné de la légende en-dessous : *« Avec 4 000 condamnés en liberté, rien ni personne n'est à l'abri. »*

Mais l'ambassade des É.-U. rapportait le contraire. Un câble daté du 19 janvier dit que *« la situation sécuritaire en Haïti demeure calme dans l'ensemble et il n'y a aucun signe d'une é migration massive vers l'Amérique du Nord »*. Un autre câble du 19 janvier dit : *« Malgré les difficultés dans les quartiers dévastés, les résidents semblent calmes et font preuve de civisme, bien qu'il continue d'y avoir des rapports isolés concernant des gangs armés. »* Le câble poursuit : *« Les résidents logeaient dans un camp de fortune dans les étendues disponibles, et ils n'avaient encore reçu aucun matériel de secours de la part des organisations humanitaires. Néanmoins, les résidents ont fait preuve de civisme et étaient calmes, polis, résignés et paraissaient bien organisés au cours des recherches pour leurs biens dans les ruines de leurs maisons. Par ailleurs, il continue à y avoir des rapports isolés de gangs armés s'adonnant au pillage et au vol. »*

Les É.-U. n'ont pas lésiné sur les moyens pour renforcer la Police d'Haïti (PNH), offrant au chef de police, Mario Andrésol, *« des conseils et un mentorat sur le commandement et le contrôle »* de la Drug Enforcement Agency (DEA) et d'agents du FBI, tout en essayant de s'assurer que les policiers haïtiens soient rémunérés et bien équipés. Le conseiller de la DEA, Darrel Paskett, dont la principale priorité tout de suite après le séisme, était de diriger ses hommes *« lourdement armés »* et vêtus de gilets pare-balles pour protéger l'ambassade des États-Unis *« des foules nombreuses »* d'Haïtiens désespérés qui tenteraient de pénétrer dans l'enceinte, a rapporté FOX News. Les foules ne se sont jamais matérialisées. [Lien : *http://www.foxnews.com/politics/2010/02/05/law-enforcement-plays-critical-role-haiti-relief-efforts-1485071597/*].

Avant la fin du mois, trois différents câbles du département d'État ont mentionné que *« des contacts à l'ambassade canadienne de Port-au-Prince rapportent que des consignes ont été données verbalement par les dirigeants de la police pour que les prisonniers évadés soient abattus à vue. Des policiers en civil de l'ONU proches des autorités carcérales ont également eu vent de rapports non confirmés d'exécutions extrajudiciaires par la police »*.

Les câbles n'identifient pas quelles mesures, le cas échéant, les conseillers des É.-U. de la PNH ont prises pour enquêter sur ces homicides illégaux ou y mettre fin. Il n'y a également aucune mention des nombreux soi-disant *« pillards »* dans les décombres de la zone commerciale du centre-ville de Port-au-Prince abattus à vue par la police haïtienne, comme Fabienne Cherisma, 15 ans, qui a pris un tableau dans une structure effondrée. [*http://www.guardian.co.uk/world/2010/jan/20/haiti-earthquake-teenager-shot-police*].

Naturellement, les propriétaires d'entreprises haïtiens étaient les plus préoccupés par la sécurité, surtout celle de leurs manufactures. Cinq jours après le tremblement de terre, l'ambassadeur Merten a rencontré des représentants du secteur des affaires d'Haïti qui lui ont dit que leur *« principale préoccupation était la sécurité à tous les niveaux, incluant celle des biens, dans les marchés, et pour les ports d'entrée »*. Par la suite, ils ont demandé aux

Suite à la page (19)

Suite de la page (8)

La Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), chargée d'assurer le relèvement d'Haïti après le 12 janvier 2010, serait une instance appelée à diriger les interventions dans ce domaine. Selon la loi qui l'a créée elle a des objectifs comme « d'assurer la planification stratégique, la coordination et la mise en œuvre de ressources provenant des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, des organisations non gouvernementales et du secteur des affaires… » mais au moins au Champ de Mars elle n'a pas délivré la marchandise.

D'après Emmanuel Gay de l'OIM, instance responsable de la coordination des acteurs humanitaires dans les camps, son organisation n'intervient dans le secteur du logement qu'après de graves intempéries ou dans d'autres situations catastrophiques.« *Aussitôt que le besoin se fait sentir on fait appel à nous et nous répondons surtout à des situations de crise, par exemple en période pluvieuse, nous aidons les personnes les plus vulnérables en leur permettant de sécuriser leurs ab*ris, » a-t-il expliqué à AKJ.

Gay avance en outre que l'OIM envisage de travailler sur un « plan de retour pour les sinistrés » mais a confié « on n'en est pas encore là. » Difficile de comprendre ce qui retarde à ce point l'exécution d'un supposé plan de retour pour des sans abris qui ont déjà vécu près de 17 mois dans des conditions si avilissantes.

Le représentant de l'OIM a également fait allusion à l'une des raisons possibles de ce retard: « *Je crois qu'il y a un projet gouvernemental de construction de logements sociaux au Fort National auquel plusieurs des sans abris* [de Champ de Mars] *ont souscrits mais je ne dispose pas de beaucoup de détails dessus.* »

Peut-être ce projet est la raison pour laquelle aucune organisation ne travaille sur la question au Champ de Mars ?

Le projet fantôme de Fort National

En effet, Gay faisait allusion à un projet de logements sociaux que le gouvernement a tenté de lancer le 12 janvier 2011. Cependant, le ministre des Affaires Sociales, Gérald Germain, a été accueilli à coups de pierres et de tessons de bouteilles par des citoyens furieux de ce quartier situé à moins d'un kilomètre du palais.« *Nous voulons des explications, nous voulons savoir comment l'Etat compte aider les gens qui, bien avant le 12 janvier, vivaient dans des conditions infrahumaines. C'est inacceptable en plein 21e siècle*! » a dit l'un d'eux à l'agence en ligne AlterPresse.

D'après le ministre sortant de l'Economie et des Finances, Ronald Baudin, le projet avance mais il n'est pas encore au stade d'exécution.« Une partie du financement est déjà disponible, les plans sont faits… les maquettes ont déjà été produites. Il ne reste qu'à libérer les sites pour entamer les travaux qui doivent permettre la réalisation de ce projet immobilier », a-t-il dit à AKJ.

Notice remis par des responsables gouvernementaux aux résidents le 12 janvier 2011.

Par contre, à en croire une autorité de la CIRH, le projet n'est pas certain. Priscilla Phelps, la Conseillère Principale pour le Logement et les Quartiers au sein de la CIRH s'est exprimée dans un article d' AlterPresse le 12 janvier 2011: « Il reste beaucoup de questions à clarifier… Le projet doit être passé au crible. Il est assez cher. » Questionné plus récemment, Jean-Christophe Adrian, Coordonateur des Programmes en Haïti pour UN-HABITAT qui dirige actuellement le Cluster Logement, dit la même chose. D'après lui, le projet est dans une véritable impasse.« *Je ne suis au courant d'aucun progrès*, » a-t-il lâché à AKJ.

Adrian se souvient pourtant des rencontres qui avaient lieu presque tous les jours au Palais National sur des planifications, visant l'évacuation du Champ de Mars et un retour des sinistrés dans leurs quartiers d'origine. « C'était une initiative du Président Préval, » reconnait-il et selon lui les agences étaient très enthousiastes pour la réussite de ce projet pilote et se sont accordées sur le fait que « la seule solution est de permettre aux gens de retourner à leurs quartiers. »

Cependant les rencontres et les discussions ont soudainement été interrompues.

« *Bon, on n'a pas toute l'information mais, en fait … d'après ce que j'ai pu comprendre, la décision qui a été prise était celle de faire un grande opération sur Fort National,* » s'est rappelé Adrian.

A l'instar de Phelps, Adrian ne pense pas que de grands projets de logements sociaux soient la meilleure solution. L'une des raisons est que, historiquement, c'est souvent la seule classe moyenne qui en bénéficie.

Ayiti Kale Je s'est tourné vers le maire de Port-au-Prince Muscadin Jean Yves Jason à qui il a été demandé des informations sur les interventions en faveur des réfugiés du Champ de Mars qui sont, après tout, des résidents de sa commune.

Selon ses révélations, la mairie n'a jamais été impliquée dans le projet de Fort National.« *C'était une position en faveur de la plateforme présidentielle Inite en vue de courtiser l'électorat du Bel Air* » a revendiqué le maire dans une entrevue réalisée par courrier électronique.

En outre, Jason informe avoir tenté de libérer quelques places le 12 mai dernier soit deux jours avant l'investiture du nouveau chef d'état, mais sans succès, regrette-t-il. Il indique également avoir sa propre proposition sur l'établissement de logements sociaux à Morne à Cabrit, montagne sèche située au nord est de la capitale. Ce projet pilote, a-t-il dit, destiné à 6 000 familles est évalué à $76,065,000 dollars US (US$12,677.50 par famille).

Le nouveau président, Michel Martelly, récemment a fait circuler un document intitulé « Fermeture de six camps prioritaires au travers du lancement de la reconstruction définitive . » Les camps du Champ de Mars ne figurait pas parmi ces six camps dits « prioritaires ».

Personne ne peut prétendre avoir la vérité sur la durée qu'auront passée ces citoyens dans cette situation à peine descriptible. Mais une vérité n'échappe à personne : si un héros est quelqu'un qui « se distingue par ses actions » ou « qui tient le rôle principal dans une histoire, » comme les dictionnaires disent, plusieurs acteurs – dont des ONG, des agences des Nations Unies, les maires, des ministres et la CIRH entre autres – agissent de manière presque contraire aux yeux des occupants du camp du Champ de Mars.

Peut-être les sans-abri sont les vrais héros. Chaque jour ils luttent pour leur survie contre les pluies, le choléra, le manque de toilettes, attendant maisons, écoles, emplois et peut-être même de l'espoir.

Les étudiants du ***Laboratoire du Journalisme****, de l'Université d'Etat d'Haïti, ont collaboré à cette série.*

Port-au-Prince, 9 juin 2011

Crise et mobilisations

Suite de la page (12)

La plupart ne sont pas des militants. Ils n'ont pas d'expérience de la politique et de la lutte des classes. La colonne vertébrale est constituée par des jeunes, souvent diplômés, qui ne trouvent pas d'emploi. Dans cette foule, certains brandissent le drapeau grec. Dans des groupes « de gauche », cela a été interprété comme la marque d'un nationalisme réactionnaire. Dans un mouvement aussi massif, il est inévitable qu'il y ait des éléments réactionnaires. Mais il serait complètement erroné de penser que le fait de brandir un drapeau grec est synonyme de réaction. Le spectacle écoeurant des bandits de Bruxelles qui prennent la Grèce en otage et bafouent le droit démocratique des Grecs à choisir leur propre avenir – ce spectacle est une insulte à la fierté du peuple grec, qui exprime son indignation en brandissant le drapeau grec. Mais derrière leur haine de Bruxelles, il y a surtout la haine des banquiers, des riches et des parasites de tous les pays – Grèce comprise.

Les manifestations à Syntagma et d'autres villes du pays sont l'expression d'un mécontentement généralisé contre les partis politiques existant, y compris les partis de gauche. Cela vaut également pour les syndicats. On a vu exactement le même phénomène en Espagne. Mais cela ne signifie pas que ces manifestants sont apolitiques ou anarchistes. Cela révèle un profond mécontentement à l'égard d'appareils bureaucratiques qui ont depuis longtemps cessé de représenter les idées et les aspirations des masses.

Face au programme d'austérité du gouvernement, les dirigeants syndicaux grecs ont organisé une série de grèves générales de 24 heures. Mais une grève de 24 heures n'est qu'une démonstration de force. Elle permet de faire sentir aux masses leur propre force collective. C'est très important, bien sûr, mais en soi cela ne peut pas suffire.

Dans certaines conditions, une grève de 24 heures peut faire reculer un gouvernement. Mais ce n'est pas le cas dans le contexte actuel. La crise du capitalisme grec est trop profonde pour que des grèves ponctuelles puissent avoir de sérieux effets. Le gouvernement attend simplement que la grève se termine – et poursuit sa politique. Pire : il arrive que les dirigeants syndicaux se servent des ces grèves de 24 heures comme de valves de sécurité pour relâcher un peu la pression qui s'accumule au sein du mouvement ouvrier – avant de signer un accord avec le gouvernement.

En Grèce, les appels à des grèves générales de 24 heures ont fini par mobiliser de moins en moins de monde. C'était inévitable, dans la mesure où le gouvernement ne cédait rien. Les travailleurs se disent : « on a fait ce qu'on a pu pour faire reculer le pouvoir, mais ça n'a servi à rien ». Ils finissent par considérer les grèves de 24 heures comme une perte de temps (et de salaire) inutile. Ils ne répondent plus aux appels. Alors, le gouvernement et les patrons reprennent l'offensive.

Grève générale

La pression doit s'exercer sur les syndicats pour qu'ils mobilisent toute la puissance du mouvement ouvrier grec. Il faut passer à l'action ! La seule issue est dans une mobilisation massive dans tout le pays. D'ores et déjà, des travailleurs d'entreprises menacées de privatisation ont fait grève. C'est correct, mais ce n'est pas assez. Le mouvement de grève doit être généralisé. Les syndicats doivent immédiatement appeler à une grève de 48 heures ! [1] Après quoi, si le gouvernement refuse de reculer, il faut fixer une date pour une grève générale illimitée.

Une assemblée populaire de 2 à 3000 personnes, place Syntagma, a approuvé un appel à une grève générale politique. Dans le contexte actuel, la revendication d'une grève générale politique et illimitée est une revendication correcte. Mais soyons clairs. Autant une grève de 24 heures est une démonstration de force, autant une grève générale illimitée pose la question du pouvoir. Elle pose la question : « qui doit diriger la société ? Les travailleurs ou les capitalistes ? »

L'idée d'assemblées populaires se répand. Cela exprime la nécessité de donner au mouvement de masse une forme organisée. De nombreuses assemblées ont été constituées dans des quartiers ouvriers d'Athènes. C'est exactement ce qui est nécessaire ! Un tel mouvement a le potentiel pour renverser l'ordre établi, à une condition : qu'il soit dirigé par des éléments authentiquement révolutionnaires. Ici, la confusion inhérente à un mouvement spontané peut jouer un rôle très négatif. Ceux qui pensent qu'il est possible de réformer le système s'efforceront de cantonner ces assemblées à des groupes de discussion réformistes où rien n'est jamais décidé.

Pour que les comités d'action se développent pleinement, ils doivent être liés au plan local, régional et national. Ils doivent se donner comme objectif clair la préparation d'actions de masse culminant dans une grève générale de tout le pays. Une conférence nationale de délégués devrait être convoquée le plus tôt possible pour discuter d'une action nationale. Une telle conférence serait beaucoup plus représentative du peuple que le gouvernement actuel, qui est complètement discrédité.

D'ores et déjà, une couche des manifestants parvient aux bonnes conclusions politiques. Ils avancent des mots d'ordre corrects tels que « partager le travail pour lutter contre le chômage » (nous ajoutons : sans baisse de salaire), ou « confisquer les logements vides » au bénéfice des mal-logés. Ce sont d'excellentes revendications qui devraient être concrétisées et généralisées de façon à inclure l'expropriation des banques et des principales industries, sous le contrôle des salariés.

Une revendication immédiate permettrait d'unifier le mouvement et d'entraîner de larges couches de la population : le refus de payer la dette étrangère. Pas un euro pour les parasites internationaux ! Mais cette revendication mène logiquement à une autre : l'expropriation des banques grecques et la centralisation de tout le crédit entre les mains de l'Etat.

Aucun des problèmes du peuple grec ne pourra être résolu sous la dictature des banquiers et des capitalistes. Antonis Papaioannou, un étudiant de 20 ans, explique que le plan d'austérité a frappé l'éducation nationale. Dans son établissement, les mesures d'économies budgétaires ont abouti à des coupures d'électricité et même des pénuries de papier. Des enseignants ont fait grève pour protester contre le non-paiement de leurs salaires. « Je suis indigné parce que le gouvernement ne fait qu'une chose : presser le peuple au maximum sans dépenser d'argent dans l'éducation », explique le jeune homme. Il ajoute : « Le gouvernement représente le grand capital grec, pas le peuple grec ».

C'est le cœur du problème. Le renversement révolutionnaire du capitalisme est le seul moyen de résoudre la crise – en Grèce comme dans le reste du monde. Ce qui se passe en Grèce et en Espagne montre qu'un puissant mouvement se développe dans plusieurs pays. Dès qu'il sera armé avec le programme et les perspectives nécessaires, rien ne pourra l'arrêter.

Notes

[1] Dans les traditions du mouvement ouvrier grec, la grève de 48 heures est un mot d'ordre courant.

La Riposte 1er juin 2011

Des centaines de boat people meurent en Méditerranée

Le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti) va déposer plainte contre l'OTAN, l'Union européenne et les pays de la coalition en opération en Libye



Le Gisti va déposer plainte contre l'OTAN, l'Union européenne et les pays de la coalition en opération en Libye »

Face aux centaines de naufrages mortels en Méditerranée, peut-on se contenter de dénoncer le silence assourdissant dans lequel des vies disparaissent à nos portes ? Doit-on se résoudre à l'impuissance devant des politiques migratoires auxquelles on ne pourrait rien changer ? Ces noyé·e·s ne sont pas les victimes de catastrophes naturelles, mais de décisions politiques mises en œuvre par des exécutants dont les responsabilités doivent être pointées. Devant ces atteintes au droit le plus fondamental – le droit à la vie – il faut que des procédures soient engagées et que justice soit rendue. Il faut mettre fin à cette hécatombe.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a dénombré à la fin de mai quelque 1 500 victimes de noyade parmi les boat people qui, depuis février dernier, s'efforcent de gagner l'Europe à partir des côtes du Maghreb et du Machrek.

Ces drames ne font que s'ajouter à tous ceux qui se déroulent, dans l'indifférence, depuis plus de vingt ans ; Fortress Europe enregistre 17 317 décès documentés depuis 1988. Mais combien d'autres victimes invisibles de la politique européenne de lutte contre l'immigration qu'elle appelle illégale ?

De ces naufrages, des épaves transformées en cercueils flottants d'hommes, de femmes et d'enfants morts d'épuisement, de faim et de soif après de longues dérives en mer, l'opinion a pris l'habitude. Elle a pu croire à leur caractère inéluctable. Elle a pu ignorer que les équipements anti-migratoires de l'agence européenne Frontex étaient forcément les témoins de nombre de ces drames, en Méditerranée comme ailleurs…

Mais la donne a changé depuis qu'une coalition internationale et les forces de l'OTAN interviennent en Libye. Aujourd'hui, awacs, drones, avions, hélicoptères, radars et bâtiments de guerre surveillent tout ce qui bouge en Méditerranée. Ils ne peuvent pas ne pas voir les bateaux des exilés originaires d'Afrique subsaharienne qui cherchent à fuir la Libye. Ils ne peuvent pas ne pas voir lorsque, de Tunisie, du Maroc ou d'Algérie, des jeunes sans espoir s'entassent dans une embarcation fragile pour gagner l'Italie ou l'Espagne.

En n'intervenant pas, ils se rendent coupables de non-assistance à personne en danger. Ceci ne peut rester impuni.

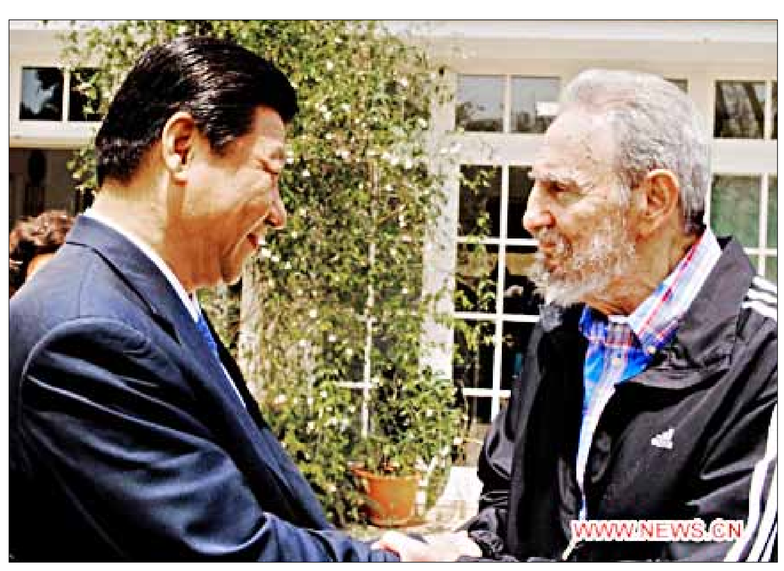
Les États puissants de la planète se sont mobilisés militairement pour, disent-ils, empêcher le massacre de populations civiles et mettre en œuvre « la responsabilité de protéger » dont l'ONU est garante. Mais la responsabilité de protéger ne passe-t-elle pas aussi par le respect du droit maritime, des conventions internationales en matière de sauvetage en mer et des textes sur la protection des réfugiés ?

Nous ne pouvons plus contempler les images de corps ramenés à terre après des naufrages, ou apprendre par des survivants combien de personnes étaient à bord d'un bateau disparu en mer. Nous voulons savoir qui sont les responsables de ces morts : l'Union européenne ? l'agence Frontex ? l'OTAN ? les États de la coalition formée en Libye ?

C'est pourquoi le Gisti s'apprête à lancer - avec ceux qui voudront s'associer à cette démarche - une campagne de plaintes, sur la base d'éléments recueillis auprès de victimes et de témoins de ces drames. À l'heure des révolutions arabes, les États européens ne peuvent plus continuer à considérer les boat people comme des vies sans valeur. La Méditerranée doit cesser d'être le champ de bataille de la guerre aux migrants pour redevenir un espace de droits et de solidarités.

Communiqué du GISTI, 9 juin 2011
La revolucionvive 11 juin 2011

Chine-Cuba : le vice-président Xi Jinping rencontre Fidel Castro



Le vice-président chinois, Xi Jinping, a rencontré le 6 juin à La Havane le leader révolutionnaire cubain Fidel Castro

« Vous êtes le fondateur de la cause révolutionnaire et socialiste de Cuba, profondément aimé par le peuple cubain et respecté par le peuple chinois », a indiqué M. Xi à M. Castro, âgé de 85 ans.

Sous la direction de M. Castro depuis plus d'une moitié de siècle, le peuple cubain a fermement sauvegardé sa souveraineté et sa sécurité, mené une lutte active pour créer un environnement externe favorable, fait tous ses efforts pour promouvoir le développement économique et social, pour remporté un succès durement gagné dans l'édification du pays, a rappelé M. Xi. Ce dernier a fait l'éloge de la consolidation et de l'expansion constantes des relations amicales sino-cubaines, affirmant que les deux pays sont devenus des amis, camarades et partenaires dignes de confiance. «Dans les nouvelles circonstances, la Chine continue à adhérer au principe d'amitié à long terme entre la Chine et Cuba», a affirmé M. Xi. «La Chine est prête à renforcer les échanges de haut niveau, approfondir la coopération amicale dans tous les domaines, partager l'expérience en matière de gouvernance et de l'édification du parti, afin d'enregistrer de nouveaux progrès, aux côtés de Cuba, dans la promotion des relations coopératives mutuellement bénéfiques entre la Chine et Cuba», a souligné M. Xi.

Fidel s'est dit ravi d'apprendre que M. Xi était parvenu à d'importants consensus avec le dirigeant cubain en cours, Raul Castro, sur l'approfondissement de la coopération réciproquement avantageuse et pratique sur tous les plans ainsi que la promotion du développement des relations bilatérales.

MM. Xi et Castro ont également échangé des points de vue sur la situation mondiale. Le vice-président chinois effectue une visite officielle à Cuba depuis samedi dernier.

Le courrier du Vietnam 9 juin 2011

L'Otan en Libye jusqu'au départ de Kadhafi

A l'occasion d'une réunion à Bruxelles, les ministres de la Défense des pays membres de l'Otan ont affiché leur détermination à faire tomber le régime de Mouammar Kadhafi en Libye. Pour cela, l'opération militaire sera poursuivie "aussi longtemps que nécessaire". Le dirigeant libyen, lui, s'est dit prêt à mourir en martyre.



La capitale libyenne a été pilonnée par les forces aériennes de l'Otan mardi. (Reuters)

Bombardements Tripoli

En Libye, chaque camp réaffirme sa détermination. Mouammar Kadhafi, d'abord, via un message audio diffusé mardi soir par la télévision d'Etat. Le dirigeant libyen appelle «le peuple à résister» et dit son intention de rester à Tripoli «mort ou vif». «Malgré les bombardements, nous ne nous soumettrons jamais (…) Je suis à proximité des bombardements mais je résiste toujours», ajoute-t-il. L'Otan, ensuite, à l'occasion d'une réunion des ministres de la Défense de l'Alliance à Bruxelles. Dans une déclaration commune adoptée mercredi, ils se disent «déterminés à poursuivre l'opération afin de protéger le peuple libyen aussi longtemps que

Suite à la page (17)

Le cas Waddafi

Par Jules Diop

« Bien entendu, on ne saurait connaître un homme complètement, son caractère, ses principes, son jugement, tant qu'il n'a pas montré son vrai visage, tant qu'il n'a pas gouverné, fait des lois »

Sophocle

Ce jeudi 9 juin sera donc gravé dans les mémoires. Jamais encore, un chef d'Etat n'a osé fouler le sol ocre de Benghazi et sa fournaise, là où cramement les chars sous le soleil, crépitent les bombes et sifflent les douilles des munitions d'une bande de rebelles qui peinent à avancer, malgré l'énorme armada militaire déployée par l'Otan. Il fallut donc le courage d'un homme déterminé à entrer dans la légende par tous les moyens. Ou alors faut-il parler de sa lâcheté, car le courage est une vertu qui échappe à l'hypocrisie. Il y a six mois encore, Kadhafi était entouré du plus grand soin à Dakar, où il s'était autoproclamé roi des rois d'Afrique dont il était le porte-parole auprès des « présidents d'Afrique ».

Il en était à sa troisième visite en trois ans, âprement courtisé par l'homme qui le vilipende aujourd'hui. Abdoulaye Wade avait fait du libyen son « invité d'honneur » à la célébration de la fête du 4 avril 2007, pour le remercier de sa générosité lors de la campagne électorale. Le colonel n'a pas déçu. Il a profité de cette tribune pour inviter son « frère » sénégalais à porter plainte contre la France pour faire respecter les droits des tirailleurs africains. Kadhafi était à Dakar comme en son royaume, où toutes ses extravagances étaient mises dans le compte de « son amour pour l'Afrique ».

Le revirement d'Abdoulaye Wade est d'autant plus surprenant que l'histoire du Pds est aussi celle des deux hommes. A la fin des années 70, le libyen a apporté une contribution financière importante au Pds naissant, comme il l'a fait pour de nombreuses organisations africaines. Des personnes affectées à la sécurité d'Abdoulaye Wade ont été formées à la guérilla urbaine dans les camps retranchés de Benghazi, avant d'aller se perfectionner à Cuba. Au début des années 80, des instructeurs libyens se sont faits arrêtés à Dakar, accusés de vouloir déclencher une insurrection avec la complicité d'Abdoulaye Wade.

Beaucoup de mouvements africains ont bénéficié de l'appui financier et des formations offertes par la Libye, dans le cadre de la lutte de libération. C'est à ce titre que le pré-



Abdoulaye Wade et le colonel Kadhafi, au temps de la paix

sident Mandela avait défié le blocus imposé à Kadhafi après l'attentat de Lockerbie, pour le remercier du soutien apporté à l'ANC pendant la lutte contre l'apartheid. Kadhafi est sans doute un Ubu en djellaba. J'étais avec lui sous une tente à Tripoli, en septembre 1998, quand j'ai été sermonné par ses agents de renseignement pour avoir parlé du « président » dans un de mes articles, alors qu'il était un « Guide ». Mais il a contribué à l'émancipation de nombreux peuples africains. Il a aussi financé de nombreuses infrastructures dans des pays africains pauvres comme le Mali et le Burkina Faso. Le peuple que j'ai rencontré pendant ce voyage de plusieurs semaines n'était sans doute pas libre. Un ordre régnait partout, assuré par un des services de renseignement les plus performants du monde. Le livre vert y était enseigné comme le nouvel évangile des peuples. Mais les libyens ne manquaient de rien. Tout que ce Kadhafi tirait du pétrole, il le réinvestissait dans les infrastructures, les télécommunications et surtout dans l'agriculture. Le désert libyen parsemé d'immenses lacs artificiels qui ont permis de réduire la dépendance du pays en fruits, légumes et céréales.

Tout jeune libyen qui se mariait avait droit à un appartement gratuit. Les denrées de première nécessité étaient subventionnées et aucun libyen ne mourrait de faim. Le plein d'essence coûtait moins de dix dollars américains. C'est pourquoi j'ai déclaré ici-même, au début du printemps arabe, que sans présager de la suite, l'expérience tunisienne était difficilement réalisable en Libye. C'est une plus petite population et les libyens ont toujours préféré la prospérité sans la liberté à la liberté sans la prospérité. L'opposition était inexistante non pas parce que Kadhafi la combattait, mais parce qu'elle trouvait difficilement une prise sur le vécu des libyens. J'ai été surtout frappé par le métissage de ce peuple, où le racisme avait peu cours. Le numéro deux du régime était de fait un homme noir et l'essentiel de la garde de Kadhafi était composé à majorité d'élégantes femmes noires. Beaucoup d'entre elles étaient des pilotes de chasse. L'islam qui y était pratiqué était sans tapage. Ce que je viens de dire n'est pas pour défendre la cause de Kadhafi. Elle est déjà perdue. Mais depuis plusieurs mois, américains et français tentent de convaincre de la noblesse de leur mission de libération, alors que les libyens disent qu'ils n'en sont pas demandeurs. Sous le prétexte de protéger des populations civiles, il est clair maintenant qu'ils ont improvisé cette guerre dans le seul but de faire tomber le régime de Kadhafi. Ils le font en détruisant les infrastructures de ce pays vieux de plusieurs millénaires et en tuant ses civils. Le fils de Kadhafi mort avec ses enfants est-il coupable d'avoir été engendré par un autocrate ? Malgré tout, en dépit de quelques défections surmédiatisées, l'armée reste fidèle à Kadhafi et le peuple de Libye refuse de se soulever. Aucun chef d'Etat en proie à une insurrection n'oserait parader les mains nues comme l'a fait Kadhafi, malgré la présence des avions de l'Otan qui larguaient leurs bombes sur Tripoli. Il faudrait donc dire de quoi cette intervention est le nom et surtout au profit de qui elle se fait. La répression dont on accuse le Guide libyen n'est en rien comparable aux massacres perpétrés en Syrie, au Yemen et à Bahrein, où règnent de véritables dictateurs sanguinaires.

Ce qui est accablant dans le revirement spectaculaire d'Abdoulaye Wade, ce n'est pas seulement l'insoutenable légèreté de ses arguments. Tous les membres du CNT sont d'anciens collaborateurs de Kadhafi au sein de ses services de renseignement et de son armée. S'il est coupable de crimes, ils en sont les complices et les exécutants.

Mais il y a surtout chez Abdoulaye Wade un manque de décence choquant. Il a attendu que Kadhafi soit à terre pour lui donner un coup de pied. Sur le nouveau front diplomatique qu'il vient d'ouvrir, apparaissent les deux faces de l'homme. Il y a d'un côté le génie politique capable de saisir une situation par intuition et de se positionner opportunément. Il l'a déjà montré en Côte d'Ivoire. Mais il y a de l'autre le mégalomane narcissique qui finit par griller toutes ses cartes avec sa diplomatie chiffonne capable d'exaspérer ses plus fidèles alliés et de transformer ses francs succès en des revers cinglants. Il en a déjà donné la mesure, en se programmant à la place de son ministre des Affaires étrangères pour une audience avec... Alain Juppé.

Tout cet activisme débridé ne sert qu'à se rapprocher des positions de Sarkozy et Obama, pour espérer un soutien à son plan de succession monarchique. La honteuse mise en scène du sommet du G8, où aucun fils de chef d'Etat n'avait fait preuve d'une telle effronterie, avait une contrepartie. Barack Obama a été, sans le vouloir, l'objet d'un marchandage entre deux chefs d'Etat frivoles qu'aucune morale ne peut lier. Les antichars Milan que Kadhafi utilise aujourd'hui, c'est Sarkozy qui les lui avait vendus en 2007. Il était prêt à lui vendre 16 avions Rafale et une Centrale nucléaire clés en main. Le fils de Kadhafi ajoute à ces transactions menées sous la tente, au cœur de Paris, d'autres révélations relatives au financement de l'Ump. Sarkozy s'était fait l'avocat de Kadhafi auprès des occidentaux.

Pour revenir à Abdoulaye Wade lui-même, puisqu'il est le seul dont le sort nous importe, il a décidé à la fin de ses jours de se mettre au service de Nicolas Sarkozy. Il avait un besoin de reconnaissance que le maître de l'Elysée est maintenant prêt à lui accorder, s'il consent à rallier les autres Etats africains à son combat personnel contre Kadhafi. Mais il ne peut accuser Kadhafi de tirer sur son peuple, quand il refuse de livrer à la justice internationale Hussein Habré, un ancien dictateur accusé du meurtre de plusieurs milliers de tchadiens. Il ne peut surtout pas l'accuser quand la gendarmerie sous sa commande vient de tirer à bout portant sur un pauvre innocent. Les crimes sont devenus si nombreux sous son règne, que son propre camp veut maintenant se prémunir de ses dérives meurtrières. Ce qui me fait dire qu'après le Guide libyen, le juge Ocampo de la Cour pénale internationale devrait se pencher sur le cas du Napoléon de Kébémer.

Afrique Asie 11 juin 2011

Continued from page(9)

Still, the January 12, 2010, earthquake appeared to catch unprepared the Haitian government, international NGOs, and the 9,000-strong UN military force that had been occupying Haiti since the 2004 overthrow of former president Jean-Bertrand Aristide.

Relief and reconstruction efforts were – and continue to be – slow and chaotic, marred by a lack of coordination and open competition among various governments and international agencies.

"*I just don't understand it,*" exclaimed ABC News Anchor Diane Sawyer six days after the earthquake, questioning the sluggishness of U.S. relief efforts. "*I do not understand it: six days and they are only 90 minutes away from Miami.*"

"*With every day that passes in the mud and rubble of Haiti, the failures of the relief effort are heartbreaking,*" added the *New York Times* in an editorial two months later.

Still today, 16 months after the quake, only about 37% of $4.6 billion in support pledges have actually been disbursed, a crucial issue given the dominant role that the international community plays in Haiti. Some 65% of the Haitian government budget, and all of the Haitian government's capital spending, comes from international sources.

A USAID-commissioned report dated May 13 and entitled "*Building Assessments and Rubble Removal in Quake-Affected Neighborhoods in Haiti*" estimates that between 141,000 and 375,000 people remain without homes. The study, conducted and written principally by statistician and US-aid critic Timothy Schwartz, calculates that somewhere between 46,000 to 85,000 people died in the quake. The previously accepted death toll put forth by the Haitian government was 312,000.

Haiti lies between two major fault lines that traverse the country, one under the capital and one under the second largest city, Cap Haïtien, in the north. Seismologists consider both faults "*quite dangerous,*" the cable notes.

"*The northern fault, in particular, has not released significant energy in over 800 years,*" the cable warns. "*According to experts, approximately 4 to 8 meters of left lateral slippage has already accumulated and should it be released, could register 8.0 or higher on the Richter scale, with no forewarning.*"

"*The soil conditions in Haiti are such that an earthquake anywhere in the country could cause severe liquefaction, whereby soil is turned to a quicksand type liquid, which is a considerable threat to infrastructure such as buildings, dams, bridges and highways,*" the cable added.

Continued from page(13)

Militarization of Humanitarian Aid

There is no doubt that the U.S. soldiers deployed to Haiti helped many earthquake victims. The 82nd Airborne Division helped set up one of the capital's largest and best equipped IDP camps of over 35,000 with actor Sean Penn at the Pétionville Country Club, which was their operational base.

The Pentagon's earthquake response also included one of the largest medical outreach efforts in history. Service men and women treated and evaluated thousands of Haitian patients, including more than 8,600 on the Navy hospital ship USNS Comfort. Surgeons aboard the ship completed nearly 1,000 surgeries.

However, even more impressive results were obtained by Cuba's 800 doctors in Haiti and the Henry Reeve Medical Brigade, a 1,500 member contingent of doctors from Cuba and many other nations who graduated from Cuba's medical school. In the six months after the quake, according the Cuban Embassy in Haiti, the Brigade treated over 70,300 patients, performing over 2,500 operations, all without deploying soldiers or bringing in weapons. (Cuba's medical missions are still in Haiti and remain a bulwark against cholera's spread.)

In fact, there is a growing movement among aid groups worldwide, and even in the UN, against the militarization of humanitarian aid. The report entitled "*Quick Impact, Quick Collapse: The Dangers of Militarized Aid in Afghanistan*" by Actionaid, Oxfam International, and other NGOs could have been as easily written about Haiti, where the Pentagon's "*government in a box*" strategy was being applied in late January 2010, when the study was released.

"*As political pressures to 'show results' in troop contributing countries intensify, more and more assistance is being channelled through military actors to 'win hearts and minds' while efforts to address the underlying causes of poverty... are being sidelined,*" the report's introduction reads. "*Development projects implemented with military money or through military-dominated structures aim to achieve fast results but are often poorly executed, inappropriate and do not have sufficient community involvement to make them sustainable. There is little evidence this approach is generating stability...*"

But no matter where one comes down on the question of the U.S. military's role and contribution in post-quake Haiti, one thing is for sure. The massive troop deployment was set in motion before President Préval had given any green-light, putting him before a fait accompli which he had little choice but to go along with.

"*It is certain that one important reason for the U.S. troop deployment to Haiti after the quake was to bar any revolutionary uprising that might have emerged due to the Haitian government's near collapse,*" said Haitian political activist Ray Laforest, a member of the International Support Haiti Network. "*Also the perception of Haitians in Washington, since the time of its 1915 occupation, is that they are savage, undisciplined and violent. In fact, the 2010 earthquake proved the opposite: Haitians came together in an exemplary display of heroism, resilience and solidarity. Washington's military response to the earthquake indicates how deeply it misunderstands, mistrusts and mistreats Haiti.*"

Suite de la page (16)

nécessaire». «Nous sommes résolus à mettre en œuvre les moyens nécessaires», peut-on encore lire dans ce texte.

Des mots qui ont déjà eu une traduction concrète sur le terrain depuis le début de la semaine. Les frappes de la coalition internationale se sont en effet intensifiées, des bombes tombant toutes les heures sur la capitale libyenne mardi. L'objectif de l'Alliance est clair: accroître la pression sur le régime afin de le faire plier. Dans leur déclaration de mercredi, les ministres de l'Otan estiment ainsi que «le temps joue contre Mouammar Kadhafi, à mesure que l'intervention militaire (…) se poursuit».

«Kadhafi appartient à l'histoire»

Londres, Paris et Washington estiment qu'il est temps de donner le coup de grâce au régime de Kadhafi. Et pour accélérer les choses, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, entend demander aux pays alliés les moins engagés en Libye d'en faire davantage. Pour lui, «le temps est venu de planifier pour le jour où le conflit s'arrêtera». «Kadhafi appartient à l'histoire. La question n'est pas de savoir s'il partira, mais quand. Cela pourrait prendre plusieurs semaines mais cela pourrait aussi survenir demain et, s'il part, la communauté internationale se doit d'être prête», a-t-il encore déclaré.

Mouammar Kadhafi, qui a enregistré une nouvelle défection avec la démission du ministre du Travail, apparaît de plus en plus isolé. Après l'appel à partir lancé fin mai par son allié russe, la visite mardi à Benghazi de diplomates chinois, c'est désormais au tour de certains pays africains d'exprimer leurs doutes. «Kadhafi ne peut plus diriger la Libye. (...) Son départ devient une nécessité», a ainsi déclaré à l'AFP le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, qui préside le comité de chefs d'Etat de l'Union africaine (UA) chargé de trouver une solution politique négociée au conflit libyen. Une déclaration qui témoigne d'un revirement majeur de l'UA, qui n'avait pas jusqu'à présent appelé au départ du dirigeant libyen.

JDD 8 Juin 2011

Homage from Alex Dupuy

Dear Franck,

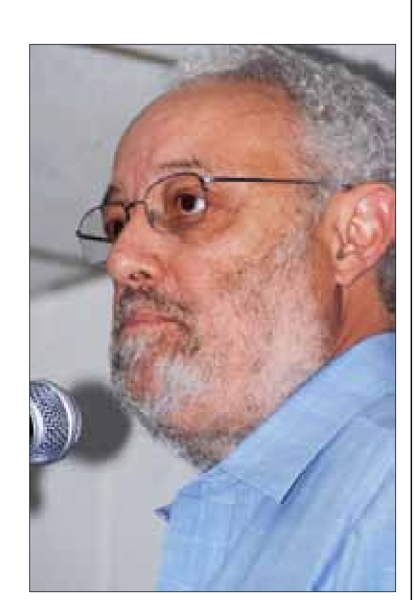
In inviting us to come celebrate you, your work, and your unwavering commitment and contribution to the struggle for a more just, more equal, and more democratic Haiti, Tontongi asked those of us who are willing to write or present a testimony in your honor. I thought it would be easy for me to do so, since after all I have known you all my life; you are related to me by marriage to my late cousin Anne-Marie; we lived next door to each other; and I grew up with Marie-Hélène, Grégore, and Michele until you went into exile after François Duvalier came to power in 1957. We reconnected again when you lived in New York and I in Connecticut, and though you moved to Boulder after your retirement from the City College, we developed a close personal and intellectual relationship and friendship. But when I actually sat down to write my reflections, I realized that it was not such an easy task after all because there is so much I want to say to you and tell you about what our friendship has meant to me, how much I have learned from you over the years, and how much I admire and respect you that it's difficult to know where to start.

So I'll start by acknowledging my debt to you by saying that you have been a mentor to me and played a very important role in shaping my understanding of contemporary Haitian politics. One of the most concrete ways I knew how to express my gratitude was to dedicate my last book, The Prophet and Power: Jean-Bertrand Aristide, the International Community, and Haiti, published in 2007 to you, and to ask you to write the Foreword to it. Although your knowledge and understanding of Haiti, its culture, and its politics is second to none, one of the most important values I learned from you is that you never place politics, ideology, expediency, or personal benefit above principle or personal integrity. It is from that standpoint that you have consistently spoken truth to power, analyzed the practices of those in power, and held them accountable for what they did rather than what they said. It is also what has guided you in your steadfast defense of the interests of the exploited, the marginalized, and the oppressed, and in using your knowledge and intellectual powers to educate others by exposing the workings of an unjust, unequal, exploitative, and oppressive social and economic system at the service of the few and the powerful, and thus to contribute to the struggles against such a system.

To me one of the best illustrations of your commitment to popularize knowledge in the interest of the impoverished and exploited majority is your Défi à la pauvreté, which you published in 1987. The date is important because Haiti then was still in the midst of a popular struggle against the neo-Duvalierist forces that were trying to reinstall a permanent dictatorship, and it was not at all clear how that struggle would end. I read this book of 165 pages as a manifesto for what needs to be done to change Haiti from a dependent and dominated country run by a minority in the interest of that minority and their foreign supporters to a more independent, self-determining, and democratic country for the benefit of all rather than a privileged class.

Your trenchant analysis of what you called the "myth of the magical effects of the free-market policies of the neo-classical economists" was one of the earliest and clearest critiques of what would become widely known later as neoliberalism, or since 1990 as the Washington Consensus. As you pointed out, these policies had been devised in the early 1980s by the government of Ronal Reagan and would become the new mantra of the Chicago boys, the World Bank, and the International Monetary Fund. These policies aimed at solving the global fiscal crisis of the state by compelling indebted countries to enact structural adjustment policies by dismantling welfare or social democratic policies, cutting social spending, lowering wages, privatizing public enterprises, and opening their economies and markets to foreign capital to facilitate the accumulation of capital by the banks and multinational corporations of the advanced countries. In very clear and simple language you showed how these policies had devastating consequences not only for Haiti but for the other cases you analyzed as well, such as Zaire and Jamaica, and thus reinforced their dependency on foreign capital and their poverty. I cannot help but note that it took decades for many pundits and economists in the imperial center, such as Joseph Stiglitz or Jeffrey Sacks, who once defended these policies and pushed for their implementation in the underdeveloped countries, to realize that they had failed just about everywhere they had been tried.

But you never relented in your critique and your steadfastness against exploitation and foreign domination. In an article you published in AlterPresse and Haïti Liberté in March 2010 titled "La culture anti-misère doit être la priorité" ("Priority Must be Given to Anti-Misery Agriculture"), you went straight to the point about former President Clinton's mea culpa for his policies toward Haiti. Referring to his admission during his testimony to the Senate Foreign Relations Committee earlier that month that his neoliberal policies that compelled Haiti to lower its tariffs on food imports had led to the destruction of rice production in Haiti in favor of rice farmers in Arkansas, you pointed out that it was not only rice but the entirety of Haiti's food production that was devastated. "A president as intelligent as Clinton," you wrote, "does not send 20,000 U.S. troops to Haiti [to bring Aristide back to power] by mistake but to impose the Structural Adjustment Program which destabilizes the targeted countries to the benefit of the U.S. But the Haitian government is no less to blame." "Clinton's admission would be sincere" you went on to say, "if he [rejected the] neoliberal regime. But such is not the case. His regrets are simply the starry tears of the crocodile devouring its prey."



Alex Dupuy during the evening in honor of Frank Laraque
Photo : Edgard Lafond

In that same article, you also offered a critique of a different sort. This time it was to engage in a critique of the concept of culture, both in its meaning of those who are educated in the arts and letters, and in its fifteenth century etymological meaning of food cultivation or agriculture. Your choice of this term was in response to a UNESCO conference on Haiti in March 2010 in Paris organized around the theme "Haiti Will be Saved by Its Culture," and to which I was incidentally invited to participate, though reluctantly so as I learned later. In your article you took to task those Haitian participants at the conference who spoke in favor of promoting Haiti's culture in the first sense of education in the arts and humanities as a priority. While not denying the importance of such an education, you pointed out that historically the expansion or cultivation of the arts and letters did not precede but resulted from the development of agriculture and thus of the economy in general. Thus, contrary to those at the conference who prioritized the cultivation of the arts and letters, and those others within and without Haiti who defend the neoliberal regime as a panacea for Haiti, you argued for the prioritization of agriculture to guarantee Haiti's food sovereignty and all Haitians the rights that the 1948 United Nations Universal Declaration of Human Rights judged to be fundamental human rights, including the right to food, lodging, work, income, health care, clothing, education, and equality.

There is one last theme I would like to comment on, and it has to do with the idea that Haiti needs a leader from the Diaspora to save it. In November 2010, Amy Wilentz, the reporter and author of the well-known book The Rainy Season: Haiti Since Duvalier, and translator and editor of Aristide's book In the Parish of the Poor, wrote an editorial in The New York Times titled "In Haiti, Waiting for a Grand Bayakou," where she called for someone from the Haitian Diaspora to return to Haiti in the role of a "bayakou" (a latrine cleaner), to clean things up. In your response to Wilentz, which you wrote in the form of a reply to a letter from your friend Hughes Saint-Fort, and which you titled "No Need for a Grand Bayakou, Wilentz: Haiti is not a Latrine," you argued that "one can rightly be offended by the symbolic use of the term bayakou… The metaphor of the image, reinforced by a vignette showing a bayakou sunk in feces, ceases to be a mere symbol and becomes representative of a bayakou-leader, and therefore of a Haiti-latrine. The image of a latrine to symbolize our country is degrading and unacceptable, as is the concept of a Diaspora covered with the skin of a bayakou as messiah." Contrary to Wilentz you argued that rather than waiting for a leader to come save Haiti, that task can be accomplished by "well structured peasant and urban associations headed by a team of competent and honest women and men at the service of the concept of food-sovereignty. This concept must be at the heart of any sustainable alternative development, in alliance with progressive experts of all classes, and with the support and solidarity of other countries."

This has been your consistent message and unwavering commitment. That is why we are gathered here today to pay tribute to you. For me personally, I am grateful for having you as my friend and my kindred spirit.

Abrazo,
Alex
Alex Dupuy

Professor of Sociology
Wesleyan University
Middletown, CT 06457

Souvenances

Par Gisèle Besson Lafontant

Parler de mes relations avec la famille Laraque c'est remuer un monde de souvenirs.

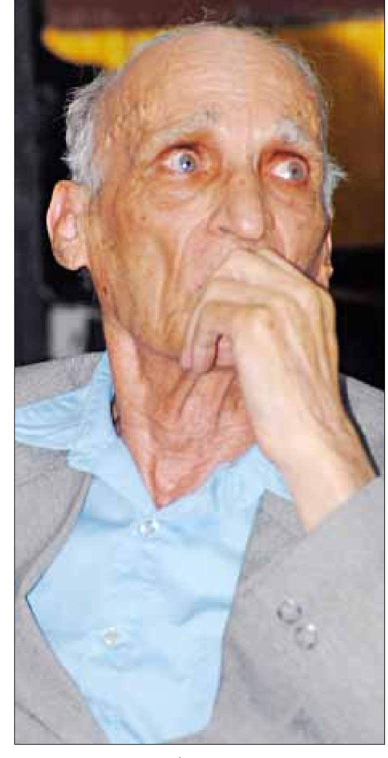
Mes parents et ceux de Franck étaient amis. Tonton Franck, comme je l'appelais, puisqu'à l'époque les amis étaient tous TONTONS et TANTES, jouait du piano et chantait le plus souvent son cheval de bataille « lorsque tout est fini, quand se *meurt notre beau rêve* » que j'ai fini par apprendre pour l'avoir si souvent entendue.

Je la chante encore en pensant à lui. Cayotte, sa femme, une personne douce, affable, toujours prête à t'accueillir avec le sourire. Paul, le poète, m'a enseignée le poème de Heredia « Antoine et Cléopâtre » de même que ces vers de Baudelaire « .poudre d'un blanc pur les rougeurs de ton front. Le banquet est fini quand j'ai vidé *ma tasse…* ».Le titre m'échappe. Désolée.

Yolande était une belle fille, cultivée, extrovertie, athlétique. Elle adorait Franck et l'appelait TI WINE. Quand les circonstances de la vie nous ont séparés son affection pour moi est restée intacte et il en était de même de mon côté. Je ne l'oublierai jamais et je pense que ma fille aînée, Florence, la rappelle beaucoup aussi grande, modestie à part, belle femme, sportive et pétillante.

Franck, jeune, éait un hybride de GARY COOPER et RICHARD BURTON, c'est-à-dire beau et séduisant (wow, wow !!!) Je le vois rougir. Inutile de vous dire qu'il était très sollicité. En plus, grand danseur, entre autres rythmes, de TANGO. Il m'a enseignée quelques figures que je réalise seule dans ma grande cuisine au son de mes disques de tango puisque mon mari, grand bolériste, danse naturellement le tango sur un rythme de ....boléro !!!

Mes amies Thérèse Lavaud, Céline Adès et moi formions un petit groupe auquel s'est jointe Ruby qui à son tour nous a emmenées chez elle un jour. Cela suffisait pour que nous soyons « adoptées » par cette famille si unie, si harmonieuse, si accueillante où les jeunes se sentaient à l'aise dans cette atmosphère imprégnée d'amour dans son sens le plus pur.



Franck Laraque
Photo Edgard Lafond

De Guy je n'ai pas grand-chose à dire, à l'époque nous ne l'intéressions pas et nous lui rendions la pareille ! J'ai eu davantage de rapports avec lui adulte. Il a bien su choisir sa compagne, femme de courage, mon amie Elsa.

Pour terminer je voudrais dire à Franck que Raymond se joint à moi pour lui envoyer nos affectueux voeux de SANTÉ accompagnés de UN FUERTE ABRAZO.

Bien à vous

-Gisèle Besson Lafontant

Suite de la page (4) Le camp...

duquel des employés de la douane de l'aéroport ont été humiliés et agressés dans l'exercice de leurs fonctions par des militaires étrangers qui, en violation de toutes les règles en vigueur en la matière, les armes à la main et à coup de gaz lacrymogène, se sont opposés au contrôle douanier, pour favoriser une dizaine des leurs, arrivés par le vol No. 907 de la Insel AIR, ce dimanche 5 juin 2011 aux environs de 5h30 p.m., et parmi eux un certain Monsieur DA COSTA Daniel RAU identifié par son passeport.

Même le Sénateur du Sud-Est Edwin Zenny du camp de Martelly s'est montré offusqué par cet acte parce qu'il affirme que ce genre d'incident démontre clairement l'irrespect des soldats onusiens à l'endroit du pays, appellant le chef de l'État à se prononcer dans ce dossier. Les soldats de la Minustah croient-ils pouvoir faire comme bon leur semble dans ce pays nôtre ? Oublient-ils que nous avons fait une grande révolution et que le pays c'est le pays de Dessalines ? Leur comportement ressemble étrangement à celui des macoutes au temps du régime des Duvalier.

A ce stade, Martelly semble t-il a des dossiers sur lesquels il ne doit pas opiner, alors dans ce cas son rôle se limite à jouer au football, visiter le stadium Vincent, s'entretenir avec des enfants, participer à la levée des couleurs sur la pelouse du Palais national, rencontrer l'athlète américain Carl Lewis, en d'autres termes une politique de façade et d'esbroufe pour épater la galerie.

On a tout dit de Guiteau Toussaint évoquant même sa prouesse au sein de la BNC qui était dans un état déplorable, et prête à être privatisée vue qu'elle était sur la voie menant à la faillite. Mr Guiteau a plaidé qu'il pouvait la rendre productive, comme de fait, il l'a remise sur pied, l'a modernisée et l'a placée parmi les 3 plus grandes banques du pays actuellement ; mais on n'a jamais souligné que c'est le président Aristide qui l'avait placé tout d'abord en 1994 comme directeur du ministère des Finances, et que c'est grâce à sa compétence et à son efficacité qu'il a été propulsé au poste de président de l'administration de la banque nationale de crédit.

Maintenant la question à se poser est à qui profite ce crime ? Aux organisations populaires ou à la bourgeoisie patripoche qui se prépare à faire son beurre au sein de ce régime ? Rappelons que M. Toussaint est non seulement un grand technicien compétent, mais un citoyen du changement, un anti-néolibérale farouche qui s'est toujours montré contre les privatisations des entreprises du pays. Comment a-t-il pu trouver la mort, voire être assassiné alors que cette semaine, il devait présenter à la présidence le projet « Kay Pa m », un programme de prêt, pour permettre aux pauvres de construire des maisons et aider à retirer les gens de la rue ?

Profitant de l'assassinat du banquier, les hommes de Martelly commencent à montrer leurs griffes. Ainsi le chef de cabinet de Martelly, Thierry Mayard Paul, un homme lié au secteur macoutique a fait savoir sur les antennes de la radio Métropole, que dans le cadre de l'assassinat de Mr Toussaint, on a arrêté trois militants politiques et parmi ces 3 militants, il y a l'activiste politique lavalassien Yvon Antoine, alias Yvon Zapzap. Ce dernier a été appréhendé, à la rue Dehoux, au quartier général du groupe musical « Fashion Matté » par des policiers du commissariat de Port-au-Prince où il est actuellement en garde à vue. Les motifs de son arrestation n'ont pas encore été dévoilés. Quant au journal Le Matin, il titre sur son site internet : « *Un militant Lavalas arrêté, moins de 48 heures après l'assassinat de Guyto Toussaint. Le très influent activiste proche du parti Lavalas, Yvon Antoine alias Yvon Zapzap a été interpellé ce mardi, selon des sources policières citées par Radio Kiskeya. Il serait accusé notamment d'association de malfaiteurs.* »

Rappelons que quelque mois après le coup d'état 2004, on avait arrêté Yvon Antoine le 22 mars 2004 et l'AFP l'avait présenté ainsi : « *Un homme de main du président haïtien déchu Jean Bertrand Aristide* ». Pierre Espérance le responsable de la Coalition nationale pour les droits des Haïtiens (NCHR) l'avait également accusé d'avoir brisé le 5 décembre 2003, les deux genoux du recteur de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), Pierre-Marie Paquiot. A cause de ce mensonge, il avait passé 2 années en prison pour enfin retrouver sa libération en 2006.

En réalité, pour bien comprendre tout ce qui se déroule actuellement, il faut les mettre dans un contexte approprié, par exemple la réduction des agents d'USP de la force d'intervention et de la sécurité présidentielle qui assuraient la sécurité de l'ex-président Aristide. En fait tout ce que manigance ce régime d'alliance de la bourgeoisie et des forces macoutiques, c'est de réprimer les masses populaires et à travers les masses populaires le vrai cible est l'ex-président Jean-Bertrand Aristide. On ne s'étonnera donc pas que des membres d'organisations populaires de Cité Soleil ont déjà mis en garde le président Martelly contre tout mauvais sort qui adviendrait au président Aristide et pour lequel ils le tiendraient dûment responsable.

Suite de la page (4) Une ruée vers l'or...

d'une meilleure manière et différemment. »

Mais en décembre 2010, Lucke a intenté une action contre AshBritt et son partenaire haïtien, GB Group (appartenant à l'homme le plus riche d'Haïti, Gilbert Bigio), réclamant près de 500 000 $. Il a affirmé que les compagnies « *ne le payaient pas suffisamment pour ses services, dont celui d'intermédiaire pour mettre l'entrepreneur en contact avec des gens puissants et les aider à naviguer dans la bureaucratie gouvernementale* », selon Associated Press. Lucke avait signé un contrat lucratif de 30 000 $ avec AshBritt et GB Group quelques semaines avant sa démission, les aidant à obtenir pour 20 millions de dollars us de contrats de construction.

Avant le règlement de la poursuite, Lucke avait déjà rejoint le fournisseur de produits de maçonnerie MC Endeavors. La fime a diffusé de nombreux communiqués de presse le mois dernier, faisant valoir sa capacité à construire des maisons et acclamant la déclaration du président d'Haïti nouvellement inauguré, Michel Martelly : « *C'est une nouvelle Haïti qui est ouverte pour les affaires maintenant.* »

Ashbritt et Lucke n'étaient pas les seuls vautours de désastres en Haïti qui trempaient dans des magouilles. Un peu plus d'un an après son geste bienveillant, le directeur général d'Innovida, Claudio Osorio, était en cour, poursuivi par une autre vedette de la NBA, Carlos Boozer, pour avoir « *intentionnellement, avec malveillance, frauduleusement* » dilapidé un investissement de 1 million $ du joueur de basketball dans InnoVida Holdings, a rapporté le *Chicago Sun-Times* du 24 avril 2011. L'article cite l'avocat de Boozer affirmant qu'Osorio a fourni de fausses informations au sujet de ses affaires, menti, et « *promis des rendements de 1 000 % pour les projets à l'intention de zones touchées par des catastrophes* » comme Haïti. « *InnoVida est défendeur dans au moins 14 poursuites connues, dont un droit de rétention général dont font l'objet les actifs de l'usine en opération* », selon la poursuite. InnoVida a été confiée à un syndic nommé par la Cour le 3 mars.

La « *ruée vers l'or* » annoncée par l'ambassadeur Merten a commencé alors que des Haïtiens étaient encore en train d'être tirés des décombres. Depuis, l'USAID a distribué près de 200 millions $ pour l'aide humanitaire et la construction. En avril, seulement 2,5 % de l'argent avait été accordé aux entreprises haïtiennes, selon le Center for Economic and Policy Research.

Lucke, pour sa part, ne se cache pas de faire fortune grâce au malheur des autres. « *C'est en quelque sorte la manière américaine* » a-t-il dit à *Haïti Liberté*. « *Vouloir faire des affaires ne signifie pas forcément que vous cherchez à être un rapace. Il n'y a rien d'insidieux... Ce n'était pas pire que l'Irak.* ».

Traduit de l'anglais par Guy et Camilo Roumer

Suite de la page (14)

troupes d'occupation de l'ONU « *d'assurer la sécurité des manufactures ayant repris leurs activités, et se sont engagés à rouvrir dans quelques semaines* ». Des responsables de l'ambassade ont de nouveau rencontré les représentants du secteur des affaires d'Haïti une semaine plus tard.

Dans un câble du 26 janvier, Merten a commenté que « *les manufactures de vêtements en Haïti dépendent d'un modèle basé sur un volume élevé, de fines marges bénéficiaires, et une faible capitalisation où les flux de trésorerie sont extrêmement importants à la survie de l'entreprise* ». Il a transmis la suggestion de prêt de 20 millions de dollars à ce secteur. Au cours des jours suivants, il applaudit l'introduction au Sénat des É.- U. d'une législation « *visant à fournir une aide à court terme à l'industrie du vêtement en Haïti* », lui octroyant un traitement commercial préférentiel.

Militarisation de l'aide humanitaire

Il n'y a aucun doute que les soldats des É.-U. déployés en Haïti ont aidé de nombreuses victimes du tremblement de terre. La division du 82e régiment aéroporté a contribué à l'établissement de l'un des camps pour personnes déplacées de l'intérieur, le plus vaste et le mieux équipé pour plus de 35 000 âmes, avec l'acteur Sean Penn au Country Club de Pétionville, qui leur servait de base d'opérations.

L'intervention pour le tremblement de terre du Pentagone a donné lieu à l'un des plus importants efforts d'aide médicale de l'histoire. Les membres du personnel militaire ont soigné et examiné des milliers de patients haïtiens, dont plus de 8 600 sur le navire-hôpital USNS Comfort. Les chirurgiens à bord du navire ont procédé à près de 1 000 interventions chirurgicales.

Cependant, les 800 médecins cubains présents en Haïti ont obtenu des résultats encore plus impressionnants, et la brigade médicale Henry Reeve, un contingent de 1 500 médecins cubains et de médecins de plusieurs autres pays, diplômés de l'École de médecine de Cuba. Au cours des six mois suivant le tremblement de terre, la Brigade a soigné plus de 70 300 patients, procédant à plus de 2 500 opérations, d'après l'Ambassade cubaine en Haïti, sans déployer un seul soldat et sans faire entrer d'armes.

En fait, il y a un mouvement grandissant parmi les ONG dans le monde entier et même à l'ONU, contre la militarisation de l'aide humanitaire. Le rapport intitulé « *Quick Impact, Quick Collapse : The Dangers of Militarized Aid in Afghanistan* » (« Impact rapide, Effet criard ») par Actionaid, Oxfam International et d'autres ONG aurait tout aussi bien pu avoir été écrit à propos d'Haïti, où le Pentagone mettait en œuvre sa stratégie « *gouvernement clé en main* » au moment où l'étude était publiée à la fin de l'année 2010. « *Alors que la pression politique pour 'l'obtention de résultats s'intensifie' dans les pays ayant contribué des troupes, une partie grandissante de l'aide est acheminée par l'entremise d'acteurs militaires afin de 'conquérir les cœurs et les esprits' tandis que les efforts visant les causes sous-jacentes de la pauvreté..., sont délaissés* » lit-on dans l'introduction du rapport. « *Les projets de développement mis en œuvre grâce à l'argent militaire ou via des structures dominées par les militaires sont conçus pour donner des résultats rapides mais sont fréquemment mal exécutés, inopportuns et ne suscitent pas suffisamment d'engagement communautaire pour être viables. Il y a peu de preuves que cette approche favorise la stabilité ...* ». Peu importe la manière dont la question du rôle des militaires des É.-U. et de leur contribution en Haïti après le séisme est abordé, une chose est certaine. Le déploiement massif de troupes avait débuté avant le feu vert du président Préval, plaçant ce dernier devant un fait accompli auquel il n'a eu d'autre choix que de donner son aval.

« *Il est certain que l'une des principales raisons du déploiement de troupes des É.-U. en Haïti après le tremblement de terre visait à contrer tout soulèvement révolutionnaire qui risquait d'émerger du quasi effondrement du gouvernement* » a dit le militant politique haïtien, Ray Laforest, un membre de l'International Support Haïti Network. « *De plus, depuis l'époque de son occupation de 1915, Washington perçoit les Haïtiens comme des sauvages, indisciplinés et violents. Dans les faits, le séisme de 2010 a prouvé exactement le contraire : Les Haïtiens se sont réunis faisant preuve d'un héroïsme exemplaire, de détermination et de solidarité. Son intervention militaire en réponse au tremblement de terre montre à quel point Washington méconnaît, se méfie d'Haïti et la maltraite.* »

Traduit de l'anglais par Guy et Camilo Roumer

L'amitié gravée dans l'art

Par Benjamin Ilschner

Il y a une dizaine d'années, la redécouverte de la constellation du Buena Vista Social Club au firmament des musiques latines n'a échappé à personne. Depuis le film de Wim Wenders et ses avatars discographiques, l'engouement pour la chanson cubaine s'est à peine estompé. Mais certaines étoiles de cette pléiade se sont éteintes: Compay Segundo, Rubén Gonzales, Ibrahim Ferrer, Pio Leiva et Cachaíto Lopez ont à jamais quitté les devants de la scène.

Quant à Omara Portuondo, grande voix de l'orchestre, elle poursuit l'aventure entourée d'une nouvelle et brillante génération. Et elle nourrit bien d'autres projets encore, rejoignant de grandes et moins grandes formations. Aujourd'hui, c'est aux côtés d'un pianiste qu'elle file le parfait amour avec la musique de sa vie: Chucho Valdés, son ami de toujours, est son complice dans une délicieuse virée à travers les classiques du jazz cubain. A l'heure de l'interview, on voudrait lui demander de nous répondre en chantant...

C'est une longue amitié qui est gravée sur le disque «Omara & Chucho»...

Omara Portuondo: Chucho, je le connais depuis qu'il est jeune. Je travaillais alors avec son père Bebo Valdés au cabaret Tropicana. C'est un merveilleux pianiste, il vous convainc dans tous les styles. Comme nous avons vécu tant de choses ensemble, que tant de souvenirs et de musiques nous rapprochent, notre duo fonctionne de manière très spontanée. Je suis fière de le retrouver pour un nouveau disque quatorze ans après Desafíos, de partager cette complicité artistique à un tel niveau.

En plus de 60 ans de carrière, qu'est-ce qui n'a pas changé?

Omara Portuondo : Le trac! Il me guette à chaque concert. Parce que je me demande toujours si j'arriverai à faire passer mon message, à toucher au cœur ceux qui sont venus me voir. La nervosité s'en va quand je peux sentir l'ambiance sur scène et m'assurer que la musique passe. D'un autre côté, il y a aussi l'envie de garder ce contact avec le public. Lui, moi, Chucho et tous ceux qui s'intéressent à notre musique, on forme une grande équipe. Comme les sportifs, je vis aussi des applaudissements, des encouragements.

De quel œil voyez-vous la nouvelle génération?

Omara Portuondo : Dans le monde de la chanson cubaine, nous sommes tous tributaires de ce qu'ont fait les créateurs de la chanson cubaine. Ils avaient des origines espagnoles ou africaines, et y ont apporté leurs nouvelles idées, qu'on a gardées parce qu'elles étaient bonnes. Chaque génération bénéficie de cette base et développe ses propres projets. C'est dans notre nature humaine de vouloir créer, et la musique est si emblématique d'une vie créatrice.

Tout dépend aussi des rencontres...

Omara Portuondo : Nos vies suivent toutes des cours différents. Le temps forme nos sensibilités, qui se révèlent parfois très différentes. Mais nous trouvons aussi des affinités avec certaines personnes dans notre entourage, et c'est une chance d'échanger nos expériences, de nous exprimer, de faire connaissance, de nous comprendre, nous aimer tous.



Omara Portuondo et Chucho Valdés filent le parfait amour avec la musique de leur vie.



Le président cubain Raul Castro baisant la main d'Omara Portuondo sur les regards ravis de Hugo Chavez

Des personnes inspirantes ne devaient pas manquer dans votre entourage lorsque vous avez entamé votre carrière.

Omara Portuondo : Oh non! La musique, la culture, les traditions étaient représentées avant nous par des grands personnages qui ont semé leur art autour d'eux. Ensuite, à chacun de voir comment mettre à profit ce que la nature et la vie lui donnent. A moi, elle m'a donné le sens du rythme. Et j'avais des parents qui aimaient la musique autant que moi-même, mon frère et ma sœur. Voilà le plus beau cadeau que j'aie reçu.

Dans quelles conditions avez-vous débuté?

Omara Portuondo : Tout a commencé dans les années 1940, qu'on appelait l'époque du feeling. Quand j'étais à l'école primaire, tout était déjà empreint de musique et m'a donné envie de m'y consacrer. A force d'écouter des groupes, je n'ai pas tardé à rejoindre la scène moi-même.

Mais pas seulement comme musicienne...

Omara Portuondo : On a fondé un quartette vocal avec ma sœur, mais il y avait aussi la danse. En dehors de la scolarité, le sport et la musique sont une école de vie si importante pour les enfants. J'ai eu accès aux deux, et ça a façonné ma vie entière. La danse est liée à la musique, comme tout.

Le Courrier 11 Juin 2011







Leur deuxième disque en duo vient de paraître. Le pianiste compositeur et la belle diva sont comme des poissons dans l'eau et donneront des concerts ensemble durant une tournée en Europe cet été...



Omara Portuondo et Chucho Valdés en concert